

La protection des zones humides par les Conseils généraux

- Synthèse documentaire -

MARQUIS Hélène

Mars 2010



En partenariat avec des organismes d'enseignement supérieur, l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (Onema) et les Agences de l'eau disposent d'états de l'art synthétiques sur différents sujets liés à l'eau.

Rédigées par des élèves de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur cursus de formation, ces synthèses sont mises en place et suivies par l'Office International de l'Eau (OIEau).

La synthèse documentaire « **La protection des zones humides par les Conseils généraux** » a été effectuée par Hélène MARQUIS, élève post-master (bac+6/7) d'AgroParisTech-ENGREF en voie d'approfondissement et mastère spécialisé « Gestion de l'eau ».

Le contenu de ce document reste sous la responsabilité de son auteur.

Courriel : helene.marquis@agroparistech.engref.fr

*Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document doit se faire avec la mention expresse de l'auteur et de la mention des principaux partenaires à savoir l'établissement d'origine, l'Onema/Agences de l'eau et l'OIEau.
Ce document est libre d'utilisation pour ces partenaires.*

LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES PAR LES CONSEILS GÉNÉRAUX

HELENE MARQUIS

INTRODUCTION	4
PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES: ENJEUX ET DEFINITIONS	5
0 DÉFINITIONS	5
0 ACTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES	7
0 FONCTIONS DES ZONES HUMIDES ET ENJEUX LOCAUX	9
LA TAXE DÉPARTEMENTALE ESPACES NATURELS SENSIBLES: UN OUTIL DE PROTECTION	12
0 HISTORIQUE ET LÉGISLATION	13
0 TDENS ET ZONES HUMIDES	15
EXEMPLES SUR QUELQUES DÉPARTEMENTS	17
0 CAS D'UN DÉPARTEMENT MÉDITERRANÉEN (34) (Brémond, 2009)	17
0 CAS D'UN DÉPARTEMENT ATLANTIQUE: CHARENTE MARITIME(17)(Lacoste, 2010)	18
0 CAS DE LA GIRONDE (Barré, 2010)	19
0 BILAN	21
CONCLUSION	22

RESUME ET MOTS CLEFS

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus riches et productifs de la planète, notamment par leur grande biodiversité. Elles ont cependant longtemps été considérées comme nuisibles en Europe et notamment en France. En effet, entre autres, elles étaient facteurs de maladies telles que le paludisme, elles empêchaient le développement de l'agriculture. Aujourd'hui, elles sont au centre des préoccupations des aménageurs, des agriculteurs et des protecteurs de l'environnement, notamment dans les zones périurbaines où l'occupation du sol est très concurrentielle. Les zones humides assurent de nombreuses fonctions écologiques, paysagères et touristiques et la nécessité de les protéger fait aujourd'hui l'unanimité. Cette synthèse décrit les actions en faveur des zones humides en France et au niveau international, en présentant la législation relative aux zones humides ainsi que les enjeux liés à leur protection. Il s'agit aussi et surtout de s'intéresser aux collectivités territoriales et à leurs actions de protection des zones humides, notamment à travers leur politique Espaces Naturels Sensibles.

Mots clefs: Zones humides - Taxe Départementale - Espaces Naturels Sensibles - Acquisition foncière - politique départementale

Los humedales son de los ecosistemas más ricos y productivos del planeta por su gran diversidad biológica. Pero han sido históricamente consideradas como negativas: eran incompatibles con la agricultura, eran al origen de enfermedades como la malaria... Hoy tienen una plaza importante para todos los habilitadores, especialmente acerca de las ciudades: tienen muchas funciones ecológicas y hay que protegerlas. Esta síntesis va a describir las acciones en favor de los humedales, en Francia y a nivel internacional, presentando los intereses en juego dentro de la protección de los humedales. También, se va a tratar de la utilización de un instrumento financiero particular por los Conseils Généraux¹ en Francia: el impuesto de los espacios naturales sensibles. Para terminar, se va a tomar unas provincias francesas para describir sus políticas de protección de los humedales, fijándose en la utilización de este impuesto.

Humedales – Conseils Généraux – Protección – Restauración – Urbanización – instrumentos de protección de los humedales – Agencias de agua – Ramsar – Espacios Naturales Sensibles

¹Deputaciones de provincias

INTRODUCTION

La France possède un ensemble de zones humides qui couvre environ 3 millions d'hectares, soit 5,5% du territoire métropolitain (IFEN, 2006). Les plus importantes zones humides sont localisées en Aquitaine, en Basse Normandie, en Haute Normandie et en Rhône Alpes. Après une longue période durant laquelle les zones humides étaient perçues négativement, leur protection et leur restauration en vue de maintenir leurs nombreuses fonctions écologiques est devenue un enjeu environnemental majeur à l'échelle internationale et nationale, mais aussi au niveau local. Ainsi, l'action des collectivités régionales et départementales pour la protection des zones humides intéresse aujourd'hui de nombreux acteurs.

Cette synthèse aborde cette question et notamment l'utilisation de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles pour la mise en œuvre des actions de protection, de gestion, de valorisation des zones humides. Pour cela, il s'agit dans un premier temps de rappeler les définitions et les fonctions des zones humides afin de comprendre les enjeux liés à leur maintien. Puis les outils de protection des zones humides à disposition des départements sont abordés en insistant particulièrement sur la TDENS. Enfin, la description de quelques actions et politiques de départements pris comme exemples permet de donner un aperçu de l'utilisation de cet outil sur le territoire français.

PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES: ENJEUX ET DEFINITIONS

0 DÉFINITIONS

Définition législative des zones humides (Spyratos, 2008)

Les zones humides sont des milieux très diversifiés et complexes, variables dans le temps et dans l'espace. La définition juridique et la délimitation des zones humides sont nécessaires à leur protection.

La première définition juridique globale des zones humides en France est introduite par la loi sur l'eau française de 1992²: « *les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Cette définition est maintenant codifiée dans le Code de l'Environnement (article L211-1). Elle reste cependant difficile à mettre en pratique et pose des problèmes d'interprétation. Le concept de zones humides a été précisé par un décret du 30 janvier 2007 repris dans le code de l'environnement (article R211-108). Les critères de définition et de délimitation sont précisés par l'arrêté du 24 juin 2008³, modifié plus récemment par l'arrêté du 1er octobre 2009 publié au JO le 25 novembre 2009. Ces arrêtés successifs précisent notamment la notion de sol humide à l'aide d'une classification et d'une méthode de détermination précises, basées sur des références scientifiques.

Le nombre d'arrêtés en lien avec cette question montre combien la délimitation des zones humides est difficile à réaliser en pratique. En effet, les zones humides se situent à l'interface d'un milieu aquatique et d'un milieu terrestre et tracer une limite dans ce continuum est délicat. Par ailleurs, la délimitation se fait toujours en fonction d'un ou plusieurs objectifs même si ceux-ci ne sont pas clairement explicités. C'est pourquoi la délimitation ne fait pas souvent l'unanimité notamment entre les tenants de la protection et ceux de l'aménagement des zones humides. La précision apportée récemment par les arrêtés devrait permettre d'objectiver cette délimitation. Dans ce document, la notion de zones humides correspondra à cette définition.

La définition internationale de la convention de Ramsar (1971) est la suivante : « *Etendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres* » (Cizel, 2006).

Trois **critères de délimitation des zones humides** sont généralement retenus (Cizel 2006) :

- hydrologie : présence d'eau, de façon permanente ou non ;
- pédologie : développement de sols hydromorphes ;
- botanique : présence d'une végétation adaptée aux conditions d'humidité du sol.

Ces critères pratiques généraux de délimitation doivent aujourd'hui correspondre à ceux définis par la version en vigueur du code de l'environnement.

Loi Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005

La loi Développement des Territoires Ruraux (LDTR)⁴ réaffirme l'intérêt général que constituent la

² Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, art. 2.

³ Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

⁴ Loi n° 2005-157 du 23 février 2005.

préservation et la gestion durable des zones humides ainsi que la nécessaire cohérence des politiques publiques de l'Etat et des collectivités territoriales. Elle permet notamment de préciser les critères de la définition des zones humides donnés dans le code de l'environnement. Elle offre également la possibilité de délimiter les zones humides de façon officielle sur la base de ces critères et par arrêté préfectoral, et d'identifier les secteurs dans lesquels des mesures spécifiques peuvent être prises (zones humides d'intérêt environnemental particulier et zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau, exonération de la taxe foncière non bâti sous réserve d'un engagement de gestion). La DTR hiérarchise deux «niveaux» de zones humides :

- **les Zones humides d'intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP)** ; ce sont celles dont le maintien ou la restauration présente un intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant ou qui ont une valeur touristique, écologique, paysagère, et cynégétique particulière. Dans ces ZHIEP l'autorité administrative, en concertation avec les acteurs locaux, doit établir des programmes d'actions pour durablement les restaurer, préserver, gérer et mettre en valeur. Ces programmes préciseront les pratiques favorables aux zones humides, dont certaines peuvent être rendues obligatoires et bénéficier de financement.
- **les Zones Humides Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZHSGE)** ; ce sont celles qui contribuent de manière significative à la protection de la ressource en eau potable ou à la réalisation d'objectifs du SAGE pour le bon état des eaux.

Des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées à la demande de l'État, des collectivités territoriales ou de leur groupement. Un arrêté préfectoral peut interdire tout acte susceptible de nuire à la zone humide (dont drainage, remblaiement ou retournement de prairie). Les collectivités sur les terrains qu'elles ont achetés peuvent imposer des contraintes environnementales au fermier lors de son instauration ou renouvellement des baux.

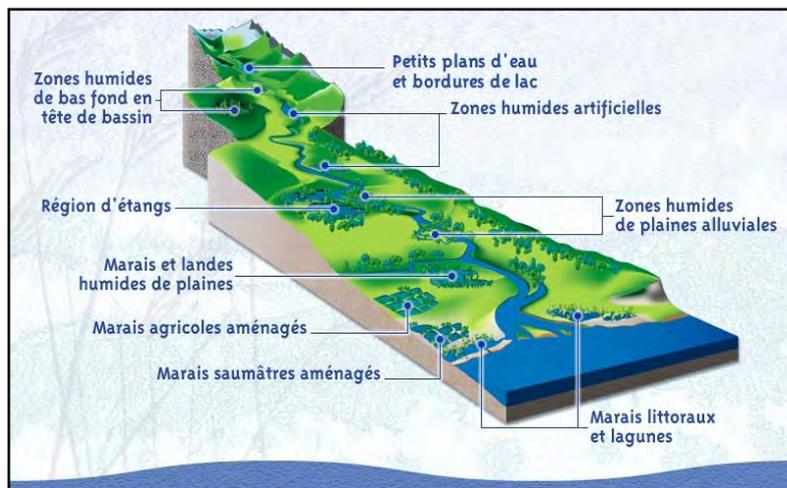
Les différents types de zones humides (Ichaoui et Roux, 2008)

Les zones humides sont des milieux que l'on rencontre à tous les niveaux d'un bassin versant. Elles peuvent représenter une surface très importante d'un bassin versant et sont de types très variables. La définition d'une typologie des zones humides en est d'autant plus complexe.

En France, la volonté d'harmoniser à l'échelle nationale les Inventaires de Zones Humides prend comme référence la typologie Corine-Biotope. Elle est basée essentiellement sur la végétation et comprend 7 grandes catégories de milieux pour les zones humides (Ximenès, 2004). La typologie SDAGE, spécifique aux zones humides, a été élaborée en 1996 pour la mise en œuvre de la Loi sur l'eau de 1992. Après analyse de la typologie SDAGE-SAGE, dix types de zones humides ont été retenues dans le guide technique des agences de l'eau (Agences de l'eau, 2001)

On distingue ainsi généralement deux grands ensembles de zones humides. Parmi **les zones humides continentales**, il y a les zones humides d'altitude (lacs, marais et tourbières), les zones humides de bas-fond en tête de bassin, le lit mineur du cours d'eau, les annexes fluviales, les forêts alluviales et les ripisylves, les marais fluviaux et les prairies humides, les zones humides de plaine (marais déconnectés, tourbières et landes humides), les étangs, les mares et les zones humides en bordure de lacs et enfin les zones humides artificielles. Parmi **les zones humides marines et côtières** on distingue, les vasières et les prés salés, les lagunes et les marais saumâtres et les marais aménagés (Ichaoui et Roux 2008).

La figure ci dessous présente une localisation dans un bassin versant des grands types de zones humides.



Localisation dans un bassin versant des grands types de zones humides (www.tourduvalat.org)

0 ACTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

Actions internationales et européennes

La Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, a été signée le 2 février 1971 et ratifiée par la France le 1er octobre 1986. Elle est spécifique à un type de milieux et a pour but la conservation des zones humides répondant à des critères définis⁵ tout en affichant comme objectif l'utilisation rationnelle de ces espaces et de leurs ressources.

La création de réserves de la biosphère dans le cadre du programme "Man and Biosphere" (MAB) de l'Unesco a pour principale mission l'acquisition de connaissances fondamentales et appliquées à la gestion et à la conservation des milieux dans le but de soutenir un développement durable en relation avec les communautés locales.

Au niveau global, l'UE a signé plusieurs conventions importantes comme la Convention de Ramsar en 1971, la Convention de Bonn pour les Espèces Migratrices, la Convention de Protection des Zones montagneuses en 1991. Trois directives européennes ont été mises en œuvre et concernent directement les zones humides: la directive « Oiseaux », la directive « Habitats-Faune-Flore » et la Directive Cadre sur l'eau. La directive inondation, publiée en 2007, prévoit la mise en place de plans de gestion des risques inondations dans lesquels la restauration des plaines inondables et des zones humides peut être un moyen de limiter les risques.

Actions nationales

Le Plan national d'action pour les zones humides (PNAZH), adopté par le Gouvernement français le 22 mars 1995, marque la volonté d'agir pour arrêter la dégradation des zones humides, garantir par une bonne gestion leur préservation durable, favoriser la restauration des zones humides importantes et reconquérir les sites d'intérêt national. Il fait suite à un bilan sur l'évolution des zones humides en France réalisé sous l'autorité du préfet Bernard en 1994. Ce plan d'action gouvernemental s'applique selon quatre axes:

- **inventaire des zones humides** avec création d'un *Observatoire national des zones humides* (ONZH) en 1997, renforcement des outils de suivi et d'évaluation, traduits dans un *programme national de recherche sur les zones humides* (PNRZH) lancé en 1996 et reconduit en 2002 ;

⁵ Voir Annexe 1: critères de définition des zones humides d'importance majeures selon RAMSAR

- **mise en cohérence des politiques publiques** ;
- **restauration qualitative et quantitative** des zones humides ;
- lancement d'un programme **d'information et de sensibilisation** des administrations, élus et gestionnaires.

Par la suite, de nombreuses actions se succèdent afin de concrétiser les objectifs du PNAZH. Le **Fond National de Solidarité sur l'Eau** (1999) et le **Fond de Gestion des Milieux Naturels** (2000) sont créés par l'Etat et contribuent à l'entretien et à la restauration des zones humides. Un **volet "zone humide"** est intégré à chacun des six **SDAGE**. Enfin il s'avère nécessaire de susciter et d'accompagner davantage les initiatives locales en faveur de la gestion durable des zones humides tout en poursuivant les mesures nationales. C'est dans ce but que les **Pôles relais Zones Humides** sont créés en 2001 dans la lignée du plan national en faveur des zones humides. Les quatre pôles-relais travaillent sur l'ensemble des thèmes zones humides : tourbières, lagunes, marais littoraux, mares, étangs et vallées alluviales. Leur création répond à deux objectifs essentiels: il s'agit d'une part de constituer un réseau d'échanges inter pôles et avec les autres acteurs concernés par la gestion des zones humides (agences de l'eau, animateurs de SAGE, opérateurs Natura 2000, conservatoires d'espaces naturels, conseils régionaux et généraux, parcs naturels régionaux, etc.); et d'autre part de mutualiser les connaissances et les bonnes pratiques afin de les diffuser auprès des acteurs/gestionnaires pour agir plus efficacement pour la préservation et la restauration de ces milieux. Les zones humides sont réparties en quatre pôles relais sur le territoire (Pôles relais, 2009):

- **pôle relais Lagunes méditerranéennes** dont la structure porteuse est la Fondation Tour du Valat, centre de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes, en collaboration avec le Conservatoire des espaces naturels du Languedoc Roussillon et l'Office de l'environnement de la Corse. Ces trois organismes œuvrent dans les domaines de la recherche, la gestion, l'appui technique et la sensibilisation pour les milieux aquatiques et naturels et les zones humides méditerranéennes en particulier.
- **pôle relais Tourbières** dont la structure porteuse est la fédération des conservatoires d'espaces naturels, association fédérant des acteurs gestionnaires notamment de nombreuses zones humides
- **pôle Zones humides intérieures, Mares et Mouillères, Vallées Alluviales** dont la structure porteuse est la fédération des parcs naturels régionaux de France, association représentant un réseau de 46 Parcs naturels régionaux répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre mer, couvrant 13% du territoire.
- **pôle relais Marais littoraux de l'Atlantique, de la Manche et de la Mer du Nord** porté par le Forum des Marais Atlantiques, syndicat mixte favorisant les rencontres d'acteurs et la mutualisation des connaissances dans la gestion des zones humides littorales

En 2004, certaines régions sont très en retard pour leur inventaire qui ne concerne que les zones humides de plus de 1 ha. Les petites zones humides continuent à fortement régresser en France, principalement du fait du drainage agricole.

Un grand pas est franchi avec la **Loi sur le Développement des Territoires Ruraux**. D'abord, cette loi consacre **l'existence politique et surtout juridique des zones humides**. D'une politique d'assèchement de ces zones, une véritable politique de reconnaissance et de préservation des zones humides est engagée. Surtout, c'est la première fois que l'intérêt de la protection des zones humides est lié à leurs fonctions (Cizel 2006). La fonctionnalité des zones humides est en effet reconnue. Ainsi, ce n'est plus seulement par les composantes milieu, ou espèce que les zones humides sont protégées, mais du fait de leurs fonctions naturelles diverses.

L'article 83 de la **Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006** précise les orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour les années 2007-2012 dont celle de mener et de favoriser des actions de préservation, de restauration, d'entretien et d'amélioration de la gestion des milieux aquatiques et des zones humides.

En 2008, le **Grenelle de l'environnement** prévoit que l'Etat puisse acquérir (de 2009 à 2014)

20.000 hectares de zones humides via les agences de l'eau et le Conservatoire du littoral à des fins de conservation environnementale. En 2009, l'exposé des motifs de la loi Grenelle II a estimé qu'il reste en France environ 1,5 millions d'hectares de zones humides qui sont un « *réservoir de biodiversité, et un facteur d'amélioration de la qualité des eaux superficielles, des zones tampons diminuant les risques d'inondation en cas de fortes pluviométries et des stockages importants de carbone organique dans les sols* », mais « *souvent menacées par l'extension de l'urbanisme ou des changements d'usage des terres* ».

Ainsi les actions internationales et nationales en faveur des zones humides tiennent de plus en plus compte des fonctions écologiques qu'elles assurent et les placent au cœur des enjeux d'aménagement.

0 FONCTIONS DES ZONES HUMIDES ET ENJEUX LOCAUX

Fonctions des zones humides (Ichaoui et Roux 2008; Agences de l'eau, 2001)

Les zones humides constituent un réservoir de stockage des eaux provenant des ruissellements, des nappes ou des cours d'eaux voisins, ce qui participe à **la régulation des régimes hydrologiques**. De plus les eaux de pluie et surtout de ruissellement, peuvent être chargées de nutriments d'origine agricole et domestique ainsi que de métaux lourds, hydrocarbures et de produits phytosanitaires. Grâce au **pouvoir épurateur des zones humides**, ces composés peuvent être retenus, transformés ou éliminés par un certain nombre de processus physiques, chimiques et biologiques. Par ailleurs, les zones humides sont d'importantes **zones de stockage du carbone**, en particulier les tourbières et les zones humides boisées. Enfin, les zones humides sont parmi les milieux naturels les plus riches et constituent ainsi un véritable **réservoir de biodiversité** grâce à leurs conditions écologiques, particulières et hétérogènes, qui font qu'une faune et une flore caractéristiques s'y développent.

Processus général	Fonctions	Exemples de zones humides
Régulation des régimes hydrologiques	Régulation des crues	
	Recharge des nappes	Tourbières et milieux riverains, zones littorales pour la recharge des nappes d'eau douce
	Soutien de débits d'étiages	Marais, tourbières, prairies humides
	Recharge du débit solide des cours d'eau.	Zones humides en bordure de cours d'eau
Epur	Dépôt des sédiments en suspension et fertilisation des zones inondables	
	Régulation de l'azote et du phosphore	
	Piégeage des toxiques et micropolluants	
Stockage de carbone		Tourbières et zones humides boisées
Réservoir de biodiversité		

Tableau 1: Fonctions des zones humides (Ichaoui et Roux, 2008; Agences de l'eau, 2001)

Menaces et destructions des zones humides

Le "rapport Bernard" (1994, cité par Spyrtatos, 2008) a mis en évidence la régression continue des zones humides en France. On estime que les zones humides françaises ont perdu les deux tiers de leur superficie au cours du XXème siècle ce qui représente une perte de plus de 2,5 millions d'hectares dont la moitié en 30 ans. Deux ensembles de processus expliquent cette régression : des processus de dégradation et des processus de destruction des zones humides

Diverses causes de disparition des zones humides ont été identifiées et synthétisées dans de nombreux ouvrages (Fustec et Lefeuvre, 2000) en considérant les processus de dégradation des zones humides et les processus de destruction. Ces derniers ont pour conséquence l'anéantissement des zones humides, soit en les supprimant tout simplement, soit en perturbant très fortement leur fonctionnement. Les processus de dégradation ne provoquent pas la disparition des zones humides mais altèrent de manière plus ou moins prononcée leur fonctionnement, et la superposition de plusieurs de ces processus peut aboutir à leur destruction.

Processus de destruction	Intensification agricole (drainage, poldérisation, mise en culture) Développement aquaculture en zones marines et saumâtres Canalisation ou recalibration de cours d'eau Infrastructures linéaires (autoroutes, chemin de fer) Urbanisation Aménagements touristiques et portuaires Régulation de débit des cours d'eau Aménagements hydroélectriques Extraction de tourbe ou de granulats
Processus de dégradation	Pollution agricole (engrais et pesticides) Pollution industrielle Intensification de la pisciculture Curage, seuils et recalibrages de cours d'eau Boisements (popiculture) en prairies humides Boisements de résineux dans les landes humides et tourbières Aménagements cynégétiques ou piscicoles Prélèvements d'espèces et d'eau

Tableau 2: Processus de dégradation et de destruction des zones humides en France (d'après Fustec et Lefeuvre, 2000)

Cependant, selon un rapport sur l'évolution des zones humides entre 1990 et 2000, la situation semble s'être stabilisée en ce qui concerne les zones humides d'importance (Ximenès, Fouque, et Barnaud, 2007). En ce qui concerne les zones humides ordinaires, sites non protégés et mal identifiés sur le territoire national, le bilan est plutôt alarmant (Mathieu, 2006).

Enjeux actuels

La préservation des zones humides est au carrefour des enjeux environnementaux, agricoles, périurbains et touristiques.

Les enjeux environnementaux liés à la protection des zones humides sont nombreux. En particulier, la préservation de la **biodiversité** apparaît aujourd'hui comme essentielle. Par ailleurs, les zones humides, par leurs nombreuses fonctions, participent activement à la protection de la ressource en eau d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

La protection des zones humides passera inévitablement par une intégration des **enjeux agricoles** qui y sont liés. En effet, l'orientation préférentielle agricole donnée aux terrains humides (par exemple de type élevage extensif) est directement en lien avec leur maintien en l'état. En effet, le maintien de l'élevage de type extensif contribue **au maintien d'espaces diversifiés** (prairies) favorables à la biodiversité. Par ailleurs, ce maintien de l'élevage limiterait les actions d'aménagements et d'assèchement de zones humides en vue d'une mise en culture des terrains. Le **drainage agricole** est en effet à l'origine de beaucoup de disparitions de zones humides et il

est nécessaire de le maîtriser. Il existe des propositions afin de "réconcilier" agriculture et zones humides comme par exemple la création d'une **indemnité spéciale zones humides** qui inciterait au maintien des terrains agricoles humides. Enfin, la **réforme de la PAC** annoncée pour 2013 met l'enjeu agricole au cœur des débats de demain, et sera sans doute l'occasion d'aborder les zones humides du point de vue agricole.

La protection des zones humides fait également intervenir des **enjeux urbains et périurbains** forts, notamment à travers la gestion foncière et **l'urbanisation croissante**, ainsi que pour la **prévention, des inondations**. Les dispositifs de gestion des espaces liés aux inondations sont de plus en plus présents dans les politiques de prévention des risques d'inondation. L'occupation du sol peut être réglementée en fonction du risque de crue (PPRI) et des projets de sur-stockage dans des **champs d'expansion de crue** situés en amont des villes dans les vallées alluviales peuvent être élaborés.

Enfin, la préservation des zones humides est liée à des **enjeux touristiques** surtout pour certaines zones françaises (Camargue, littoral atlantique et méditerranéen par exemple).

L'engagement de préservation des zones humides pris au niveau international par la signature de la Convention de Ramsar notamment passe par deux enjeux fondamentaux: la **pérennisation des zones humides en terme de surface et en terme de qualité écologique**.

Vouloir préserver les zones humides et maintenir les fonctionnalités de l'hydrosystème implique donc de chercher à **limiter autant que possible les canalisations, endiguements et aménagements structurels** qui seraient **défavorables au maintien des échanges latéraux et verticaux entre milieux annexes**, notamment entre les cours d'eau et leurs plaines alluviales mais également entre les masses d'eau stagnantes et leurs milieux annexes (Bourdin, 2009).

Cette orientation de la politique d'aménagement du territoire doit être appliquée dans tous les domaines (urbanisme, aménagement agricole, aménagements à vocation touristique) et doit donc être menée en lien avec les acteurs locaux et en accord avec l'ensemble des politiques publiques liées à l'environnement.

LA TAXE DÉPARTEMENTALE ESPACES NATURELS SENSIBLES: UN OUTIL DE PROTECTION

La protection des zones humides est une question qui concerne l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire, et en particulier les Conseils Généraux qui ont la compétence de gestion des Espaces Naturels Sensibles. De nombreux instruments de protection des zones humides existent, dont la Taxe Départementale Espaces Naturels Sensibles. Les schémas en annexes⁶ présentent les différents outils de protection des zones humides (Cizel, 2006)

Plusieurs catégories de mesures peuvent contribuer à conserver les zones humides et à en améliorer la gestion :

- *Les outils de planification*: Les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE, SAGE) intègrent la protection et la mise en valeur des zones humides, espaces de transition entre la terre et l'eau.
- *Les instruments de protection*: De nombreux instruments juridiques de protection de l'espace naturel sont disponibles pour assurer la conservation des zones humides : réserves naturelles⁷, arrêtés de protection de biotope, réserves naturelles volontaires, zones de protections spéciales, sites Natura 2000, réserves biologiques domaniales, réserves de chasse, de pêche, ... Ces instruments sont nombreux et se superposent parfois, comme c'est le cas en Camargue, ce qui ne va pas toujours dans le sens d'une meilleure protection.
- *La maîtrise foncière*: Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, les conservatoires régionaux d'espaces naturels et la Fondation nationale pour la protection des habitats français de la faune sauvage concourent à obtenir une protection durable des sites remarquables par la maîtrise foncière, la maîtrise d'usage ou la gestion écologique. De nombreuses collectivités locales, notamment les départements ou les régions, y apportent également leur concours.
- *Les labels internationaux*: Une zone humide peut être désignée au titre de la convention de Ramsar, ou au sein du réseau Natura 2000. Cela signifie s'engager, sur la scène internationale, à conserver une zone humide particulièrement intéressante et à en préserver les caractéristiques écologiques.
- *Les incitations financières*: Les fonds structurels européens et le programme LIFE sont des outils essentiels pour une meilleure prise en compte de la préservation de ces espaces. Les mesures agro-environnementales et les Contrats d'Agriculture Durable (CAD), basés sur le volontariat, peuvent offrir la possibilité d'adapter la gestion agricole des terrains aux enjeux environnementaux de ces espaces. Le fonds de gestion des milieux naturels, les aides des agences de l'eau et le fonds national de solidarité sur l'eau permettent de contribuer à une gestion adaptée des zones humides. L'exonération partielle de la TFNB⁸ (taxe foncière sur les propriétés non bâties) est issue de la loi sur le développement des territoires ruraux. Ce dispositif donne compétence au **maire** pour définir la **liste des parcelles situées en zone humide** ouvrant droit à l'**exonération de 50 % de la part communale et intercommunale de la TFNB**, lorsqu'un engagement de gestion favorable

⁶ Voir Annexe 3 et 4: outils de protection des zones humides et réglementation

⁷ Articles L. 332-1 à L. 332-27 et R.332-1 à R.332-29 et R.332-68 à R.332-81 du code de l'environnement

⁸ Voir Annexe 2: Exonération de la taxe Foncière sur les Propriétés non bâties pour les zones humides

est pris pour cinq ans renouvelables impliquant, notamment le non-retournement des parcelles et la préservation de l'avi-faune. La taxe départementale sur les espaces naturels sensibles peut également être mobilisée par les départements. Plusieurs de ces financements peuvent être combinés sur une même zone humide.

La Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles est un outil (financier) parmi d'autres et permet le financement des actions du Conseil Général au titre de sa politique Espaces Naturels Sensibles.

0 HISTORIQUE ET LÉGISLATION

Les Espaces Naturels Sensibles

Les Espaces Naturels Sensibles des départements ont été créés par la loi 18 juillet 1985⁹ (Morand-Deville, 2006). Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. Il s'agit d'une compétence volontaire des départements.

S'il n'existe pas de définition précise de cette notion d'espace naturel sensible, le Code de l'urbanisme¹⁰ évoque la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs naturels d'expansion des crues et la sauvegarde des habitats naturels. Un autre article¹¹ indique quant à lui que peuvent être qualifiés d'espaces naturels sensibles « les bois, forêt et parcs (...) dont la préservation est nécessaire ». Plus récemment, l'article L.143-1, issu de la LDTR⁴ parle de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri urbains.

Pour mettre en œuvre sa politique Espaces Naturels Sensibles, le département dispose de trois moyens : la création de zones de préemption, l'instauration d'une taxe départementale sur les espaces naturels sensibles et la définition d'un périmètre de protection des espaces agricoles et péri urbains.

Zones de préemption¹²

Le département peut créer des zones de préemption spécifiques sur ces territoires. Cet instrument permet au département d'acquérir un terrain, lors de sa mise en vente, par préférence à tout autre acquéreur, en étant préalablement et obligatoirement informé de la transaction (Atelier technique des espaces naturels, 2005). Les propriétés ainsi acquises doivent être ouvertes au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu. L'existence d'une construction ne fait pas obstacle à l'exercice du droit de préemption dès lors que le terrain est de dimension suffisante pour justifier son ouverture au public et qu'il est, par sa localisation, nécessaire à la mise en œuvre de la politique des espaces naturels sensibles des départements. Dans le cas où la construction acquise est conservée, elle est affectée à un usage permettant la fréquentation du public et la connaissance des milieux naturels.

Dans les communes dotées d'un POS ou d'un PLU¹³, ces zones de préemption sont créées avec l'accord du conseil municipal les représentants des organisations professionnelles agricoles et forestières étant consultés sur leur délimitation. Le département peut **déléguer** son droit de préemption :

- au **Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres**, lorsque celui-ci est

⁹ loi n°85-729 du 18 juillet 1985, article 12

¹⁰ Code de l'urbanisme, article L.142-1

¹¹ Code de l'urbanisme, L.142-11

¹² Code de l'urbanisme, Art. L 142-1 à L. 142-13

¹³ Plan d'Occupation des Sols (POS) ou Plan Local d'Urbanisme (PLU)

- territorialement compétent ;
- à l'**établissement public** chargé d'un parc national ou à celui chargé d'un parc naturel régional pour tout ou partie de la zone de préemption qui se trouve sur le territoire du parc ou dans les réserves naturelles dont la gestion leur est confiée ;
 - à l'**État** ;
 - à une **collectivité territoriale** ;
 - à un **établissement public foncier** ;

Si, à son expiration, le décret de classement d'un parc naturel régional n'est pas renouvelé, les biens que ce parc a acquis par exercice de ce droit de préemption deviennent propriété du département.

En l'absence de Plan local d'urbanisme, et à défaut d'accord des communes concernées, ces zones ne peuvent être créées par le conseil général qu'avec l'accord du représentant de l'État dans le département.

Cette politique doit être compatible avec les orientations des schémas de cohérence territoriale, des chartes intercommunales de développement et d'aménagement et les directives territoriales d'aménagement lorsqu'ils existent. L'exercice de ce droit de préemption peut être assimilé par certains côtés à une expropriation, à la différence que le transfert de propriété n'intervient pas au préjudice du propriétaire, puisque ce droit n'est exercé que lorsque le propriétaire a décidé d'aliéner son bien, mais du candidat acquéreur qui se voit ainsi interdire d'en devenir le propriétaire. (Ganez Lopez, 2000)

Les Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains

(PPEANP)

Pour mettre en œuvre une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains, le département peut délimiter des périmètres d'intervention avec l'accord de la ou des communes concernées ou des établissements publics compétents en matière de plan local d'urbanisme, après avis de la chambre départementale d'agriculture et enquête publique. Ces périmètres doivent être compatibles avec le schéma de cohérence territoriale lorsqu'il existe. Ils ne peuvent inclure des terrains situés dans une zone urbaine ou à urbaniser délimitée par un plan local d'urbanisme, dans un secteur constructible délimité par une carte communale ou dans un périmètre ou un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé. Le département élabore, en accord avec la ou les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents, un **programme d'action qui précise les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser** l'exploitation agricole, la gestion forestière, **la préservation et la valorisation des espaces naturels** et des paysages au sein du périmètre.

A l'intérieur de ce périmètre, les terrains **peuvent être acquis par le département** après information des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés. Le Département peut user de son droit de préemption **lorsque ces terrains sont situés en espaces naturels sensibles**. En cas contraire, l'achat se fait soit à l'amiable soit par expropriation. Des modifications peuvent être apportées par le département au périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ou au programme d'action avec l'accord des seules communes intéressées par la modification et après avis de la chambre départementale d'agriculture. Toutefois, toute modification du périmètre ayant pour effet d'en retirer un ou plusieurs terrains ne peut intervenir que par décret.

Les **établissements publics fonciers** peuvent procéder aux acquisitions foncières nécessaires à la protection d'espaces agricoles et naturels périurbains, **le cas échéant en exerçant, à la demande et au nom du département, son droit de préemption sur les espaces naturels sensibles**. Aucune opération de l'établissement public ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue.

La Taxe Départementale Espaces Naturels Sensibles

L'origine de cette taxe remonte aux **années 1960** où les départements acquièrent un droit de préemption sur tous les terrains compris dans les zones fixées par arrêté. C'est l'institution des « périmètres sensibles », puis de la redevance départementale d'espaces verts. Une « taxe d'espaces verts » a été ensuite créée. La Loi du 18 juillet 1985 pérennise le système de cette taxe, qui est prélevée en vue « de préserver les milieux naturels ». Elle n'est **pas obligatoire mais est largement pratiquée par les départements**. Cette taxe porte sur toute construction, reconstruction ou agrandissement de bâtiments, ainsi que sur les installations et travaux divers autorisés en application du code de l'urbanisme (article L142-1) (Seyrig, 2007).

Soulevée par le Conseil Général à **hauteur d'un maximum de 2% de la valeur de l'ensemble de l'immobilier**, ou 1,70 euros par mètre carré pour les installations et travaux divers, elle est utilisée pour l'acquisition ou l'entretien des espaces naturels sensibles (Cizel, 2006). La taxe prélevée doit être utilisée pour les cas suivants :

- **l'acquisition** par voie amiable, par expropriation ou par exercice du droit de préemption de terrains, ainsi que pour l'aménagement et l'entretien de tout espace naturel, boisé ou non, appartenant au département, sous réserve de son ouverture au public
- **la participation à l'acquisition, à l'aménagement et à la gestion** des terrains du Conservatoire du Littoral,
- **l'acquisition, la gestion et l'entretien des sites Natura 2000** des territoires classés en réserve naturelle,
- **les études et inventaires du patrimoine naturel**.

Ce produit peut également servir de participation du département à l'acquisition de terrains :

- par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
- par une commune ou par un établissement public de coopération intercommunale ;
- par l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France.

Chiffres

En 2003, 71 départements prélèvent cette taxe qui représente un total compris entre 100 et 120 millions d'euros. **En 2005, 73 départements ont institué la TDENS** (Atelier technique des espaces naturels et Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 2005).

Un rapport de l'Inspection Générale de l'Environnement du 5 mars 2003 démontre que ces départements ont acquis en moyenne 2000 ha par an sur la période 1900-2000. Ils seraient aujourd'hui propriétaires de plus de 70 000 ha. Ces chiffres cachent des réalités contrastées puisque certains départements tels les Bouches-du-Rhône (12 000 ha), le Var (9000 ha) ou l'Hérault (8000 ha) ont mené une politique d'acquisition particulièrement ambitieuse. Concernant le produit de la taxe, d'après ce même rapport, cette taxe rapporte 73 millions d'euros en 1997, 100 en 2000 et 130 en 2002. Treize départements ont opté pour le taux maximum de 2 %, 38 ont choisi le taux médian de 1 %, 21 ont opté pour un taux inférieur à 1 %. En 2009, près de 90 départements ont instauré la taxe départementale, à un taux variable.¹⁴

L'inventaire français de la fiscalité écologique a décrit cette taxe comme l'outil le plus important et le plus efficace en faveur de la préservation du patrimoine naturel. Une proposition d'extension obligatoire à tous les départements a d'ailleurs eu lieu, qui serait assortie d'un taux minimum.

0 TDENS ET ZONES HUMIDES

La TDENS est un outil qui peut permettre aux collectivités de protéger et de valoriser les zones humides de leur territoire. Néanmoins, il s'agit d'un outil parmi d'autres, et les zones humides sont un des espaces naturels qui peuvent bénéficier du produit de cette taxe. Il existe peu d'études sur

¹⁴ Voir annexe 5: carte représentant les taux TDENS en janvier 2009

l'application du produit de la TDENS spécifiquement aux zones humides, et chaque département attribue le produit de la TDENS selon sa propre politique de protection des espaces naturels sensibles.

Néanmoins, les zones humides semblent être une part non négligeables des ENS des départements. En effet, une base de données¹⁵ disponible sur le site du réseau Espaces Naturels et biodiversité (Réseau Espaces Naturels et biodiversité, 2009) a été réalisée à partir d'une enquête auprès des départements. D'après les résultats sur la nature des sites, les zones humides couvrent **156 sites sur les 424 sites acquis ou conventionnés**, représentant ainsi 7300 ha sur 28200 ha environ (au total). Les zones humides représentent également **69 sites sur 120 zones de préemption** (soit 2700 ha sur 10000 ha au total).

Cette base de données et ces résultats doivent cependant être pris avec précaution puisque seulement 20 départements ont répondu à l'enquête et pas toujours de façon complète.

¹⁵ Voir annexe 6: exemple d'une fiche département

EXEMPLES SUR QUELQUES DÉPARTEMENTS

Les départements présentés ici sont les départements qui ont pu être contactés directement sur la question. D'autres exemples ont été fournis par les agences de l'eau (Loire Atlantique, Isère) mais n'ont pas forcément pu être contactés à temps. La réalisation de cette enquête est basée sur des entretiens téléphoniques (et non sur de l'étude bibliographique).

0 CAS D'UN DÉPARTEMENT MÉDITERRANÉEN (34) (Brémond, 2009)

Eléments de contexte

Le département de l'Hérault a une politique de gestion de l'eau historique qui vient à la fois du contexte local climatique et géographique et de l'histoire des populations du département. Le département a fait le choix politique de la gestion de l'eau alors qu'il s'agit d'une compétence non obligatoire. Le Conseil Général promeut une gestion intégrée de l'eau à l'échelle des bassins versants, toutes thématiques confondues. Le département de l'Hérault a un service Gestion Patrimoniale de l'eau, chargé de s'occuper entre autres des milieux aquatiques à l'échelle du Bassin Versant. Il existe dans l'Hérault de nombreuses structures de gestion locale de l'eau que sont les syndicats mixtes (pour les fleuves Aude, Orb, Hérault, Lez, Étang de Thau, Étangs Palavasiens...) qui s'occupent de gérer la ressource en eau et les usages de l'eau. Le Conseil Général 34 est généralement soit un membre statutaire, soit un partenaire important, et il est à l'origine de leur formation pour la majorité d'entre eux. Cela fait plus de 10 ans que le CG 34 intervient dans les SAGE, Contrats de rivières, zones Natura 2000 en privilégiant l'approche intégrée à travers le bassin versant.

Conseil Général et zones humides

En ce qui concerne plus précisément les zones humides, le Conseil Général a beaucoup participé à la réalisation de l'inventaire des zones humides, paru en 2006 pour le SDAGE RM&C. L'objectif est d'avoir des connaissances homogènes sur ce type de milieu sur l'ensemble du territoire, et d'utiliser et valoriser l'information pour la mise en œuvre de l'aménagement du territoire et l'urbanisme. Enfin, la réalisation de l'inventaire permet de partager les connaissances sur ces milieux.

Typologie des zones humides dans l'Hérault:

- Les lagunes côtières
- Les bordures de cours d'eau
- les zones humides artificielles (barrages)
- les zones humides de bas-fond
- Les tourbières

Cet inventaire est mis à disposition des communes et des instances locales afin d'être pris en compte dans les documents d'urbanismes. Le conseil Général 34 est généralement consulté pour avis sur la révision des PLU et SCOT et peut ainsi signaler les zones humides recensées dans l'inventaire. L'inventaire départemental des zones humides sert également de point de départ pour des inventaires plus précis et plus fins dans certains territoires comme sur le bassin versant du Lez.

Partenariats

Le Conseil Général 34 a également des missions plus transversales en partenariat avec les

agences de l'eau. Il participe à des groupes de travail sur les zones humides afin de connaître les actions pouvant être mises en place. Le CG 34 est en partenariat avec le Conseil Régional et le Conservatoire du Littoral sur le soutien d'actions de gestion de terrains acquis par le conservatoire du littoral. Le Conseil Général, comme les autres partenaires, participent financièrement à hauteur de 50 000 € par an. Il existe également une convention avec les services du Conservatoire des Espaces Naturels pour la gestion des espaces naturels du Conseil Général.

Gestion et sensibilisation aux zones humides

Concernant les zones humides, le département souhaite conserver une vision globale de l'évolution de ces milieux et ne s'investit pas en tant que gestionnaire direct de ces milieux. En revanche, le Conseil Général 34 mène des actions de sensibilisation en participant notamment à la journée mondiale Zones Humides chaque année depuis 3 ans. La maison départementale de l'environnement mène des actions de sensibilisation sur les zones humides.

0 CAS D'UN DÉPARTEMENT ATLANTIQUE: CHARENTE MARITIME(17)(Lacoste, 2010)

Eléments de contexte

Le département de la Charente-Maritime a mis en place la TDENS dès 1974 (sous la forme d'abord d'une Taxe Départementale des Espaces Verts). Historiquement, la mise en place de cette taxe s'est d'abord faite sur les zones côtières puis a été étendue à tout le département en 2003. Le taux actuel de la taxe est de 1 %.

A l'origine, la taxe a été instaurée pour limiter le mitage de l'espace littoral et le développement du camping/caravaning sur les parcelles individuelles littorales. Le deuxième objectif principal de la politique Espaces Naturels Sensibles du département est la création de cheminements dans tout le département, avec notamment la mise en place du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI). La TDENS permet de créer des chemins piétons et cyclistes. Par ailleurs, la TDENS est utilisée pour des actions ponctuelles de protection dunaire par exemple.

Conseil Général et zones humides

Les zones humides ne sont pas la priorité du Conseil Général au départ, mais elles commencent à être présentes dans les négociations lors de la constitution de réserves naturelles. De plus, l'action du Conservatoire du Littoral pour la protection des zones humides est importante, **le Conseil Général intervient en complément**, notamment pour ce qui concerne la création de zones de préemption en zones humides. Il existe ainsi une "répartition des tâches": **le Conservatoire du Littoral gère les grandes zones humides**, car il possède les compétences et l'expérience nécessaire. Le Conseil Général intervient plus ponctuellement sur de petites zones. La **TDENS est assez peu utilisée pour les zones humides**, bien qu'il existe quelques sites pour lesquels le Conseil Général a acheté les terrains et mis en place des aménagements d'accueil touristique.

Typologie des zones humides

La Charente-Maritime possède 100 000 ha (soit environ 20 % du territoire) de zones humides, ce qui place le département en deuxième position en terme de surface. Typologie des principales zones humides en Charente-Maritime:

- Marais Littoraux salés ou saumâtres
- Marais
- Bordures de cours d'eau

Le Conseil Général a mis environ 35 000 ha en zones de préemption dont la moitié environ sont en zones humides. En termes d'acquisition d'Espaces Naturels Sensibles, le Conseil Général

possède environ 600 ha de terrains ce qui est relativement peu mais qui doit être considéré comme complémentaire aux acquisitions du Conservatoire du Littoral (environ 3000 ha dont 3/4 en zones humides). Le Conseil Général intervient rarement en zone périurbaine car les villes protègent déjà les espaces sensibles de ces zones. Le Conservatoire du Littoral intervient également pour la protection de zones sensibles périurbaines.

Gestion et sensibilisation aux zones humides

En termes de sensibilisation, le Conseil Général 17 intervient assez peu sur les Espaces Naturels Sensibles. Il existe en revanche 15 "pôles nature"¹⁶ dont 5 sont propriété du département. Parmi ces 5 pôles, 3 sont liés aux zones humides (pour une surface totale d'environ 135 ha). Ces pôles sont des lieux où l'équipe animatrice est chargée de sensibiliser le public. Cette action de sensibilisation se fait à l'échelle sur site uniquement, mais le Conseil Général n'intervient pas directement dans des actions de sensibilisation aux zones humides. En effet, le Forum des Marais Atlantiques (porteur du pôle relais Marais littoraux de l'Atlantique, de la Manche et de la Mer du Nord) est un acteur important dans le département, et le conseil général est membre du syndicat. Le Forum met notamment en place de nombreuses actions de sensibilisation du public, et intervient par exemple pour la Journée Mondiale de Zones Humides. A travers son soutien, le Conseil Général marque son intérêt pour les zones humides. En 2009, le Forum des Marais Atlantiques a créé un Réseau Partenarial de Données sur les Zones Humides¹⁷ avec notamment un accès aux données par une interface cartographique. Ce Réseau très récent nécessite un enrichissement notamment sur les données d'autres départements.

0 CAS DE LA GIRONDE (Barré, 2010)

Eléments de contexte

La Gironde est un département précurseur en terme de politique environnementale. Il est l'un des premiers à instaurer la Taxe Départementale Espaces Naturels Sensibles. Prélevée sur les permis de construire, la TDENS représente un budget annuel moyen de plus de 3 millions d'euros.

La communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) mène des actions en faveur de la protection des zones humides (acquisition, actions de préservation) et des actions de sensibilisation. La politique du Conseil Général est donc recentrée sur les zones rurales et ne concerne pas les espaces périurbains. Dans le département, les principales menaces pour les zones humides sont l'urbanisation et les infrastructures.

Conseil Général et zones humides

Le Conseil Général a défini des zones de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur le territoire mais cela ne concerne pas le département dans sa totalité. Les zones humides représentent 90 % des Espaces Naturels Sensibles du département, bien qu'elles ne représentent pas une part très importante du territoire. La thématique zones humides est transversale dans les services du Conseil Général. Une personne y est dédiée, mais ce sujet est traité dans d'autres services et à l'occasion de groupes de travail notamment. Le Conseil Général ne prend pas en charge l'inventaire des zones humides du département mais soutient et encourage les organismes souhaitant réaliser des inventaires à l'échelle locale. En revanche, le département centralise les données sur les zones humides dans le département, en vue de la réalisation d'un schéma départemental des zones humides qui doit être finalisé prochainement. En effet, depuis 2008, le département a lancé une politique spécifique aux zones humides en plus de la politique ENS. Cette politique du département sera menée à partir du Schéma départemental des Zones

¹⁶ Pôle Nature en Gironde = site + structure d'accueil + équipe animatrice

¹⁷ <http://www.forum-marais-atl.com/SIG-RPDZH.html>

humides. Pour réaliser ce schéma, le Conseil Général a recruté une personne qui s'en occupe à temps plein. Cette étude a été lancée en 2009 et doit être achevée en février 2010. Les objectifs du schéma sont:

- Etablir un état des lieux des connaissances des zones humides du département (et une cartographie des zones humides)
- Comprendre les spécificités départementales en termes de zones humides
- Etablir un plan d'action permettant d'orienter la politique du département en matière d'acquisition, de gestion directe ou d'aide à la gestion du département.

Typologie des zones humides

Il est difficile d'établir une typologie générale des zones humides du département puisque la Gironde se caractérise justement par la grande diversité de ses zones humides. Dans le schéma départemental, une typologie combinant les typologies Agence de l'Eau, Corine Biotope et Conservatoire Botanique Adour Garonne a été retenue.

Partenariats

Il existe dans le département de nombreuses structures associatives porteuses de projets sur les zones humides. Le Conseil Général soutient leur action, ainsi que celle du Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) Aquitaine. Le Conseil Général apporte également son soutien technique (et parfois financier) aux communes et communautés de communes qui portent des projets de protection de zones humides. Le Conseil Général est partenaire de l'agence de l'eau Adour Garonne qui finance à 50 % la Cellule d'Animation Territoriale pour l'Entretien des Rivières et des Zones Humides (CATERZH). Cette cellule a d'une part pour mission de réaliser le schéma départemental, d'autre part de favoriser la mise en réseau des acteurs des zones humides et l'animation territoriale autour des zones humides (1 personne) et des rivières (1 personne). En 2009, le Conseil Général de la Gironde a décidé de soutenir à hauteur de 20 000 € le Syndicat Mixte des Marais Atlantiques pour le fonctionnement de ses missions, à savoir : l'accompagnement des politiques publiques en matière de gestion des zones humides ; favoriser la cohérence des territoires des zones humides et développer les liens sociaux entre les acteurs en marais ; sensibiliser les acteurs locaux à l'intérêt de protéger, valoriser, entretenir et restaurer les zones humides. Le Conseil Général est membre du syndicat mixte et a pu bénéficier de l'aide du forum pour la mise en place du schéma départemental. De plus le Forum participe à l'organisation de journées techniques sur les zones humides à destination des professionnels. Le Conseil Général soutient l'initiative de la mise en place du Réseau Partenarial sur les Zones Humides.

Gestion et sensibilisation aux zones humides

Le département a en charge la gestion des terrains acquis par le Conservatoire du Littoral (terrains de la zones littorale). 4376 ha d'Espaces Naturels Sensibles sont gérés par le département dont 2526 sont la propriété du département. Une équipe de 20 personnes est dédiée à la gestion des ENS. Les zones humides représentent 90 % des ENS du département. Dans le cadre de la politique à mettre en œuvre suite au schéma départemental, le Conseil Général envisage d'utiliser le dispositif des PPEANP.

En termes de sensibilisation, le Conseil Général de la Gironde organise des animations à destination du grand public notamment à l'occasion de la Journée Mondiale des Zones Humides. De plus sur les sites du département, des guides naturalistes portent le discours de sensibilisation aux zones humides.

0 BILAN

Ces quelques exemples permettent de se rendre compte des positions très diverses que peuvent prendre les Conseil Généraux en terme de politique de protection des zones humides. Il est toutefois nécessaire d'enquêter auprès d'autres départements, notamment de départements plus urbanisés, afin de mieux appréhender la diversité des situations. Néanmoins à partir de ces exemples, il se dégage quelques tendances:

- La préoccupation des départements pour le sujet "zones humides" va croissante, et si elle n'est pas forcément une priorité, les actions de sensibilisation et de soutien pour leur protection augmentent.
- L'utilisation de la TDENS pour mener une politique zones humides dépend de l'historique de la politique départementale des Conseil Généraux en matière d'aménagement et d'environnement. La présence de zones humides en grand nombre sur un territoire n'implique pas nécessairement une politique forte de protection.
- L'ensemble des actions d'acquisition, de gestion, de sensibilisation et de formation menées par les Conseils Généraux peuvent être financés dans le cadre de la TDENS, souvent en complément des financements des agences de l'eau.

Ainsi pour analyser l'action des Conseils Généraux en matière de protection des zones humides, il est intéressant de porter une attention particulière:

- A l'historique de la politique ENS du département, et de sa préoccupation pour les enjeux environnementaux
- Aux partenaires soutenus financièrement ou techniquement par le Conseil Général dans leurs actions en faveur des zones humides
- Au positionnement du Conseil Général en termes de gestion des zones humides
- Au rôle potentiel du Conseil Général en termes de centralisation des données sur les zones humides (inventaires, atlas,...)
- A l'investissement du Conseil Général dans la création de pôles, de cellules ou de maisons spécifiques aux zones humides, chargés notamment de l'animation et de la sensibilisation du grand public
- A l'articulation entre les différents niveaux de protection des zones humides et les outils utilisés
- Au lien entre Conseil Régional et Conseil Général en matière de protection des zones humides, ce d'autant plus dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales. Cette réforme pourrait être l'occasion d'instituer une véritable compétence "zones humides" à l'échelle locale.

CONCLUSION

Si la protection des zones humides n'est devenue un enjeu environnemental majeur que depuis quelques années en France, elle représente néanmoins un défi pour l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire. En effet, elle soulève des questions de cohérence des politiques publiques, de superposition des mesures et des acteurs et d'efficacité de ces mesures. Le rôle des Conseils Généraux en tant que responsables de la gestion locale des Espaces Naturels Sensibles est majeur. L'utilisation de la Taxe Départementale pour la protection des zones humides est certes un outil efficace, mais non spécifique aux zones humides, ce qui rend l'évaluation des actions en faveur des zones humides délicate. Si l'intervention des Conseils Généraux au titre des Espaces Naturels Sensibles peut être conséquente, il semble qu'elle soit très variable d'un département à l'autre en fonction du contexte historique et institutionnel local.

En 2009, Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie a mis en place le **groupe national sur les zones humides**, fondé sur le modèle de gouvernance à cinq du Grenelle de l'environnement. Son objectif est de réaliser un **bilan des dispositions de gestion** durable de ces écosystèmes et **de proposer des mesures** incitant à la préservation et à la restauration des zones humides. Ses travaux devraient aboutir à arrêter la **stratégie nationale en faveur des zones humides pour les 3 ans à venir**. Ces propositions de mesures seront à articuler avec les trames vertes et bleues prévues par le Grenelle de l'environnement et dans la réalisation desquelles les Conseils Généraux auront un rôle important. Se pose également la question du devenir de la politique Espaces Naturels Sensibles des départements dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales.

La très prochaine **Journée Mondiale des Zone Humides** (le 2 février) a pour thème "*Prendre soin des zones humides - les conséquences du changement climatique sur la biodiversité*" et sera l'occasion pour les acteurs locaux et notamment pour les Conseils Généraux d'informer et de sensibiliser le public à la valeur et à l'importance de ces écosystèmes si riches et à leurs enjeux de préservation et de gestion.

BIBLIOGRAPHIE

Agences de l'eau. 2001. *Les zones humides et la ressource en eau- Guide technique.* Guide technique. Etudes sur l'eau. Agence de l'Eau Seine Normandie.

Atelier Techniques des Espace Naturels, 2005. *Outils juridiques pour la protection des espaces naturels.* Fiche n° 12. Espaces Naturels Sensibles des départements.

Barré, Elsa. 2010. Conseil Général de la Gironde. Entretien téléphonique, janvier.

Bourdin, Joël. 2009. *Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques concernant les zones humides.* Rapport d'information session ordinaire du Sénat 2008-2009. Sénat: Sénat, 16 juin 2009.

Brémond, Julie. 2009. Conseil Général de l'Hérault . Entretien téléphonique, 12 Novembre

Cizel, Olivier. 2006. *Protection et gestion des zones humides - Révision du SDAGE RM&C.* Tour du Valat: Pôle Relais Lagunes Méditerranéennes.

Fustec, E., et JC Lefevre. 2000. *Fonctions et valeurs des zones humides.* Dunod. Paris.

Ganez Lopez, Gilbert. 2000. Droit de préemption - Droit de préemption urbain, Zones d'aménagement différé, Espaces naturels sensibles des départements
<http://www.juripole.fr>.

Ichaoui, Sacha, et Lucie Roux. 2008. *Zones humides: quels services rendus? Quelles menaces? Quels outils pour les protéger?* Collection Etudes et Synthèses D4E. MEDAD.

IFEN, 2006. *L'environnement en France,* Synthèses de l'Ifen, édition 2006.
<http://www.stats.environnement.developpement-durable.gouv.fr>

Lacoste, Marie-Christine, 2010. Conseil Général de Charente Maritime, Entretien téléphonique. Janvier

Mathieu, Sonia. 2006. *Evaluation des zones humides ordinaires-arguments pour les valoriser auprès du public.* Synthèse technique ENGREF. Montpellier.

Morand-Deville, Jacqueline. 2006. II-Le droit de la protection de la nature- La protection des espaces naturels. Dans *Le droit de l'environnement*, 2334:45-69. septième édition. Que sais-je? Presses Universitaires de France.

Pôles Relais, 2009. Pôles relais zones humides: lagunes méditerranéennes (<http://www.pole-lagunes.org>); Marais atlantiques (<http://www.forum-marais-atl.com>); Tourbières (<http://www.pole-tourbieres.org>)

Réseau Espaces Naturels et biodiversité. 2009. Réseau Espaces Naturels et biodiversité
<http://www.reseau-en.net>

Seyrig, Rodolphe. 2007. *Fiscalité et protection des zones humides.* Mémoire de fin d'études-Diplôme IEP. Lyon: Université Lyon 2- Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

Spyratos, Vassilis. 2008. *Caractérisation des besoins en eau des écosystèmes humides méditerranéens, analyse centrée sur les enjeux environnementaux.* Synthèse technique ENGREF.

Ximenès, Marie-Claud. 2004. Inventaire des zones humides - Tronc commun national. IFEN.

Ximenès, Marie-Claud, Carol Fouque, et Geneviève Barnaud. 2007. *Etat 2000 et évolution 1990-2000 des zones humides d'importance majeure.* Document technique. IFEN, ONCFS, MNHN, FNC.

ANNEXE 1

Critères d'identification des zones humides d'importance internationale

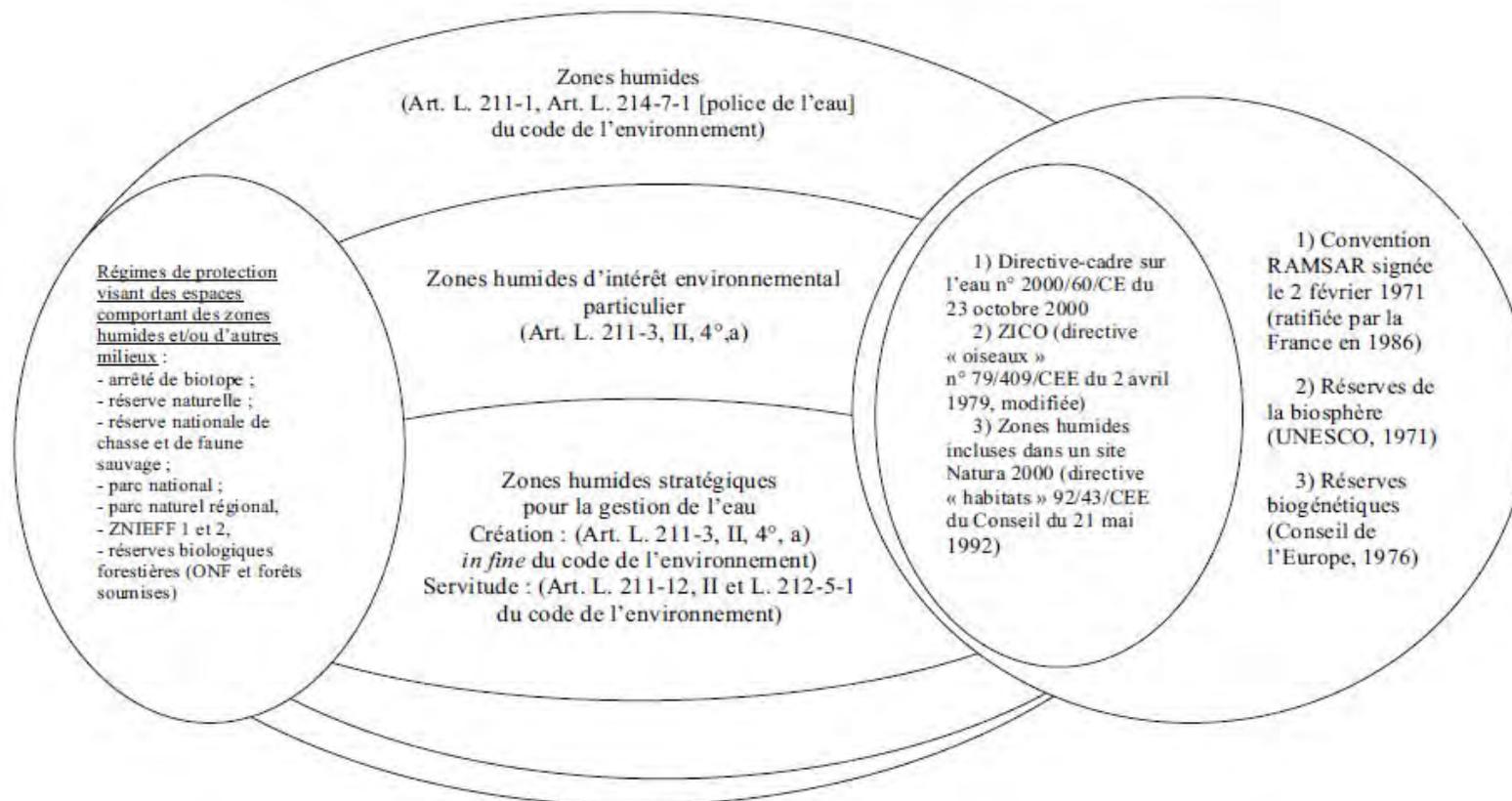
<p>Groupe A des critères</p> <p>Sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques</p>		<p>Critère 1 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle contient un exemple représentatif, rare ou unique de type de zone humide naturelle ou quasi naturelle de la région biogéographique concernée.</p>
<p>Groupe B des critères</p> <p>Sites d'importance internationale pour la conservation de la diversité biologique</p>	<p>Critères tenant compte des espèces ou des communautés écologiques</p>	<p>Critère 2 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces vulnérables, menacées d'extinction* ou gravement menacées d'extinction* ou des communautés écologiques menacées.</p>
		<p>Critère 3 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des populations d'espèces animales et/ou végétales importantes pour le maintien de la diversité biologique d'une région biogéographique particulière.</p>
		<p>Critère 4 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces végétales et/ou animales à un stade critique de leur cycle de vie ou si elle sert de refuge dans des conditions difficiles.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau</p>	<p>Critère 5 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 20 000 oiseaux d'eau ou plus.</p>
		<p>Critère 6 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 1% des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce d'oiseau d'eau.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte des poissons</p>	<p>Critère 7 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite une proportion importante de sous-espèces, espèces ou familles de poissons indigènes, d'individus à différents stades du cycle de vie, d'interactions interspécifiques et/ou de populations représentatives des avantages et/ou des valeurs des zones humides et contribue ainsi à la diversité biologique mondiale.</p>
		<p>Critère 8 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle sert de source d'alimentation importante pour les poissons, de frayère, de zone d'alevinage et/ou de voie de migration dont dépendent des stocks de poissons se trouvant dans la zone humide ou ailleurs.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte d'autres taxons</p>	<p>Critère 9 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite régulièrement 1 % des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce animale dépendant des zones humides mais n'appartenant pas à l'avifaune.</p>

ANNEXE 2

Milieux concernés	Protection ou/et gestion exigée	Catégories fiscales	Taux d'exonération	Durée de l'exonération
Zones humides	Engagement de gestion	2 - prés, prairies naturelles, herbages et pâturages	50 %	5 ans, renouvelable
Certaines zones humides protégées	Protection et engagement de gestion	6 - landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues (y compris les tourbières naturelles, c'est-à-dire non exploitées)	100 %	
Tous milieux naturels, dont zones humides, situés en zone Natura 2000	Protection et engagement de gestion	2 - (v. ci-dessus) 5 - les forêts alluviales et ripisylves ; 6 - (v. ci-dessus) 8 - les lacs, étangs, mares, marais salants et salines.	100 %	
Milieux naturels et agricoles y compris zones humides	Non	Idem que ci-dessus, (ainsi que : 1 - Terres ; 3 - Vergers ; 4 - Vignes ; 9 - Jardins)	20 % (cumulable avec l'exonération de 50 %)	
Milieux naturels situés dans les cœurs des parcs nationaux des DOM	Protection et engagement de gestion	1, 2, 3, 5, 6, 8	100 %	

Exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (Cizel, 2006)

Schéma relatif aux règles de droit interne, aux règles communautaires et au droit international applicables aux zones humides



Règles nationales et internationales s'appliquant aux zones humides

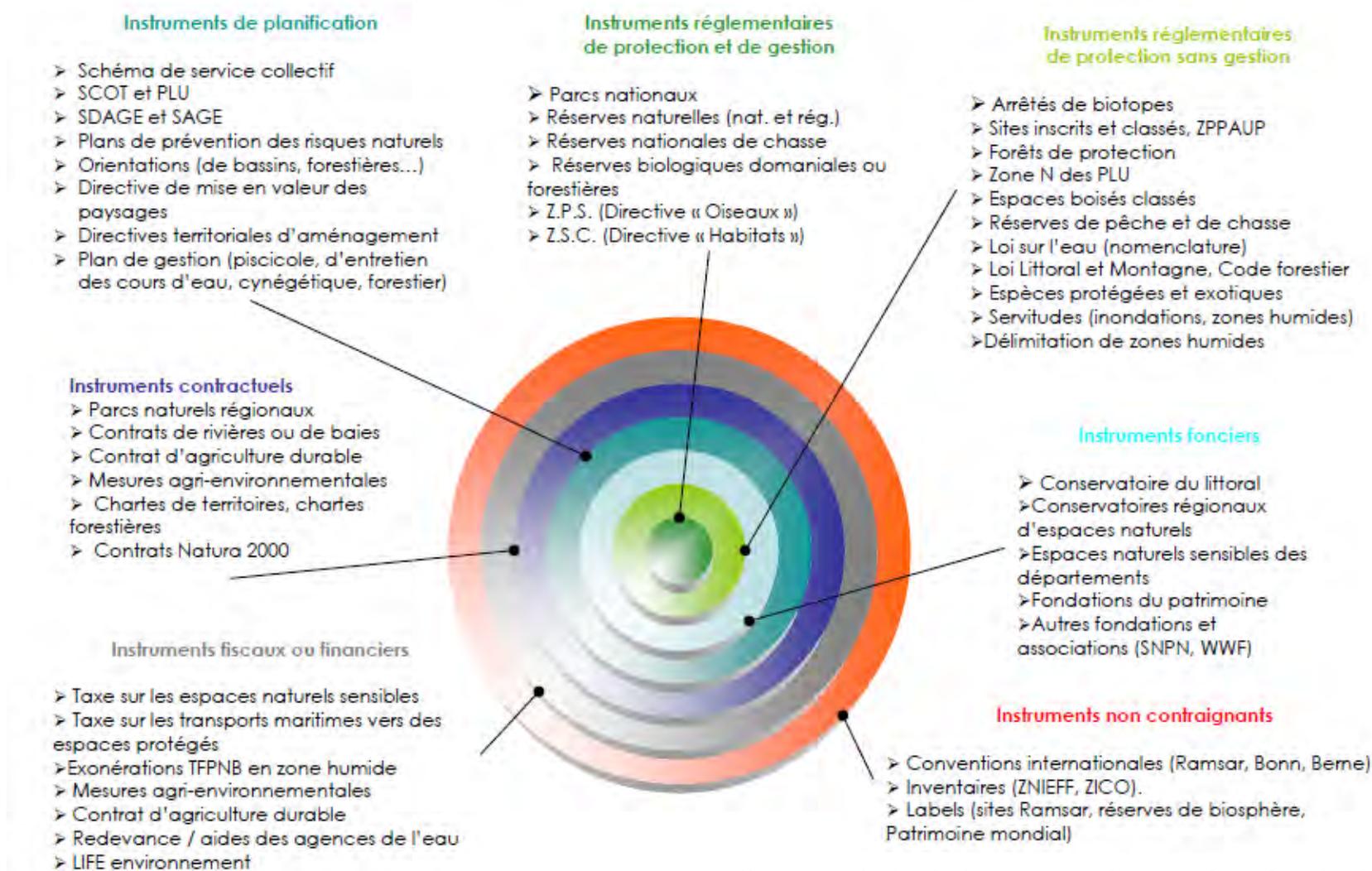
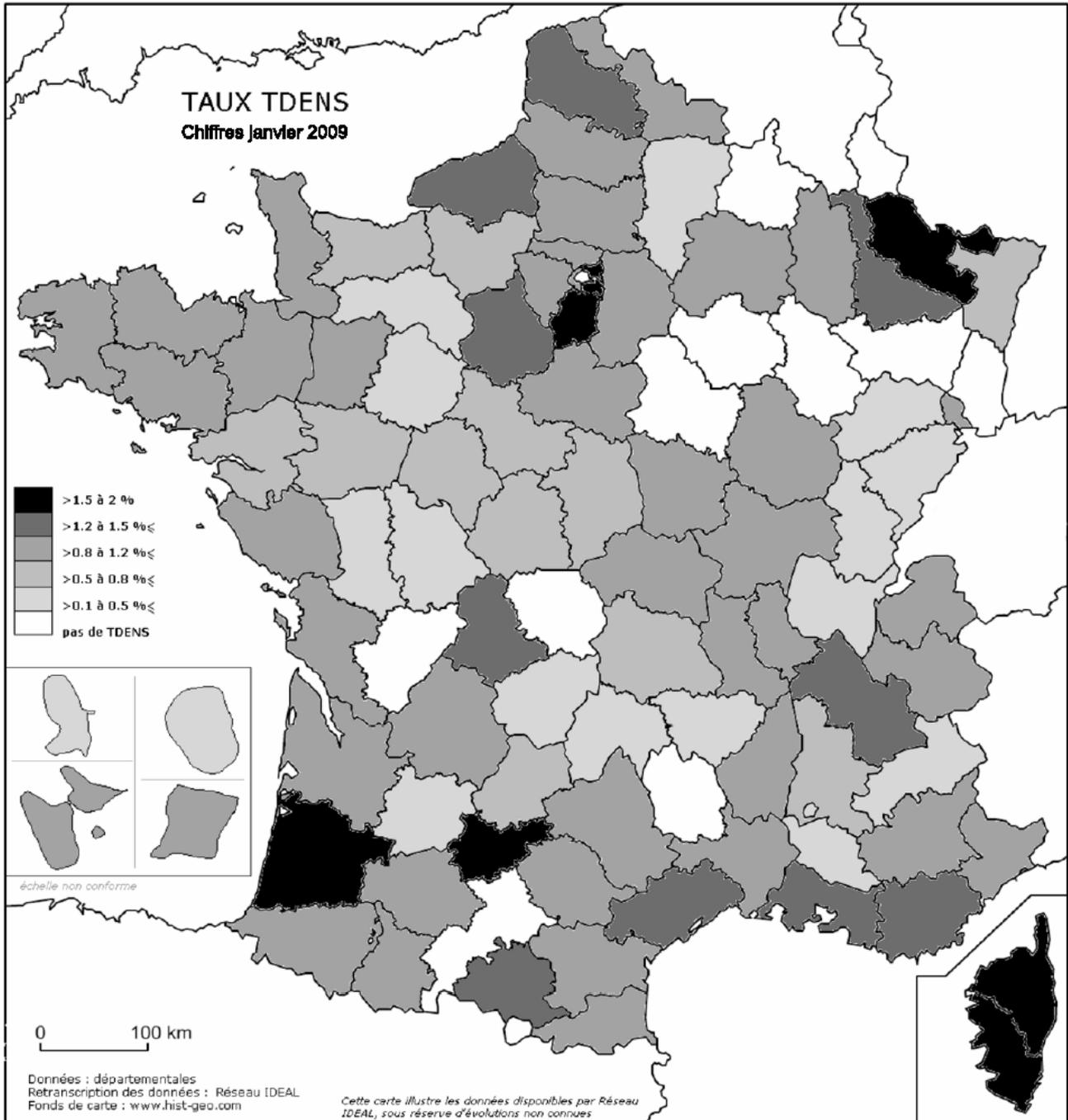


Illustration 1: Outils de protection des zones humides (Cizel, 2006)

ANNEXE 5



ANNEXE 6

Exemple fiche département Réseau Espaces Naturels

Identité Générale

Année du lancement de la politique ENS	1985	
Année Vote TDENS	1980	
Objectifs Prioritaires (réponse de 1 (très important) à 7 (peu important), ex aequo possible)		
Paysages exceptionnels	5	
Paysages fragilisés	4	
Milieux naturels	1	
Education au patrimoine nature	2	
Ouverture au public (accès)	3	
Champs expansion des crues	6	
Autre	7	
Nature dominante des sites (acquis, conventionnés et zones de préemption) dans la politique ENS		
	Nombre	Surface (Ha)
zones humides (marais, tourbières, étang, lacs, rivières...)	79	788
milieux ouverts de plaine (pelouses, prairies)	6	159
milieux ouverts d'altitude	3	512
forêt	1	918
sites géologiques et carrières	1	4

TDENS

Date de la dernière modification du taux de la TDENS	1990
Taux de la TDENS	1.5%
Montant des recettes de la TDENS 2006* (* compte administratif)	5523.0 k€
Appliquez vous une exonération de la taxe ?	Oui
Est-il appliqué une modularité de la taxe ?	Non
Montant des dépenses sur la TDENS 2006*	4324.0k€
Part en investissement	38.0%
dont acquisition	10.0%
dont aménagement	33.0%
Part en fonctionnement	62.0%
dont gestion des sites	25.0%
Montants des acquisitions de chemins inscrits au PDIPR	297.0k€
Montants des aménagements/gestion des chemins inscrits au PDIPR	215.0k€
Montant du report cumulé (fonds)*	12664.0k€

Les Sites

	Nombre	Surface
Schéma des ENS		Oui
dont Sites départementaux acquis	16	1597.0 Ha
dont Sites départementaux conventionnés	1	16.0 Ha
dont Sites départementaux ouverts au public (équipés)	9	1142.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) acquis	56	2004.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) conventionnés	19	218.7 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) ouverts au public	10	316.5 Ha
Zones de préemption actuelles sur lesquelles intervient :		
le Département	12	1621.0 Ha
déléguées aux communes	36	1097.0 Ha

Gestion

Nombre de sites départementaux ayant un plan de gestion	14
% par rapport au nombre de sites gérés	93.0%
Nombre de sites locaux ou privés ayant un plan de gestion	33
% par rapport au nombre de sites gérés	62.0 %
Nombre d'agent départementaux dédiés aux ENS	11
dont payés sur la TDENS	11
Nombre de sites acquis par le Département concernés par une gestion :	
En régie	7
Déléguée	9

Partenariats

Association hors CREN	technique / concertation	67.9 k€
Communes	concertation	
Conservatoire botanique	technique	50.0k€
Conservatoire des Espaces Naturels (régional ou départemental)	technique / concertation	145.0k€
EPCI	concertation	
Etablissement Public Foncier / SAFER	technique / concertation	5.0k€
Etat hors Reserves naturelles	concertation	
ONF	technique / concertation	
PNR	technique / concertation	12.0k€
Région	technique / concertation	
Reserves Naturelles / Etat	technique / concertation	120.4k€
Scientifiques / Universités	technique / concertation	80.0k€



ENGREF
Centre de Montpellier
648 rue Jean-François Breton – BP 7355
34086 MONTPELLIER CEDEX 4
Tél. : (33) 4 67 04 71 00
Fax : (33) 4 67 04 71 01
www.agroparistech.fr



⁴
Onema
Hall C – Le Nadar
5 square Félix Nadar
94300 Vincennes
01 45 14 36 00
www.onema.fr



www.lesagencesdeleau.fr



Office
International
de l'Eau
Office International de l'Eau
CNIDE
15 rue Edouard Chamberland
87065 LIMOGES
05 55 11 47 80
www.oieau.fr



Protección de los humedales por los "Conseils Généraux" en Francia

- Síntesis Técnica -

MARQUIS Hélène

Enero de 2010



The French National Agency for Water and Aquatic Environments (Onema) and Water Agencies need to have synthetic “states of the art” on various topics related to water.

Written by students in higher education as part of their training course, these synthesis are implemented and monitored by the International Office for Water (IOW).

E-mail : helene.marquis@agroparistech.engref.fr

Reproduction is authorised, provided the source is acknowledged (author, French National Agency for Water and Aquatic Environments, the Water agencies, and International Office for Water)

The views expressed in this publication are the sole responsibility of the author and do not necessarily reflect the views of the french National Agency for Water and Aquatic Environments, the Water agencies and International Office for Water.

PROTECCIÓN DE LOS HUMEDALES POR LOS "CONSEILS GÉNÉRAUX" EN FRANCIA

HELENE MARQUIS

RESUMEN Y PALABRAS CLAVES	4
INTRODUCCIÓN	5
PROTECCIÓN Y RESTAURACIÓN DE LOS HUMEDALES: PROBLEMAS Y DEFINICIONES ...	5
0 DEFINICIONES	5
0 ACCIÓN NACIONAL E INTERNACIONAL.....	7
0 FUNCIONES DE LOS HUMEDALES Y CUESTIONES LOCALES	9
EL IMPUESTO PARA AREAS NATURALES Y SENSIBLES: UNA HERRAMIENTA DE PROTECCIÓN.....	12
0 HISTORIA Y LEGISLACIÓN	13
0 TDENS Y HUMEDALES.....	15
ALGUNOS EJEMPLOS DE ACCIONES DE LOS CONSEILS GENERAUX	16
0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL MEDITERRÁNEO (34) (Bremond, 2009)	16
0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL ATLÁNTICO: Charente Maritime (17) (Lacoste, 2010).....	17
0 CASO DE LA GIRONDE (Barre, 2010).....	18
0 RESULTADOS	19
CONCLUSIÓN.....	21
BIBLIOGRAFÍA	22
ANEJO 1	23
ANEJO 2.....	24
ANEJO 5.....	27
ANEJO 6.....	28

RESUMEN Y PALABRAS CLAVES

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus riches et productifs de la planète, notamment par leur grande biodiversité. Elles ont cependant longtemps été considérées comme nuisibles en Europe et notamment en France. En effet, entre autres, elles étaient facteurs de maladies telles que le paludisme, elles empêchaient le développement de l'agriculture. Aujourd'hui, elles sont au centre des préoccupations des aménageurs, des agriculteurs et des protecteurs de l'environnement, notamment dans les zones périurbaines où l'occupation du sol est très concurrentielle. Les zones humides assurent de nombreuses fonctions écologiques, paysagères et touristiques et la nécessité de les protéger fait aujourd'hui l'unanimité. Cette synthèse décrit les actions en faveur des zones humides en France et au niveau international, en présentant la législation relative aux zones humides ainsi que les enjeux liés à leur protection. Il s'agit aussi et surtout de s'intéresser aux collectivités territoriales et à leurs actions de protection des zones humides, notamment à travers leur politique Espaces Naturels Sensibles.

Mots clefs: Zones humides - Taxe Départementale - Espaces Naturels Sensibles - Acquisition foncière - politique départementale

Los humedales son uno de los ecosistemas más ricos y productivos del planeta por su gran diversidad biológica. Pero han sido considerados históricamente como negativos: eran incompatibles con la agricultura, de ellos procedían enfermedades como la malaria... Actualmente tienen un lugar importante para todos los habitantes, especialmente cerca de las ciudades: tienen muchas funciones ecológicas y hay que protegerlas. Esta síntesis va a describir las acciones en favor de los humedales, en Francia y a nivel internacional, presentando los intereses en juego con respecto a su protección. Asimismo, se tratará de la utilización de un instrumento financiero particular por los Conseils Généraux¹ en Francia: el impuesto para espacios naturales sensibles. Para terminar, tomaremos unos departamentos franceses para describir sus políticas de protección de los humedales, fijándonos en la utilización de este impuesto.

Palabras claves: Humedales – Impuesto provincial - Conseils Généraux – Protección – Restauración – Urbanización – instrumentos de protección de los humedales – Agencias de agua – Ramsar – Espacios Naturales Sensibles

¹ Se puede comparar con las Deputaciones provinciales

INTRODUCCIÓN

Francia tiene un conjunto de humedales que cubren aproximadamente 3 millones de hectáreas, es decir unos 5,5% de Francia (IFEN, 2006). Los humedales más grandes se encuentran en Aquitania, Baja Normandía, Alta Normandía y Rhône Alpes. Después de un largo período en que los humedales se consideraban negativamente, su protección y restauración para mantener sus múltiples funciones ecológicas se ha convertido no solo en un problema ambiental a nivel nacional e internacional, sino también a nivel local. Así pues, la acción de las comunidades regionales y locales para la protección de los humedales interesa a muchos actores.

Esta síntesis se ocupa de este tema, incluido el uso de la TDENS (Impuesto Departamental para Espacios Naturales Sensibles) para la aplicación de la protección, gestión y recuperación de los humedales. Para ello, inicialmente se recuerdan las definiciones y funciones de los humedales con el fin de comprender los problemas relacionados con su mantenimiento. Luego, las herramientas para proteger los humedales a disposición de los departamentos se analizan con especial énfasis en TDENS. Por último, la descripción de algunas acciones y políticas de los Conseils Généraux tomadas como ejemplos pueden dar una visión general del uso de esta herramienta en el territorio francés.

PROTECCIÓN Y RESTAURACIÓN DE LOS HUMEDALES: PROBLEMAS Y DEFINICIONES

0 DEFINICIONES

Definición legal de humedales (Spyratos, 2008)

Los humedales son ecosistemas que pueden ser muy complejos y variables en el tiempo y en el espacio. La definición jurídica de humedales y su delimitación son necesarias para protegerlos.

La primera definición jurídica global de los humedales en Francia fue introducida por la Ley de Aguas de Francia de 1992²: *"las tierras utilizadas o no, generalmente inundadas o anegadas de agua dulce, salada o salobre, ya sean permanentes o temporales. La vegetación, cuando existe, está dominada por las plantas hidrófitas, por lo menos una parte del año."* Esta definición está codificada en el Código de Medio Ambiente (artículo L211-1). Sigue siendo difícil poner en práctica esta definición y plantea problemas de interpretación. El concepto de humedales fue especificado por un decreto del 30 de enero de 2007 incluido en el Código de Medio Ambiente (Sección R211-108). Los criterios de definición y delimitación se especifican en el decreto del 24 de junio de 2008, modificado recientemente por la Orden del 1 de octubre de 2009 publicada en el BOE del 25 de noviembre de 2009. Estas órdenes sucesivas especifican el concepto de suelo húmedo, con una clasificación y un método para la determinación que deben ser precisos, basado en referencias científicas.

El número de decretos en relación con este tema muestra cómo la delimitación de los humedales es difícilmente realizable en la realidad. Los humedales están en la interfaz de los ambientes acuáticos y terrestres así pues resulta difícil trazar una línea en la continuidad. Además, la definición sigue basando en una o más metas, aunque no estén claramente definidos. Por tanto, todos los actores no están de acuerdo con esta definición, sobre todo los defensores de la protección y los de la gestión de los humedales. La aclaración de las últimas órdenes espera objetivar esta delimitación. En este trabajo, el concepto de humedales corresponde a esta definición.

La definición internacional de la Convención de Ramsar (1971) es la siguiente: *"extensiones de marismas, pantanos, turberas o aguas, ya sean naturales o artificiales, permanentes o temporales, estancadas o corrientes, dulces, salobres o de sal, incluidas las extensiones de agua marina cuya*

² Ley n° 92-3 del 3 de Enero de 1992, art. 2

profundidad en marea baja no exceda seis metros "(Cizel, 2006).

Se utilizan generalmente **tres criterios para delimitar** los humedales (Cizel 2006):

- Criterio hidrológico: presencia de agua permanente o temporal;
- Criterio pedológico: terrenos anegados de agua;
- Criterio botánico: presencia de una vegetación adaptada a condiciones de humedad del suelo.

Estos criterios generales prácticos de demarcación deben coincidir ahora con los criterios definidos por la versión actual del Código de Medio Ambiente.

Ley del Desarrollo de los Territorios Rurales del 23 de febrero de 2005

Esta ley (LDTR)³ refuerza el interés de la preservación y gestión sostenible de los humedales, e insiste en la coherencia necesaria de las políticas públicas de gobiernos estatales y locales. Esta ley permite aclarar los criterios para la definición de los humedales que figuran en el código de medio ambiente. Además permite delimitar los humedales formalmente con respecto a estos criterios siguiendo una orden gubernativa. Con esta ley se puede identificar áreas donde medidas específicas pueden ser tomadas (humedales de importancia ecológica particular y humedales de importancia estratégica para la gestión del agua; exención del impuesto sobre tierras sin construcción para terrenos sometidos a un compromiso de gestión). La ley DTR da prioridad a dos "niveles" de humedales:

Las Zonas Húmedas de Especial Interés Natural (ZHIEP) son aquéllas cuyo mantenimiento o cuyo restablecimiento son de interés para la gestión integrada de cuencas hidrográficas. También pueden ser los que tienen un valor especial para el turismo, la ecología, el paisaje o la caza. En estos ZHIEP, la autoridad administrativa, en consulta con los interesados locales, debe preparar programas de acción para recuperarlas o protegerlas sosteniblemente así como para gestionarlas y desarrollarlas. Estos programas especifican prácticas en favor de los humedales. Algunas de estas prácticas pueden ser obligatorias y recibir financiación.

Las Zonas Húmedas para la Gestión Estratégica del Agua (ZHSGE): son las que contribuyen significativamente a la protección de los recursos de agua potable o que contribuyen a la realización de los objetivos de los SAGE para lograr el "Buen Estado"⁴.

La vía pública puede ser impuesta a petición de las autoridades estatales o locales. Una orden de la Prefectura podrá prohibir cualquier acto que pueda perjudicarlos humedales (incluyendo el drenaje, el relleno o la reversión de los pastizales). Las comunidades podrán imponer restricciones ambientales para el agricultor en su establecimiento o renovación de contratos de arrendamiento en las tierras que han comprado.

Diferentes tipos de humedales (Ichaoui et Roux, 2008)

Los humedales se encuentran en todos los niveles de una cuenca. Pueden representar una gran área de una cuenca hidrográfica y los tipos son muy variables. La definición de una tipología de los humedales es aún más compleja. En Francia, los inventarios nacionales de humedales toman como referencia de tipo la tipología "Corine Biotope". Se basa principalmente en la vegetación y consta de 7 categorías principales de entornos de humedales (Ximenès, 2004). La tipología del SDAGE para los humedales fue desarrollada en 1996 para aplicar la Ley de Aguas de 1992. Tras el análisis de la tipología de los SDAGE-SAGE, diez tipos de humedales se incluyeron en la orientación técnica de las Agencias del Agua (Agences de l'Eau, 2001).

En general, se destacan dos humedales más importantes. Entre **los humedales continentales**, se destacan: humedales de altitud (lagos, ciénagas y pantanos), humedales de cabecera de

3

⁴ SAGE

cuenca, canal de flujo bajo de los ríos, bosques aluviales de los ríos apéndices y bosque ribereño, pantanos del río y prados húmedos, humedales de tierras bajas (pantanos desconectados, turberas y brezales húmedos), estanques, pantanos y humedales a lo largo de los lagos y, finalmente, humedales artificiales. Entre los **humedales del litoral** se destacan: marismas y salinas, lagunas y marismas y pantanos salobres ordenados (Ichaoui et Roux 2008).

El siguiente esquema muestra una ubicación en una cuenca de los diferentes tipos de humedales más importantes.



Ubicación en una cuenca de los principales tipos de humedales

0 ACCIÓN NACIONAL E INTERNACIONAL

Europea e internacional

La Convención de Ramsar sobre los Humedales de Importancia Internacional fue firmada el 2 de febrero de 1971, y ratificada por Francia el 1 de octubre de 1986. Es específica a un tipo de entorno y su objeto principal es la conservación de los humedales y de las especies. Los humedales de Ramsar cumplen criterios establecidos, y la Convención de Ramsar defiende una utilización racional de estos espacios y de sus recursos.

La creación de reservas de biosfera en el marco del programa "Man and Biosphere" (MAB) de la UNESCO permite la adquisición de conocimientos básicos aplicados a la gestión y la conservación del medio ambiente, con el fin de apoyar el desarrollo sostenible en relación con las comunidades locales.

A nivel mundial, la UE firmó varios acuerdos importantes como la Convención de Ramsar en 1971, la Convención de Bonn sobre Especies Migratorias, la Convención para la Protección de las zonas

montañosas en 1991. Tres directivas europeas han sido aplicadas y afectan directamente a los humedales: la Directiva de Aves, Directiva de Hábitats-Fauna-Flora y la Directiva Marco del Agua. La Directiva "inundaciones", publicada en 2007, impone el establecimiento de planes de gestión del riesgo de inundación en los que el restablecimiento de llanuras aluviales y humedales puede ser una manera para limitar el riesgo.

Acciones nacionales

El Plan de Acción Nacional para los Humedales (PNAZH), aprobado por el Gobierno francés el 22 de marzo de 1995, marca la voluntad de actuar para detener la degradación de los humedales, garantizar una conservación sostenible, restaurar los humedales importantes y recuperar las zonas de interés nacional. Este plan es la consecuencia de una evaluación sobre la evolución de los humedales en Francia que se llevó a cabo bajo la autoridad del prefecto Bernard en 1994. Este plan se aplica en cuatro áreas:

- **inventario de los humedales** con la creación de un **Observatorio Nacional de los humedales** (ONZH) en 1997, creación de herramientas para el monitoreo y evaluación. Estas herramientas son utilizadas en un programa nacional de investigación sobre los humedales (PNRZH) que fue puesto en marcha en 1996 y renovado en 2002;
- **coherencia de las políticas** públicas;
- **restauración de calidad y cantidad de los** humedales;
- **información y sensibilización** de los gobiernos, los funcionarios electos y administradores.

El **Fondo Nacional de Solidaridad sobre el Agua** (1999) y el **Fondo de Gestión de los Ambientes Naturales** (2000) fueron creados por el Estado y contribuyen al mantenimiento y restauración de los humedales. Un axis "humedales" se incorpora en cada uno de los seis SDAGE. Por último, es necesario apoyar las iniciativas locales para la gestión sostenible de los humedales, manteniendo las medidas nacionales. Por ello fueron creados los "**Pôles relais Zones Humides**" en 2001 en consonancia con el plan nacional de humedales. Los cuatro trabajan en todas las áreas de los humedales: pantanos, lagunas, marismas de marea, estanques, lagos y valles de los ríos. Su creación responde a dos objetivos fundamentales: se trata, por una parte de crear una red para intercambiar entre los centros y con otras partes interesadas en la gestión de los humedales (agencias de agua, facilitadores de operadores de SAGE y Natura 2000, conservatorios, Conseils Généraux y Conseils Régionaux⁵, parques naturales regionales, etc.); Por otra parte, los "pôles relais" fueron creados para compartir conocimientos y mejores prácticas y difundirlos entre los actores para que actuaran con mayor eficacia en la conservación y restauración de estos ambientes. Los humedales se dividen en cuatro "pôles relais" en el territorio(, 2009):

- "**Pôle Relai**" **Pantanos del Mediterráneo** cuya estructura de soporte es la Tour du Valat Foundation, un centro de investigación para la conservación de los humedales mediterráneos, en colaboración con el Conservatoire des Espaces Naturels de Languedoc-Rosellón y la Oficina de Medio Ambiente de Córcega. Estas tres organizaciones trabajan en la investigación, gestión, apoyo técnico y sensibilización sobre los ambientes acuáticos y naturales mediterráneos.
- "**Pôle Relai**" **de turbas** cuya estructura de apoyo es la federación de los conservatorios, una asociación que incluye a los administradores de muchos humedales.
- "**Pôle Relai**" **de humedales continentales, pantanos, valles aluviales**, cuya estructura de apoyo es la federación de parques naturales regionales de Francia, una asociación que representa una red de 46 parques naturales regionales repartidos por toda la área metropolitana y de ultramar y que abarca el 13% del territorio.
- "**Pôle Relai**" **de pantanos litorales del Atlántico, la Mancha y el Mar del Norte** apoyado por el "Forum des Marais Atlantiques", un grupo de asociaciones conjuntas para promover

⁵ Conseil Régional es equivalente de la Junta en Castilla la Mancha por ejemplo

encuentros entre los actores y el intercambio de conocimientos en la gestión de los humedales costeros.

En 2004, algunas regiones tenían mucho retraso en su inventario que solo se ocupaba de los humedales de más de 1 ha. Humedales pequeños siguen disminuyendo considerablemente en Francia, principalmente a causa del drenaje agrícola.

La LDTR llega como un gran progreso. Primero, esta ley establece **la existencia política y jurídica de los humedales**. Una política de drenaje de estas áreas se transforma en una verdadera política de reconocimiento y preservación de los humedales. Es la primera vez que el interés por protegerlos está relacionado con sus funciones (Cizel 2006). Las funcionalidades de los humedales han sido reconocidas, por lo tanto, son protegidos no sólo como entornos o ambientes, ni por sus especies, sino por sus diversas funciones naturales.

El artículo 83 de la **Ley sobre el Agua y Ambientes Acuáticos del 30 de diciembre de 2006** especifica las orientaciones prioritarias de varios programas de intervención para las agencias de agua para los años 2007-2012. Una de estas orientaciones consiste en promover actividades de conservación, restauración, mantenimiento y mejora de la gestión de las especies acuáticas y humedales.

En 2008, el "**Grenelle de l'Environnement**" establece que el Estado puede adquirir (de 2009 a 2014) **20,000 hectáreas de humedales** a través de las agencias de agua y del Conservatoire du Littoral para la conservación del medio ambiente. En 2009, el proyecto de ley de Grenelle II dijo que sigue habiendo en Francia unos 1,5 millones de hectáreas de humedales que tienen una *"reserva de la biodiversidad, y un factor en la mejora de la calidad de zonas de agua de superficie, de amortiguación para reducir el riesgo de inundaciones durante las lluvias torrenciales y el almacenamiento de gran cantidad de carbono orgánico en el suelo "*, pero *"a menudo amenazados por la expansión urbana o el cambio de uso de la tierra "*.

De este modo, las acciones nacionales e internacionales en favor de los humedales son cada vez más conscientes de las funciones ecológicas que ofrecen. Están en el corazón de las cuestiones de desarrollo.

0 FUNCIONES DE LOS HUMEDALES Y CUESTIONES LOCALES

Funciones de los humedales (Ichaoui y Roux 2008; Agences de l'Eau 2001)

Los humedales son una reserva para almacenar el agua de escorrentía, las aguas subterráneas o ríos cercanos. De esta manera participan en la regulación del régimen hídrico. Asimismo aguas pluviales y de escorrentía pueden estar cargadas de nutrientes agrícolas y domésticos, metales pesados, hidrocarburos y plaguicidas. Gracias al poder de purificación de los humedales, estos compuestos pueden ser retenidos, transformados o eliminados por una serie de reacciones físicas, químicas y biológicas. Además, los humedales son áreas importantes para el almacenamiento de carbono, especialmente los pantanos y los humedales de bosque. Por último, los humedales se encuentran entre los ambientes naturales más ricos y por lo tanto constituyen una reserva de la biodiversidad a través de condiciones ecológicas específicas y heterogéneas, que permiten crecer a una fauna y flora características de crecer.

Proceso general	Funciones Características	Algunos ejemplos de los humedales
Regulación de los regímenes hidrológicos	Control de inundaciones	
	Recarga de las capas	Ciénagas y ambientes costeros, zonas costeras para la recarga de agua dulce
	Apoyo para el flujo bajo	Marismas, pantanos, prados húmedos
	Vuelta a llenar el sedimento de los ríos.	Los humedales a lo largo de los ríos
Mejora de la calidad de aguas	Deposición de sedimentos en suspensión y fertilización de las llanuras aluviales	
	Regulación de nitrógeno y fósforo	
	captura de micro contaminantes tóxicos	
Almacenamiento de carbono		Pantanos y bosques humedales
Reserva de biodiversidad		

Tabla 1: Funciones de los Humedales (Ichaoui et Roux, 2008; Agences de l'Eau, 2001)

Amenazas y destrucción de humedales

El "informe de Bernard" (1994, citado por Spyrtos, 2008) ha puesto de relieve la continua regresión de los humedales en Francia. Se estima que los humedales franceses han perdido dos terceras partes de su superficie durante el siglo vigésimo, que representa una pérdida de más de 2,5 millones de hectáreas de las cuales la mitad desapareció en 30 años. Dos grupos de procesos explican esta regresión: procesos de degradación y procesos de destrucción de los humedales.

Las diferentes causas que explican la pérdida de humedales han sido sintetizadas en muchos libros (Fustec et Lefeuvre, 2000). Consideran los procesos de degradación y los de destrucción de humedales. Estos últimos se han traducido en la destrucción de humedales, o eliminándolos o bien interrumpiendo sus operaciones drásticamente. Los procesos de degradación no causan la pérdida de los humedales, sin embargo pueden alterar más o menos su funcionamiento, y su superposición puede conducir a la destrucción de humedales.

<p>Procesos de destrucción</p>	<p>Intensificación agrícola (drenaje, recuperación de tierras, el cultivo) Desarrollo de la acuicultura en aguas marinas y salobres Gasoducto re calibración o curso de agua Infraestructuras lineales (carreteras, ferrocarriles), Urbanización Instalaciones turísticas y puertos Control de flujo de los ríos Hidroeléctrica Extracción de turba o de agregados</p>
<p>Procesos de degradación</p>	<p>Contaminación agrícola (pesticidas y fertilizantes) Contaminación industrial Intensificación de la cría de pescado , los umbrales y re calibración de los ríos Forestación (plantaciones de alancos) en los humedales de las praderas Plantaciones de resinosos en landas húmedas y turberas Ordenación de caza y pesca Toma de especies y de agua</p>

Cuadro 2: Procesos de degradación y destrucción de los humedales en Francia (según Fustec y Lefeuvre, 2000)

Sin embargo, según un informe sobre el desarrollo de los humedales entre 1990 y 2000, la situación parece haberse estabilizado en lo que respecta a los humedales importantes (Ximénez, Fouque, y Barnaud, 2007). En cuanto a los humedales ordinarios que son zonas desprotegidas del país, los resultados son bastante alarmantes (Mathieu, 2006).

Temas Actuales

La preservación de los humedales se encuentra en la intersección de los retos ambientales, agrícolas, suburbanos y turísticos.

Las cuestiones ambientales relacionadas con la protección de los humedales son numerosas. En particular, la preservación de la diversidad biológica se ve ahora como esencial. Por otra parte, los humedales, por sus muchas funciones, participan activamente en la protección de los recursos hídricos cualitativa y cuantitativamente.

La protección de los humedales, inevitablemente, integrará **las cuestiones agrícolas**, que están vinculadas. De hecho, la orientación preferencial otorgada a los humedales agrícolas (por ejemplo, tipo de cría en granjas) está directamente relacionada con su mantenimiento en el estado. De hecho, el mantenimiento del tipo de ganadería extensiva contribuye al mantenimiento de diversas áreas (pastizales) en favor de la diversidad biológica. Además, el mantenimiento de los animales limita las acciones de desarrollo y el drenaje de humedales para el cultivo de la tierra. El **Drenaje agrícola** es de hecho la causa de la desaparición de muchas de las zonas húmedas y es necesario controlarlo. Existen propuestas para "reconciliar" agricultura y humedales, como la creación **especiales indemnizaciones de humedales** que fomentan el mantenimiento de tierras húmedas. Por último, la **reforma de la PAC**, anunciada para 2013 pone el tema agrícola en el centro del debate futuro, y probablemente será una oportunidad para hacer frente a los humedales desde el punto de vista agrícola.

La protección de los humedales implica también importantes **retos urbanos y suburbanos**, especialmente a través de la gestión de la tierra, **la creciente urbanización** así como para **prevenir las inundaciones**. Los acuerdos de gestión relacionados con las áreas de inundación están cada vez más en la actualidad en las políticas de prevención de riesgos de inundación. El uso de la tierra puede ser regulado en función del riesgo de inundaciones (IRPF). Proyectos de **campos de expansión de inundaciones** en los valles de los ríos pueden desarrollarse río arriba.

de las ciudades.

La preservación de los humedales está también relacionada con **retos de turismo**, especialmente en determinadas zonas de Francia (Camarga, Mediterráneo y costa Atlántica, por ejemplo).

El compromiso con la preservación de los humedales realizado a nivel internacional mediante la firma de la Convención de Ramsar, en particular, plantea dos cuestiones fundamentales: la **sostenibilidad de los humedales en términos de superficie y en términos de calidad ambiental**.

Querer preservar los humedales y mantener la funcionalidad del sistema de agua implica, pues, tratar de minimizar las líneas, terraplenes y ajustes estructurales que no solo serían desfavorables para el mantenimiento de los intercambios verticales y laterales entre los ambientes dependientes (especialmente entre los ríos y llanuras aluviales) sino también entre los cuerpos de agua estancadas y sus anexos (Bourdin, 2009).

Esta postura de la planificación de la política debe ser aplicada en todos los ámbitos (urbano, desarrollo agrícola, turismo) y por lo tanto debe realizarse en conjunto con los actores locales y todas las políticas públicas medioambientales.

EL IMPUESTO PARA AREAS NATURALES Y SENSIBLES: UNA HERRAMIENTA DE PROTECCIÓN

La protección de humedales es un tema que afecta a todos los actores de los territorios, y, en particular, a los Conseils Généraux que tienen la competencia de la gestión de las zonas naturales sensibles. Existen muchos instrumentos para la protección de humedales, incluidos el Impuesto para las zonas naturales sensibles del Departamento. Los diagramas en el Anexo ⁶ presentan diversos instrumentos para la protección de los humedales (Cizel, 2006)

Existen varias categorías de medidas que pueden ayudar a conservar los humedales y mejorar la gestión:

- *Herramientas de planificación:* La planificación general y la gestión del agua (SAGE y SDAGE) integra la protección y mejora de los humedales, zonas de transición entre la tierra y el agua.
- *Instrumentos de protección:* Muchos instrumentos jurídicos para proteger el área natural están disponibles para asegurar la conservación de los humedales: reservas naturales, protección del hábitat de los humedales ⁷, reservas voluntarias de la naturaleza, zonas de protección especial, Natura 2000, reservas biológicas, reservas de caza, pesca ... Estos instrumentos son numerosos y, a veces se solapan, como es el caso de Camarga, que no siempre es la garantía de una mejor protección.
- *Adquisición de la tierra:* El "Conservatoire du Littoral et des rivages lacustre"s, el conservatorio de las áreas naturales regionales y el Fondo Nacional para la protección de hábitats de vida silvestre franceses se combinan para obtener una protección sostenible de las zonas de interés notable. Para hacerlo, utilizan el control de la tierra, del uso de la tierra o la gestión ambiental. Muchas autoridades locales, incluidos los Conseils Généraux o regiones, aportan igualmente asistencia.
- *Sellos internacionales:* Un humedal puede ser designado en virtud de la Convención de Ramsar, o dentro de la red Natura 2000.. Esto significa participar en la escena internacional, para conservar un humedal de particular interés y preservar su carácter ecológico.
- *Incentivos financieros:* Los Fondos Estructurales Europeos y el programa LIFE son herramientas esenciales para una mejor consideración de la preservación de estos espacios. Los contratos agroambientales y de agricultura sostenible (CAD), basados en voluntarios, ofrecen la posibilidad de adaptar la gestión de las tierras agrícolas a los problemas ambientales de dichos espacios. El fondo de gestión de los ambientes naturales,

las ayudas de las agencias de agua y el fondo nacional de solidaridad en el agua pueden contribuir a la gestión adaptativa de los humedales. La exención parcial del impuesto TFNB⁸ (de propiedad sobre terrenos sin urbanización) viene de la ley sobre el desarrollo de las zonas rurales. Este sistema permite que el **alcalde** establezca la **lista de las parcelas situadas en los humedales** donde se beneficien los terratenientes de la **exención del 50% de la parte municipal e intermunicipal del impuesto TFNB**. Esta exención es posible cuando hay un entorno de gestión y cuando se toma por cinco años renovables, lo que implica una técnica de cultivo y la preservación de la vida de las aves.

El Impuesto para zonas naturales sensibles del Departamento puede ser también movilizado por los Conseils Généraux. Muchos de estos fondos pueden ser combinados en un humedal único.

El Impuesto de las zonas naturales sensibles del Departamento es una herramienta (financiera) entre otras y contribuye a financiar las actividades del Conseil Général, en su política de zonas naturales sensibles.

0 HISTORIA Y LEGISLACIÓN

Zonas naturales y sensibles

Las zonas naturales departamentales fueron creadas por la ley del 18 de julio de 1985 (Morand-Deville, 2006). Para mantener la calidad de zonas, paisajes, hábitats naturales y zonas de expansión natural de inundaciones y garantizar su protección, el departamento es responsable del desarrollo y aplicación de una política de protección, gestión y apertura al público de las zonas naturales, forestales o no. Se trata de una competencia voluntaria de los conseils généraux. Si no hay una definición precisa del concepto de área natural sensible, el Código de Urbanismo se refiere a la calidad de los espacios, paisajes, hábitats naturales, campos, expansión natural de las inundaciones y conservación de los hábitats naturales. Otro artículo dice que pueden ser clasificados como zonas naturales sensibles "bosques, parques forestales y (...) cuya conservación es necesaria". Más reciente, el artículo L.143-1, resultante de la LDTR habla acerca de la protección y la mejora de la agricultura y zonas peri-urbanas naturales. Para aplicar su política de las zonas naturales, el departamento puede utilizar tres dispositivos: la creación de zonas de preferencia de compra, el establecimiento de un impuesto para las zonas naturales y la definición de un área protegida de tierras de cultivo y peri-urbanas.

Zonas de preferencia de compra¹²

El departamento podrá establecer zonas específicas de preferencia de compra sobre estos territorios. Este instrumento le permite al Departamento adquirir la tierra cuando salga a la venta, con preferencia a cualquier otro comprador, y debe ser informado previamente de la operación (Atelier Technique des Espaces Naturels, 2005). Las propiedades adquiridas deben estar abiertas al público y excepciones a esta regla deben ser justificadas por la fragilidad del medio ambiente. La existencia de un edificio no prejuzga el derecho de opción cuando la tierra es suficientemente grande para justificar su apertura al público. Cuando el edificio está conservado, se le asigna a utilizar para la asistencia pública y el conocimiento de los ambientes naturales.

En las comunidades con un punto de venta o PLU, estas áreas de anticipación se crean con el consentimiento de los representantes del Consejo de las organizaciones profesionales en la agricultura y en la silvicultura sobre sus límites. El departamento podrá **delegar** su derecho de preferencia de compra:

- Al **Conservatorio de las zonas costeras y orillas de los lagos**, donde tiene jurisdicción territorial;
- **A la institución pública** responsable de los parques nacionales, o de un parque regional para la totalidad o parte de la zona de anticipación que se encuentra en el territorio del parque o en reservas naturales, cuya gestión está a cargo su cargo;
- **Al Estado**;

- A una **autoridad local**;
- A una **institución pública de control de las tierras**;

Si el orden de clasificación de un parque regional no es renovado, las propiedades adquiridas por el ejercicio de este derecho de retracto se convierten en propiedades del Departamento.

En ausencia de un plan de desarrollo local, y si falta un acuerdo entre los municipios afectados, estas zonas pueden ser creadas por el Conseil Général con el acuerdo del funcionario estatal en el departamento.

Esta política debe ser coherente con las directivas de los regímenes de coherencia territorial, cartas de desarrollo intermunicipal y directivas de planificación y gestión de la tierra, cuando existan. El ejercicio de este derecho puede ser tratado de cierta manera a expropiación. Pero la transferencia de la propiedad se entiende sin perjuicio del propietario, ya que se ejerce este derecho sólo cuando el propietario decidió disponer de sus bienes. Se impide al comprador de devenir propietario (Ganez López, 2000).

El perímetro de protección de las zonas agrícolas y naturales (suburbano)

Para poner en práctica una política de protección de la agricultura periurbana y de los espacios naturales, el Departamento podrá designar áreas de intervención con el acuerdo de los municipios afectados y de las instituciones públicas.

Estos perímetros deben ser compatibles con el esquema de coherencia territorial, cuando exista. No pueden incluir las tierras en zonas urbanas o urbanizadas, delimitadas por un plan de desarrollo local. El departamento deberá desarrollar, de acuerdo con el o los municipios y establecimientos públicos de los organismos de cooperación intermunicipal, **un plan de acción. Debe especificar las disposiciones y direcciones de gestión destinadas a promover la agricultura**, y el manejo forestal, y también la **conservación y la mejora de los espacios y paisajes dentro del perímetro**.

Dentro de esta zona, los terrenos **pueden ser adquiridos por el departamento** después de la notificación a los municipios y a las instituciones públicas de la cooperación entre las comunidades involucradas. El Departamento puede usar su derecho de primera opción **cuando las tierras se encuentren en zonas naturales sensibles**. De lo contrario, la compra se realiza ya sea por acuerdo o por expropiación. Ciertos cambios pueden ser realizados por el Departamento en el perímetro de protección. Se puede cambiar también el programa de acciones con el acuerdo de las autoridades. Sin embargo, cualquier cambio en el perímetro que tiene por efecto la eliminación de uno o más lotes se podrá realizar sólo por decreto.

Las entidades públicas de compra de suelo pueden adquirir terrenos necesarios para la protección de espacios agrícolas y suburbanos naturales, y **si es necesario se solicita el nombre del departamento y de su derecho sobre zonas naturales sensibles**. Ninguna operación puede lograrse sin la opinión favorable del municipio en cuyo territorio este prevista la operación.

Impuesto para áreas naturales sensibles

Fue el año 1960 cuando el Departamento adquirió un derecho de primera opción en todas las tierras en las zonas establecidas por decreto. Era la institución de los "perímetros sensibles", y más tarde se convirtió en el canon de los espacios verdes en los departamentos. Un "impuesto verde" se creó. La Ley del 18 de julio de 1985 perpetúa el sistema de este impuesto que está recolada a fin de "preservar los ambientes naturales". **No es obligatorio pero es ampliamente practicado por los Conseils Généraux**. Esta taxa es recaudado en cada construcción, reconstrucción o ampliación de los edificios, así como las instalaciones y los diversos trabajos autorizados en virtud del Código de Urbanismo (artículo L142-1) (Seyrig, 2007).

Tomada por el Conseil Général, **hasta un máximo del 2% del valor de los bienes raíces**, o 1,70 euros por metro cuadrado para las instalaciones y obras diversas, esta taxa se utiliza para la adquisición o el mantenimiento de zonas naturales sensibles (Cizel, 2006). La taxa debe ser usada para los siguientes casos:

- **adquisición** por mutuo acuerdo, por expropiación o por derecho de preferencia de

comprade la tierra, y para el desarrollo y mantenimiento de todas las zonas naturales, forestales o que no pertenecen al departamento.

- **participación en la adquisición, desarrollo y gestión** de las tierras del Conservatorio de Litoral,
- **adquisición, gestión y mantenimiento de la red Natura 2000** y de los territorios clasificados como reserva natural
- **estudios e inventarios del patrimonio natural.**

Este producto también puede servir como la participación del Departamento en la adquisición de tierras por:

- Conservatorio de las zonas costeras y orillas de los lagos;
- municipio o un establecimiento público de cooperación intermunicipal;
- Agencia de espacios verdes en la región de Ile-de-France.

Cifras

En 2003, 71 Conseils Généraux cobraban el impuesto por un total de entre 100 y 120 millones de euros. **En 2005, 73 Conseils Généraux instituyeron la TDENS** (Atelier technique des espaces naturels et Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 2005) .

Un informe de la Inspección General de Medio Ambiente de marzo de 2003 muestra que los Conseils Généraux ganaron un promedio de 2.000 hectáreas por año durante el período 1900-2000. Hoy se supone que propietarios de 70 000 ha. Estas cifras ocultan contrastes: algunos departamentos como el de Bouches-du-Rhone (12 000 ha), Var (9000 ha) y Herault (8000 ha) han llevado a cabo una adquisición de un desafío particular. Sobre el producto fiscal, según el informe, este impuesto representa unos 73 millones de euros en 1997, 100 millones en 2000 y 130 millones en 2002. Trece departamentos eligieron por el valor máximo del 2%, 38 escogieron la tasa media del 1% , 21 han optado por una tasa inferior al 1%. En 2009, casi unos 90 departamentos introdujeron el impuesto departamental como una tasa variable.

El inventario francés de la fiscalidad ambiental ha descrito este impuesto como el instrumento más importante y más eficaz para la preservación del patrimonio natural. Existe una propuesta para hacerlo obligatorio en todos los Conseils Généraux, y esto se realizaría con una tasa mínima.

0 TDENS Y HUMEDALES

La TDENS es una herramienta que puede permitir a las comunidades proteger y mejorar los humedales en su territorio. Sin embargo, se trata de una herramienta entre otros, y los humedales son unas de las áreas naturales que pueden beneficiarse de los ingresos de este impuesto. Hay pocos estudios sobre la aplicación del producto de la TDENS específicamente a los humedales, y cada departamento asigna el producto de TDENS por su propia política para proteger las zonas naturales.

No obstante, los humedales parecen ser una parte importante de las Áreas Naturales Sensibles. En efecto, una base de datos disponible en el sitio de la Red de Áreas Naturales y la Red de Biodiversidad (Réseau Espaces Naturels et biodiversité, 2009) se llevó a cabo a partir de un estudio sobre conseils généraux. Según los resultados, los humedales cubren **156 sitios en los 424 sitios adquiridos o contratados, que** representan 7.300 ha en 28.200 ha (en total Los humedales son también **69 sitios en 120 áreas de anticipación** (o 2700 ha en 10.000 hectáreas en total).

Esta base de datos y estos resultados deben tomarse con precaución, ya que sólo 20 Conseils Généraux respondieron a la encuesta y no siempre por completo.

ALGUNOS EJEMPLOS DE ACCIONES DE LOS CONSEILS GENERAUX

Los departamentos presentados aquí son los que han sido contactados directamente en relación con la cuestión. Otros ejemplos han sido proporcionados por las agencias del agua (Loire Atlantique, Isère), aun no han sido contactados en respecto a este estudio. Esta investigación se basa en entrevistas telefónicas (y no en la revisión de la literatura).

0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL MEDITERRÁNEO (34) (Bremond, 2009)

Contexto

El Conseil Général de Hérault tiene una política histórica de gestión del agua que proviene tanto del contexto local y del clima como de la historia geográfica de su población. El departamento ha elegido ocuparse de la política de gestión del agua, aunque se trata de una habilidad que no es obligatoria. El Conseil Général promueve la gestión integrada del agua a escala de cuencas hidrográficas. Tiene un servicio de gestión patrimonial de agua, encargado del cuidado de varios ambientes acuáticos de la cuenca. En el Hérault existen muchas estructuras de gestión local del agua como los sindicatos mixtos (por el río Aude, Orb, Hérault, Lez, Etang de Thau, Estanques Palavasienne ...) que intervienen en la gestión de los recursos hídricos y los usos del agua. El Conseil Général 34 es suele ser un miembro permanente de estas estructuras, o bien un socio importante. En la mayoría de ellos, es responsable de su formación. Hace diez años que el CG 34 participa en los SAGE, Contratos de ríos, zonas Natura 2000, centrándose en el enfoque/ la gestión integrado/a de toda la cuenca.

El Conseil Général y los humedales

En cuanto a los humedales en particular, el Conseil Général estuvo muy involucrado en la creación del inventario de humedales, publicado en 2006 por el SDAGE RM&C. El objetivo es poseer un conocimiento constante en este tipo de ambientes en todo el territorio, utilizando y desarrollando esta información para la aplicación de la planificación regional y diseño urbano. Por último, la realización del inventario permite compartir el conocimiento en estos entornos.

Tipos de humedales en Hérault

- Lagunas costeras
- Orillas de los ríos
- Humedales artificiales (embalses)
- Humedales de tierras bajas
- Turberas

Este inventario está a disposición de los municipios y entidades locales para que sea tomado en cuenta en la planificación de los documentos. El Conseil Général 34 suele ser consultado sobre la revisión de la SCOT y PLU y puede informar de los humedales identificados en el inventario. El inventario de los humedales del territorio es también el punto de comienzo de los inventarios más precisos y finos en algunas áreas, como por ejemplo la cuenca del Lez.

Asociaciones

El Conseil Général 34 también tiene misiones en colaboración con los organismos de agua. Participa en grupos de trabajo sobre los humedales con el fin de conocer qué tipo de acciones pueden ser aplicadas. El CG 34 es un asociado del Conseil Régional y del Conservatoire du Littoral en apoyo de las acciones de gestión de las tierras adquiridas por el Conservatoire du Littoral. El Conseil Général, como otros asociados, contribuirá financieramente a la suma de 50 000 € al año. Existe también un acuerdo con la Oficina del Conservatorio de Espacios Naturales para la gestión de áreas naturales del Conseil Général.

Gestión y sensibilización en favor de humedales

En cuanto a los humedales, el Conseil Général desea mantener una visión global de la evolución de estos ambientes y no ser gerente de inversión directa de éstos ambientes. En contraste, el Conseil Général 34 lleva a cabo la sensibilización, incluida la participación en el Día Mundial de los Humedales de todos los años desde hace 3 años. La "casa de medio ambiente" del CG promueve acciones de sensibilización sobre los humedales.

0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL ATLÁNTICO: Charente Maritime (17) (Lacoste, 2010)

Elementos de contexto

El Conseil Général de Charente-Maritime estableció la TDENS desde 1974 (al principio era un impuesto de Espacios Verdes). Históricamente, la introducción de este impuesto, se hizo por primera en las zonas costeras y se extendió a todo el departamento en 2003. La tasa actual del impuesto es del 1%.

Originalmente, el impuesto se introdujo para limitar la expansión urbana en las zonas costeras y el desarrollo de camping / caravaning en parcelas individuales costeras. El segundo objetivo principal de la política de espacios naturales sensibles del Conseil Général es la creación de senderos en todo el condado, incluyendo la aplicación del Plan de Espacios, sitios y rutas de los departamentos (PDESI). La TDENS permite la creación de senderos peatonales y ciclistas. Además, la TDENS se utiliza para las acciones específicas de protección de la dunas por ejemplo.

El Conseil Général y los humedales

Los humedales no son la prioridad del Conseil Général en principio, pero comienzan a ser tomados en cuenta en las negociaciones sobre la formación de reservas naturales. Por otra parte, la acción del Conservatoire du Littoral para la protección de los humedales es importante, **el Conseil Général se complementará**, en particular en cuanto a la creación de zonas de anticipación en los humedales. De este modo existe una "división del trabajo": **el Conservatoire du Littoral gestiona grandes humedales**, ya que cuenta con las aptitudes y la experiencia necesarias. El Conseil Général actúa de manera más selectiva en zonas pequeñas. La **TDENS es poco utilizada para los humedales**, aunque hay algunos sitios en los que el Conseil Général ha comprado la tierra y ha establecido los servicios para el turismo.

Tipos de humedales

La Charente-Maritime tiene 100 000 hectáreas (alrededor del 20% del territorio) de humedales, lo que coloca al departamento en la segunda posición en términos de superficie. Tipología de los humedales importantes en la Charente-Maritime:

- Marismas saladas o salobres
- Pantanos
- Orillas de los ríos

El Conseil Général tiene aproximadamente 35 000 ha en las zonas de preferencia de compra y la mitad son humedales. En términos de adquisición de zonas naturales sensibles, el Conseil Général tiene alrededor de 600 hectáreas de tierra lo que es relativamente bajo, pero debe ser visto como adquisiciones complementarias a las del Conservatoire du Littoral (alrededor de 3.000 hectáreas de las cuales 3/4 en los humedales) . El Conseil Général rara vez interviene en las zonas suburbanas de las ciudades, porque las ciudades ya protegen las zonas sensibles de estos lugares. El Conservatoire du Littoral también interviene para proteger zonas peri urbanas que son sensibles.

Gestión y sensibilización de los humedales

En términos de sensibilización, el Conseil Général 17 interviene poco en zonas naturales sensibles. Sin embargo, hay 15 "polos de la naturaleza" ¹⁶ de cuales 5 son propiedad del departamento. Entre estos 5 polos, 3 están asociados a los humedales (para una superficie total

de aproximadamente 135 hectáreas). Estos centros son lugares donde el equipo de animación es responsable de la educación del público. Esta promoción se realiza a escala, en sitio, pero el Conseil Général no participa directamente en acciones de sensibilización a propósito de los humedales. De hecho, el Forum des Marais Atlantiques (que lleva el " pôle relais Marais littoraux de l'Atlantique, de la Manche et de la Mer du Nord") es un actor importante en el departamento y el consejo es un miembro de la Unión. El Foro elaborará numerosas acciones para concienciar al público, y interviene en "el Día Mundial de los Humedales". Gracias a su apoyo, el Conseil Général indica su interés a favor de los humedales. En 2009, el Forum des Marais Atlantiques creó una red Partenarial de datos sobre los Humedales ¹⁷ con acceso a dichos datos a través de una interfaz cartográfica. Esta reciente red solicita un enriquecimiento en particular la aportación de datos de otros departamentos.

0 CASO DE LA GIRONDE (Barre, 2010)

Elementos de contexto

La Gironde es un departamento precursor en términos de política ambiental. Fue uno de los primeros en introducir la TDENS. Tomada sobre permisos de construcción, el TDENS representa un presupuesto anual medio de más de 3 millones de euros.

La Comunidad Urbana de Burdeos (CUB) adopta medidas para la protección de los humedales (de adquisición, acciones de conservación) y la promoción. La política del Conseil Général se centra en las zonas rurales y no incluye espacios periurbanos. La urbanización y las infraestructuras son las principales amenazas a los humedales en su territorio.

El Conseil Général y los humedales

El Conseil Général ha identificado áreas de retractor en las áreas naturales sensibles en el territorio, pero esto no afecta al departamento en su totalidad. Los humedales constituyen el 90% de las de las zonas naturales del departamento, a pesar de que no representan una parte muy importante del territorio. El tema de los humedales es transversal en los servicios del Conseil Général. Una persona se dedica exclusivamente a este tema, pero es abordado por otros servicios y en particular en grupos de trabajo. El Conseil Général no realiza el inventario de humedales del departamento, pero apoya y alienta a las organizaciones que deseen llevar a cabo inventarios a nivel local. Sin embargo, el departamento centraliza los datos sobre los humedales en el territorio, para la realización de un plan departamental de los humedales que se ultimaré próximamente. Desde 2008, el Departamento puso en marcha una política específica para los humedales. Esta política se llevará a cabo a partir del esquema departamental de los Humedales. Para realizar este plan, el Conseil Général ha contratado a una persona que se dedica a este plan (a tiempo completo). Este estudio se inició en 2009 y concluirá en febrero de 2010. Los objetivos del programa son:

- Establecer un inventario de los conocimientos de los humedales en el departamento (y cartografía de los humedales)
- Entender las especificaciones en términos de los humedales
- Establecer un plan de acción para orientar la política del departamento en relación con la adquisición, gestión o asistencia directa.

Tipos de humedales

Es difícil establecer una tipología general de los humedales desde el departamento de Gironde, el cual se caracteriza precisamente por la gran diversidad de sus humedales. En el plan departamental, se eligió una tipología que combina las tipologías de la Agencia del Agua, de Corine Biotopo, de Conservatorio Botánico y de Adour Garonne.

Asociaciones

En el departamento existen muchas organizaciones de voluntarios con proyectos sobre los humedales. El Conseil Général apoya sus esfuerzos, así como la del Conservatorio de Régional des Espaces Naturels (CREN) de Aquitania. El Conseil Général también da apoyo técnico (y a veces financiero) a los municipios y las comunidades con proyectos comunes e relación con la protección de humedales. El Conseil Général colabora con la Agencia del Agua Adour Garonne, que financia el 50% de la unidad de animación de "Mantenimiento de la Región de Ríos y Humedales (CATERZH)". Esta célula debe por una parte realizar el plan departamental, y por otra parte fomentar la creación de redes entre los interesados en los humedales y la revitalización de la comunidad en torno a ellos (Una persona para los humedales y otra para los ríos). En 2009, el Conseil Général de Gironde decidió apoyar hasta 20 000 € el Syndicat Mixte des Marais Atlantiques para el funcionamiento de sus tareas, es decir:

- apoyar las políticas públicas sobre la gestión de humedales;
- promover la coherencia en las zonas de humedales
- crear vínculos sociales entre los actores en los pantanos;
- educar a los actores locales para proteger, mejorar, mantener y restaurar los humedales.

El Conseil Général es miembro de la asociación conjunta y se ha beneficiado de ayuda del forum para el establecimiento del plan departamental. Además, el Forum participa en la organización de seminarios técnicos sobre los humedales para profesionales. El Conseil Général apoya la iniciativa de establecer la Red Partenarial sobre los Humedales.

Gestión y sensibilización sobre los humedales

El departamento tiene a cargo la gestión de las tierras adquiridas por el Conservatoire du Littoral (la tierra de las zonas costeras). 4376 hectáreas de zonas naturales sensibles son gestionadas por el departamento y 2526 son de su propiedad. Un equipo de 20 personas se dedica a la gestión de los "ENS". Los humedales constituyen el 90% de los espacios naturales sensibles del departamento. Como parte de la política que se realizará siguiendo el plan departamental, el Conseil Général tiene la intención de utilizar el dispositivo de PPEANP.

En términos de sensibilización, el Conseil Général de Gironde organiza eventos para el público en general, incluyendo el Día Mundial de los Humedales. También en las propiedades del departamento, guías naturalistas favorecen la toma de conciencia a favor de los humedales.

0 RESULTADOS

Estos pocos ejemplos ayudan a darse cuenta de la variedad de posiciones que puede adoptar el Conseil Général en cuanto a la política de protección de humedales. Sin embargo, es necesario estudiar otros departamentos, incluidos los departamentos más urbanizados para comprender mejor la diversidad de situaciones. Sin embargo, en estos ejemplos, se observan algunas tendencias:

- La implicación de los departamentos en el tema de los humedales está creciendo, y aunque no sea una prioridad, la promoción y el apoyo para su protección están en aumentación.
- El uso de TDENS para proteger un humedal depende de la historia de la política departamental de Planificación y de Medio Ambiente del Conseil Général. La presencia de humedales en grandes proporciones dentro de un territorio no implica necesariamente una fuerte política de protección.
- Todas las acciones de adquisición, gestión, educación y formación emprendidas por los Conseils Généraux podrán ser financiadas en el marco del TDENS, a menudo se completa con la financiación de las agencias de agua.

Así pues, para analizar la acción de los Conseils Généraux respecto a la protección de humedales, merece la pena prestar especial atención a:

- La historia de la política sobre los "ENS" del departamento y su preocupación por las cuestiones ambientales.
- Los Socios apoyados financiera y técnicamente por el Consejo General en sus acciones en favor de los humedales
- El posicionamiento del Consejo General en términos de gestión de los humedales
- El papel potencial del Consejo General en cuanto a la centralización de los datos sobre los humedales (inventarios, atlas ,...)
- La inversión del Consejo General en la creación de grupos, células o edificios específicos para los humedales, particularmente a cargo de la diversión y sensibilización del público
- La articulación entre los diferentes niveles de protección de los humedales y las herramientas utilizadas.
- Los vínculos entre Conseil Régional y Conseil Général en cuanto a la protección de los humedales, en particular en el marco de la reforma de las comunidades territoriales. Esta reforma podría ser una oportunidad para institucionalizar una competencia especial "humedales" en una escala local.

CONCLUSIÓN

Aunque la protección de los humedales se está convirtiendo en un problema ambiental importante sólo desde hace unos años en Francia , representa no obstante un desafío para todos los actores de la ordenación del territorio. De hecho, se plantea la cuestión de la coherencia de las políticas públicas, de la superposición de las medidas y de los actores y también de la eficacia de estas medidas. El papel de los Conseils Généraux como líderes de la gestión local de las zonas naturales sensibles es importante. De hecho la TDENS es una herramienta eficaz, aunque no específica para los humedales. La evaluación de las medidas en favor de los humedales resulta muy difícil. Si la intervención de los Consejos en relación con las zonas naturales puede ser importante, parece muy variable de un departamento a otro en función del contexto histórico y local institucional.

En 2009, Chantal Jouanno, Secretaria de Estado para la Ecología creó el **Grupo Nacional de Humedales**, basado en el modelo de gestión a cinco de la Grenelle del Medio Ambiente. Su objetivo es hacer **balance de las medidas para la gestión** sostenible de los ecosistemas **y ofrecer medidas** para la conservación y restauración de los humedales. Su trabajo debería llevar a poner fin a la **estrategia nacional de humedales para los 3 años próximos**. Estas medidas propuestas se articularán con las "trames vertes et bleues" proporcionadas por el Grenelle del medio ambiente. Los Conseils Généraux tienen un papel importante en la creación de estas zonas de continuidad ecológica. También podemos preguntarnos qué va a cambiar la reforma de las comunidades territoriales para la política de los Espacios Naturales Sensibles.

El tema del próximo **día Mundial de los humedales** (2 de febrero) es " *El cuidado de los humedales - las consecuencias del cambio climático sobre la biodiversidad* ". Los Conseils Généraux tendrán la oportunidad de informar y educar al público en este día el valor y la importancia de estos ecosistemas tan ricos.

BIBLIOGRAFÍA

Agences de l'eau. 2001. *Les zones humides et la ressource en eau- Guide technique.* Guide technique. Etudes sur l'eau. Agence de l'Eau Seine Normandie.

Atelier Techniques des Espace Naturels, 2005. *Outils juridiques pour la protection des espaces naturels.* Fiche n° 12. Espaces Naturels Sensibles des départements.

Barré, Elsa. 2010. Conseil Général de la Gironde. Entretien téléphonique, janvier.

Bourdin, Joël. 2009. *Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques concernant les zones humides.* Rapport d'information session ordinaire du Sénat 2008-2009. Sénat: Sénat, 16 juin 2009.

Brémond, Julie. 2009. Conseil Général de l'Hérault . Entretien téléphonique, 12 Novembre

Cizel, Olivier. 2006. *Protection et gestion des zones humides - Révision du SDAGE RM&C.* Tour du Valat: Pôle Relais Lagunes Méditerranéennes.

Fustec, E., et JC Lefevre. 2000. *Fonctions et valeurs des zones humides.* Dunod. Paris.

Ganez Lopez, Gilbert. 2000. Droit de préemption - Droit de préemption urbain, Zones d'aménagement différé, Espaces naturels sensibles des départements
<http://www.juripole.fr>.

Ichaoui, Sacha, et Lucie Roux. 2008. *Zones humides: quels services rendus? Quelles menaces? Quels outils pour les protéger?* Collection Etudes et Synthèses D4E. MEDAD.

IFEN, 2006. *L'environnement en France,* Synthèses de l'Ifen, édition 2006.
<http://www.stats.environnement.developpement-durable.gouv.fr>

Lacoste, Marie-Christine, 2010. Conseil Général de Charente Maritime, Entretien téléphonique. Janvier

Mathieu, Sonia. 2006. *Evaluation des zones humides ordinaires-arguments pour les valoriser auprès du public.* Synthèse technique ENGREF. Montpellier.

Morand-Deville, Jacqueline. 2006. II-Le droit de la protection de la nature- La protection des espaces naturels. Dans *Le droit de l'environnement*, 2334:45-69. septième édition. Que sais-je? Presses Universitaires de France.

Pôles Relais, 2009. Pôles relais zones humides: lagunes méditerranéennes (<http://www.pole-lagunes.org>); Marais atlantiques (<http://www.forum-marais-atl.com>); Tourbières (<http://www.pole-tourbieres.org>)

Réseau Espaces Naturels et biodiversité. 2009. Réseau Espaces Naturels et biodiversité.
<http://www.reseau-en.net>

Seyrig, Rodolphe. 2007. *Fiscalité et protection des zones humides.* Mémoire de fin d'études- Diplôme IEP. Lyon: Université Lyon 2- Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

Spyratos, Vassilis. 2008. *Caractérisation des besoins en eau des écosystèmes humides méditerranéens, analyse centrée sur les enjeux environnementaux.* Synthèse technique ENGREF.

Ximenès, Marie-Claud. 2004. Inventaire des zones humides - Tronc commun national. IFEN.

Ximenès, Marie-Claud, Carol Fouque, et Geneviève Barnaud. 2007. *Etat 2000 et évolution 1990-2000 des zones humides d'importance majeure.* Document technique. IFEN, ONCFS, MNHN,FNC.

ANEJO 1

Critères d'identification des zones humides d'importance internationale

<p>Groupe A des critères</p> <p>Sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques</p>		<p>Critère 1 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle contient un exemple représentatif, rare ou unique de type de zone humide naturelle ou quasi naturelle de la région biogéographique concernée.</p>
<p>Groupe B des critères</p> <p>Sites d'importance internationale pour la conservation de la diversité biologique</p>	<p>Critères tenant compte des espèces ou des communautés écologiques</p>	<p>Critère 2 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces vulnérables, menacées d'extinction* ou gravement menacées d'extinction* ou des communautés écologiques menacées.</p>
		<p>Critère 3 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des populations d'espèces animales et/ou végétales importantes pour le maintien de la diversité biologique d'une région biogéographique particulière.</p>
		<p>Critère 4 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces végétales et/ou animales à un stade critique de leur cycle de vie ou si elle sert de refuge dans des conditions difficiles.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau</p>	<p>Critère 5 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 20 000 oiseaux d'eau ou plus.</p>
		<p>Critère 6 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 1% des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce d'oiseau d'eau.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte des poissons</p>	<p>Critère 7 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite une proportion importante de sous-espèces, espèces ou familles de poissons indigènes, d'individus à différents stades du cycle de vie, d'interactions interspécifiques et/ou de populations représentatives des avantages et/ou des valeurs des zones humides et contribue ainsi à la diversité biologique mondiale.</p>
		<p>Critère 8 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle sert de source d'alimentation importante pour les poissons, de frayère, de zone d'alevinage et/ou de voie de migration dont dépendent des stocks de poissons se trouvant dans la zone humide ou ailleurs.</p>
	<p>Critères spécifiques tenant compte d'autres taxons</p>	<p>Critère 9 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite régulièrement 1 % des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce animale dépendant des zones humides mais n'appartenant pas à l'avifaune.</p>

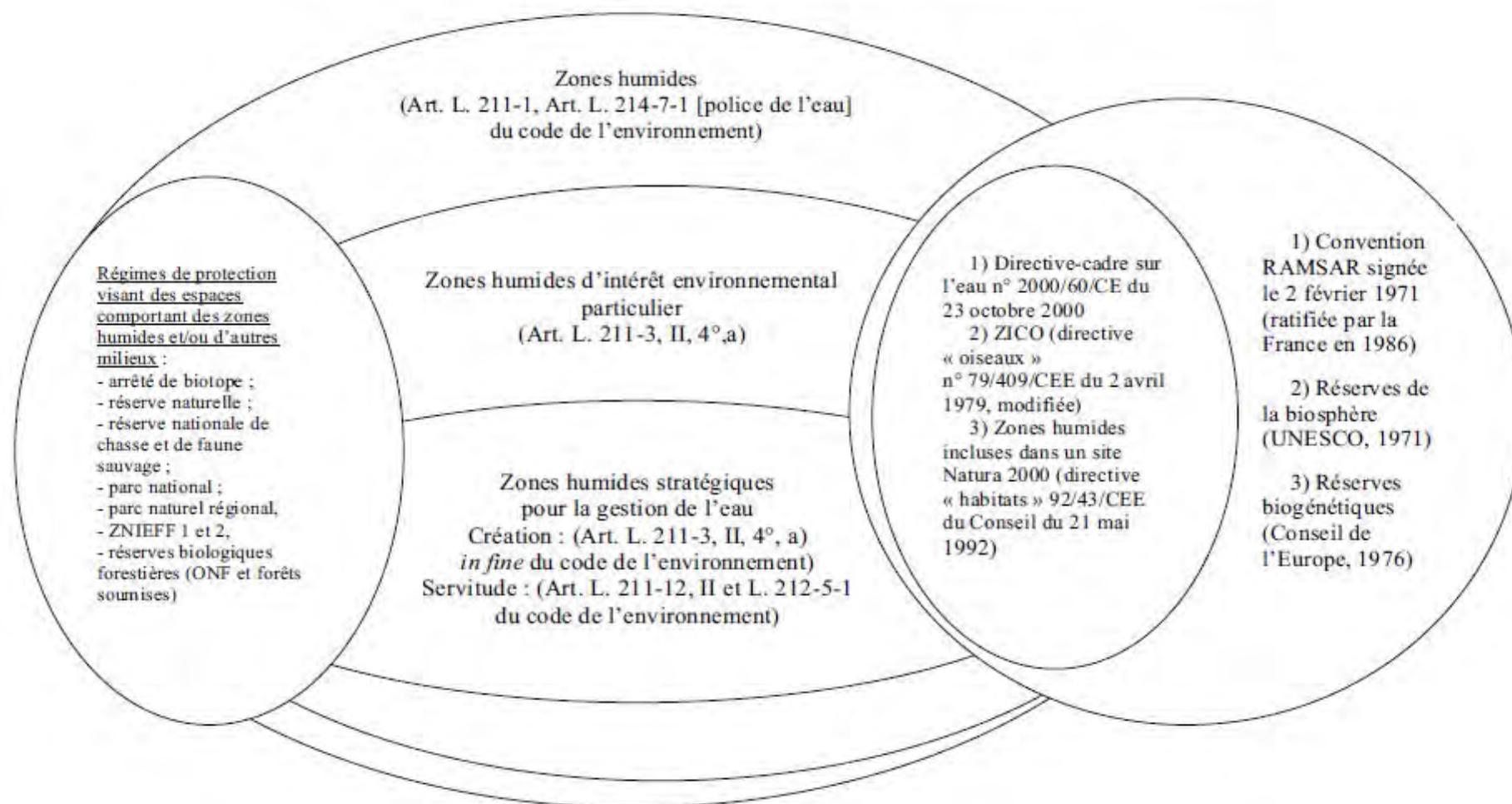
ANEJO 2

Milieux concernés	Protection ou/et gestion exigée	Catégories fiscales	Taux d'exonération	Durée de l'exonération
Zones humides	Engagement de gestion	2 - prés, prairies naturelles, herbages et pâturages	50 %	5 ans, renouvelable
Certaines zones humides protégées	Protection et engagement de gestion	6 - landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues (y compris les tourbières naturelles, c'est-à-dire non exploitées)	100 %	
Tous milieux naturels, dont zones humides, situés en zone Natura 2000	Protection et engagement de gestion	2 - (v. ci-dessus) 5 - les forêts alluviales et ripisylves ; 6 - (v. ci-dessus) 8 - les lacs, étangs, mares, marais salants et salines.	100 %	
Milieux naturels et agricoles y compris zones humides	Non	Idem que ci-dessus, (ainsi que : 1 - Terres ; 3 - Vergers ; 4 - Vignes ; 9 - Jardins)	20 % (cumulable avec l'exonération de 50 %)	
Milieux naturels situés dans les cœurs des parcs nationaux des DOM	Protection et engagement de gestion	1, 2, 3, 5, 6, 8	100 %	

Exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (Cizel, 2006)

ANEJO 3

Schéma relatif aux règles de droit interne, aux règles communautaires et au droit international applicables aux zones humides



Marco jurídico nacional e internacional sobre humedales

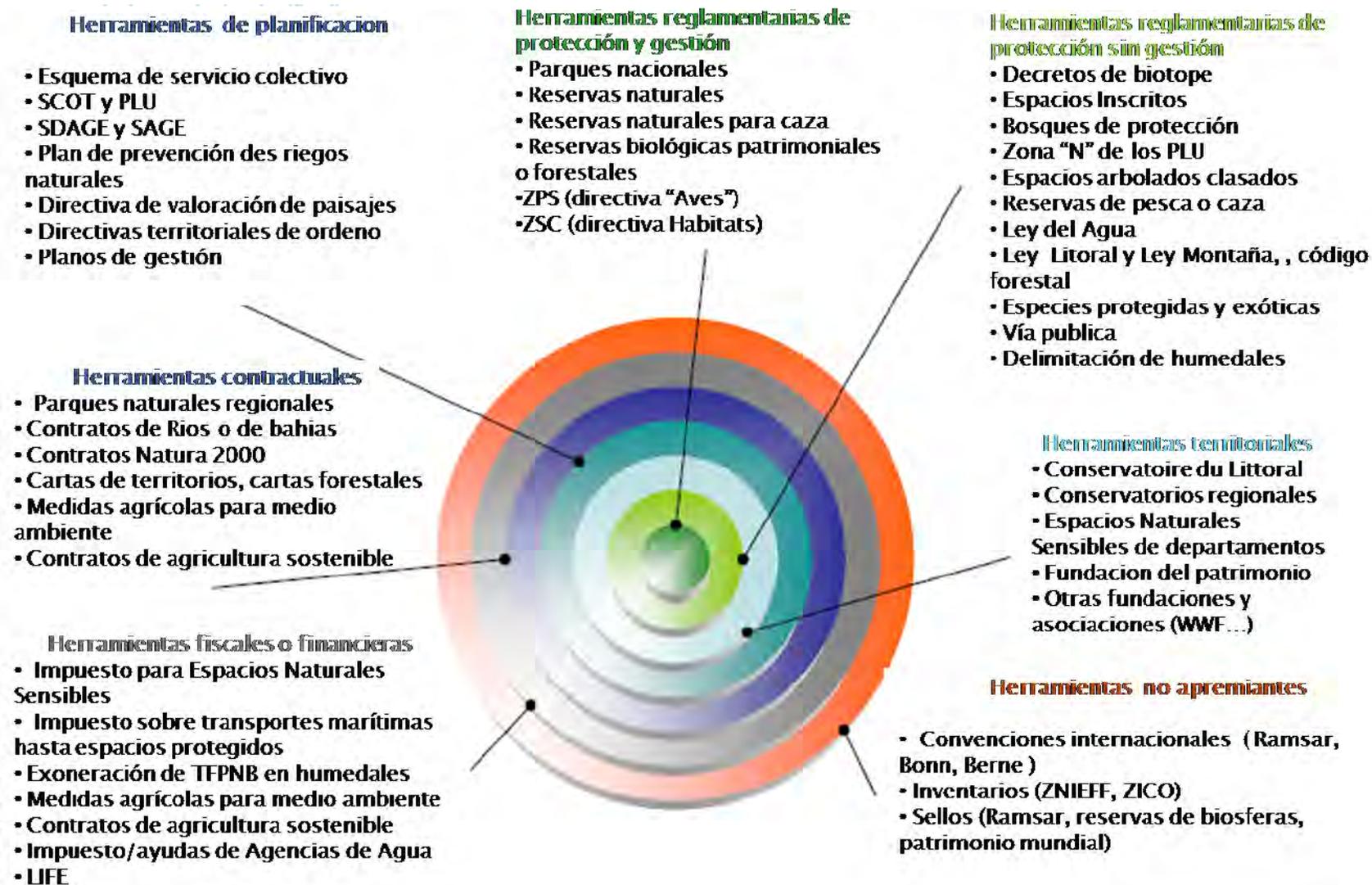
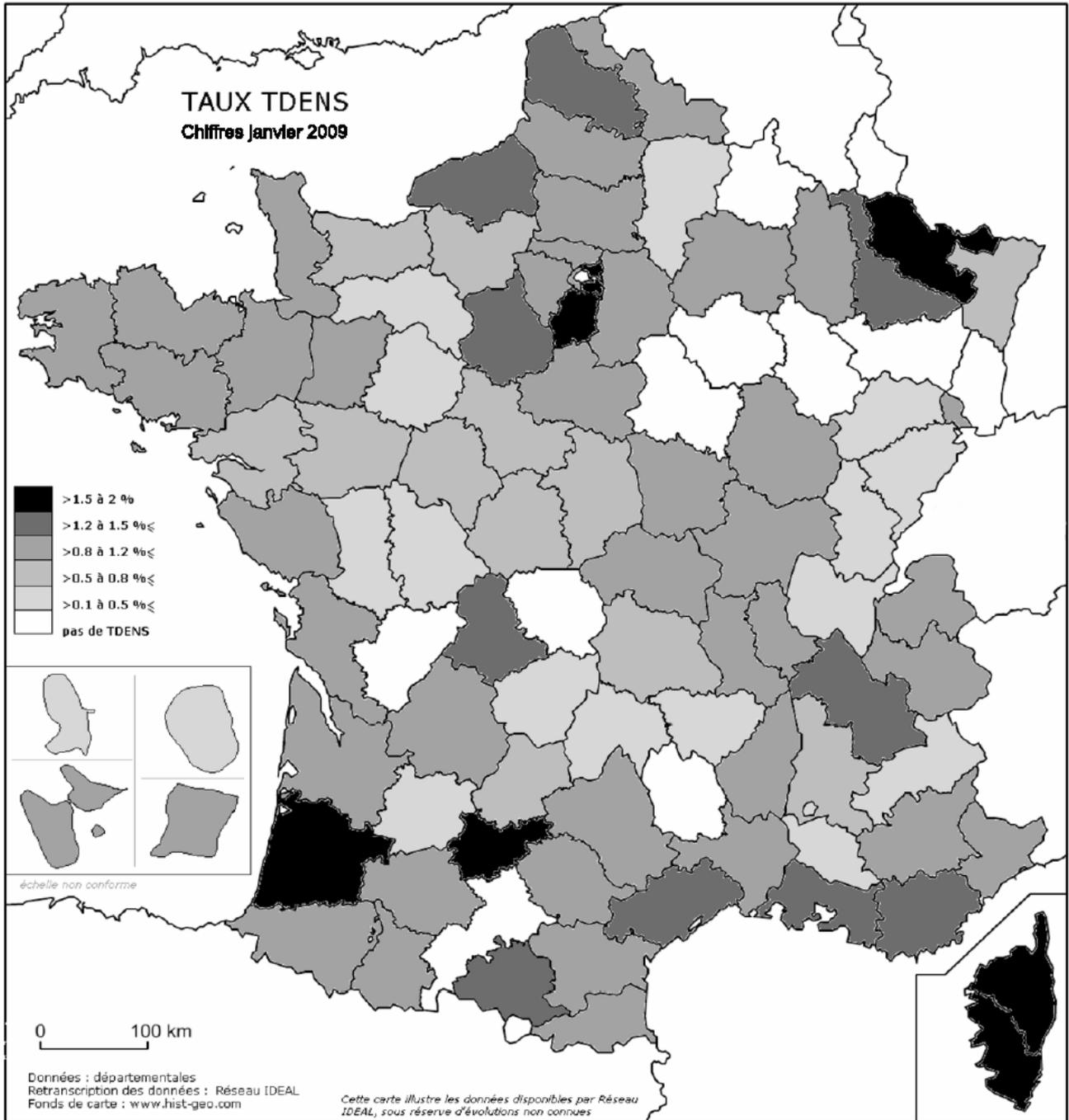


Ilustración 1: Herramientas de protección de humedales(traducido segun Cizel, 2006)



ANEJO 6

Ejemplo de una ficha départemental del Réseau Espaces Naturels

Identité Générale

Année du lancement de la politique ENS	1985	
Année Vote TDENS	1980	
Objectifs Prioritaires (réponse de 1 (très important) à 7 (peu important), ex aequo possible)		
Paysages exceptionnels	5	
Paysages fragilisés	4	
Milieux naturels	1	
Education au patrimoine nature	2	
Ouverture au public (accès)	3	
Champs expansion des crues	6	
Autre	7	
Nature dominante des sites (acquis, conventionnés et zones de préemption) dans la politique ENS		
	Nombre	Surface (Ha)
zones humides (marais, tourbières, étang, lacs, rivières...)	79	788
milieux ouverts de plaine (pelouses, prairies)	6	159
milieux ouverts d'altitude	3	512
forêt	1	918
sites géologiques et carrières	1	4

TDENS

Date de la dernière modification du taux de la TDENS	1990
Taux de la TDENS	1,5%
Montant des recettes de la TDENS 2006* (* compte administratif)	5523.0 k€
Appliquez vous une exonération de la taxe ?	Oui
Est-il appliqué une modularité de la taxe ?	Non
Montant des dépenses sur la TDENS 2006*	4324.0k€
Part en investissement	38.0%
dont acquisition	10.0%
dont aménagement	33.0%
Part en fonctionnement	62.0%
dont gestion des sites	25.0%
Montants des acquisitions de chemins inscrits au PDIPR	297.0k€
Montants des aménagements/gestion des chemins inscrits au PDIPR	215.0k€
Montant du report cumulé (fonds)*	12664.0k€

Les Sites

	Nombre	Surface
Schéma des ENS		Oui
dont Sites départementaux acquis	16	1597.0 Ha
dont Sites départementaux conventionnés	1	16.0 Ha
dont Sites départementaux ouverts au public (équipés)	9	1142.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) acquis	56	2004.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) conventionnés	19	218.7 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) ouverts au public	10	316.5 Ha
Zones de préemption actuelles sur lesquelles intervient :		
le Département	12	1621.0 Ha
déléguées aux communes	36	1097.0 Ha

Gestion

Nombre de sites départementaux ayant un plan de gestion	14
% par rapport au nombre de sites gérés	93.0%
Nombre de sites locaux ou privés ayant un plan de gestion	33
% par rapport au nombre de sites gérés	62.0 %
Nombre d'agent départementaux dédiés aux ENS	11
dont payés sur la TDENS	11
Nombre de sites acquis par le Département concernés par une gestion :	
En régie	7
Déléguée	9

Partenariats

Association hors CREN	technique / concertation	67.9 k€
Communes	concertation	
Conservatoire botanique	technique	50.0k€
Conservatoire des Espaces Naturels (régional ou départemental)	technique / concertation	145.0k€
EPCI	concertation	
Etablissement Public Foncier / SAFER	technique / concertation	5.0k€
Etat hors Reserves naturelles	concertation	
ONF	technique / concertation	
PNR	technique / concertation	12.0k€
Région	technique / concertation	
Reserves Naturelles / Etat	technique / concertation	120.4k€
Scientifiques / Universités	technique / concertation	80.0k€

ENGREF
Centre de Montpellier
648 rue Jean-François Breton – BP 7355
34086 MONTPELLIER CEDEX 4
Tél. : (33) 4 67 04 71 00
Fax : (33) 4 67 04 71 01
www.agroparistech.fr

 <p>ONEMA Office national de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>⁴ Onema Hall C – Le Nadar 5 square Félix Nadar 94300 Vincennes 01 45 14 36 00</p> <p>www.onema.fr</p>	 <p>LES AGENCES DE L'EAU <small>ETABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE</small></p> <p>www.lesagencesdeleau.fr</p>	 <p><i>Office International de l'Eau</i> Office International de l'Eau CNIDE 15 rue Edouard Chamberland 87065 LIMOGES 05 55 11 47 80</p> <p>www.oieau.fr</p>
--	---	---



Protección de los humedales por los "Conseils Généraux" en Francia

- Síntesis documental -

MARQUIS Hélène

Enero de 2010



The French National Agency for Water and Aquatic Environments (Onema) and Water Agencies need to have synthetic “states of the art” on various topics related to water.

Written by students in higher education as part of their training course, these synthesis are implemented and monitored by the International Office for Water (IOW).

E-mail : helene.marquis@agroparistech.engref.fr

Reproduction is authorised, provided the source is acknowledged (author, French National Agency for Water and Aquatic Environments, the Water agencies, and International Office for Water)

The views expressed in this publication are the sole responsibility of the author and do not necessarily reflect the views of the french National Agency for Water and Aquatic Environments, the Water agencies and International Office for Water.

PROTECCIÓN DE LOS HUMEDALES POR LOS "CONSEILS GÉNÉRAUX" EN FRANCIA

HELENE MARQUIS

RESUMEN Y PALABRAS CLAVES	4
INTRODUCCIÓN	5
PROTECCIÓN Y RESTAURACIÓN DE LOS HUMEDALES: PROBLEMAS Y DEFINICIONES ...	5
0 DEFINICIONES	5
0 ACCIÓN NACIONAL E INTERNACIONAL.....	7
0 FUNCIONES DE LOS HUMEDALES Y CUESTIONES LOCALES	9
EL IMPUESTO PARA AREAS NATURALES Y SENSIBLES: UNA HERRAMIENTA DE PROTECCIÓN.....	12
0 HISTORIA Y LEGISLACIÓN	13
0 TDENS Y HUMEDALES.....	15
ALGUNOS EJEMPLOS DE ACCIONES DE LOS CONSEILS GENERAUX	16
0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL MEDITERRÁNEO (34) (Bremond, 2009)	16
0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL ATLÁNTICO: Charente Maritime (17) (Lacoste, 2010).....	17
0 CASO DE LA GIRONDE (Barre, 2010).....	18
0 RESULTADOS	19
CONCLUSIÓN.....	21
BIBLIOGRAFÍA	22
ANEJO 1	23
ANEJO 2.....	24
ANEJO 5.....	27
ANEJO 6.....	28

RESUMEN Y PALABRAS CLAVES

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus riches et productifs de la planète, notamment par leur grande biodiversité. Elles ont cependant longtemps été considérées comme nuisibles en Europe et notamment en France. En effet, entre autres, elles étaient facteurs de maladies telles que le paludisme, elles empêchaient le développement de l'agriculture. Aujourd'hui, elles sont au centre des préoccupations des aménageurs, des agriculteurs et des protecteurs de l'environnement, notamment dans les zones périurbaines où l'occupation du sol est très concurrentielle. Les zones humides assurent de nombreuses fonctions écologiques, paysagères et touristiques et la nécessité de les protéger fait aujourd'hui l'unanimité. Cette synthèse décrit les actions en faveur des zones humides en France et au niveau international, en présentant la législation relative aux zones humides ainsi que les enjeux liés à leur protection. Il s'agit aussi et surtout de s'intéresser aux collectivités territoriales et à leurs actions de protection des zones humides, notamment à travers leur politique Espaces Naturels Sensibles.

Mots clefs: Zones humides - Taxe Départementale - Espaces Naturels Sensibles - Acquisition foncière - politique départementale

Los humedales son uno de los ecosistemas más ricos y productivos del planeta por su gran diversidad biológica. Pero han sido considerados históricamente como negativos: eran incompatibles con la agricultura, de ellos procedían enfermedades como la malaria... Actualmente tienen un lugar importante para todos los habitantes, especialmente cerca de las ciudades: tienen muchas funciones ecológicas y hay que protegerlas. Esta síntesis va a describir las acciones en favor de los humedales, en Francia y a nivel internacional, presentando los intereses en juego con respecto a su protección. Asimismo, se tratará de la utilización de un instrumento financiero particular por los Conseils Généraux¹ en Francia: el impuesto para espacios naturales sensibles. Para terminar, tomaremos unos departamentos franceses para describir sus políticas de protección de los humedales, fijándonos en la utilización de este impuesto.

Palabras claves: Humedales – Impuesto provincial - Conseils Généraux – Protección – Restauración – Urbanización – instrumentos de protección de los humedales – Agencias de agua – Ramsar – Espacios Naturales Sensibles

¹ Se puede comparar con las Deputaciones provinciales

INTRODUCCIÓN

Francia tiene un conjunto de humedales que cubren aproximadamente 3 millones de hectáreas, es decir unos 5,5% de Francia (IFEN, 2006). Los humedales más grandes se encuentran en Aquitania, Baja Normandía, Alta Normandía y Rhône Alpes. Después de un largo período en que los humedales se consideraban negativamente, su protección y restauración para mantener sus múltiples funciones ecológicas se ha convertido no solo en un problema ambiental a nivel nacional e internacional, sino también a nivel local. Así pues, la acción de las comunidades regionales y locales para la protección de los humedales interesa a muchos actores.

Esta síntesis se ocupa de este tema, incluido el uso de la TDENS (Impuesto Departamental para Espacios Naturales Sensibles) para la aplicación de la protección, gestión y recuperación de los humedales. Para ello, inicialmente se recuerdan las definiciones y funciones de los humedales con el fin de comprender los problemas relacionados con su mantenimiento. Luego, las herramientas para proteger los humedales a disposición de los departamentos se analizan con especial énfasis en TDENS. Por último, la descripción de algunas acciones y políticas de los Conseils Généraux tomadas como ejemplos pueden dar una visión general del uso de esta herramienta en el territorio francés.

PROTECCIÓN Y RESTAURACIÓN DE LOS HUMEDALES: PROBLEMAS Y DEFINICIONES

0 DEFINICIONES

Definición legal de humedales (Spyratos, 2008)

Los humedales son ecosistemas que pueden ser muy complejos y variables en el tiempo y en el espacio. La definición jurídica de humedales y su delimitación son necesarias para protegerlos.

La primera definición jurídica global de los humedales en Francia fue introducida por la Ley de Aguas de Francia de 1992²: *"las tierras utilizadas o no, generalmente inundadas o anegadas de agua dulce, salada o salobre, ya sean permanentes o temporales. La vegetación, cuando existe, está dominada por las plantas hidrófitas, por lo menos una parte del año."* Esta definición está codificada en el Código de Medio Ambiente (artículo L211-1). Sigue siendo difícil poner en práctica esta definición y plantea problemas de interpretación. El concepto de humedales fue especificado por un decreto del 30 de enero de 2007 incluido en el Código de Medio Ambiente (Sección R211-108). Los criterios de definición y delimitación se especifican en el decreto del 24 de junio de 2008, modificado recientemente por la Orden del 1 de octubre de 2009 publicada en el BOE del 25 de noviembre de 2009. Estas órdenes sucesivas especifican el concepto de suelo húmedo, con una clasificación y un método para la determinación que deben ser precisos, basado en referencias científicas.

El número de decretos en relación con este tema muestra cómo la delimitación de los humedales es difícilmente realizable en la realidad. Los humedales están en la interfaz de los ambientes acuáticos y terrestres así pues resulta difícil trazar una línea en la continuidad. Además, la definición sigue basando en una o más metas, aunque no estén claramente definidos. Por tanto, todos los actores no están de acuerdo con esta definición, sobre todo los defensores de la protección y los de la gestión de los humedales. La aclaración de las últimas órdenes espera objetivar esta delimitación. En este trabajo, el concepto de humedales corresponde a esta definición.

La definición internacional de la Convención de Ramsar (1971) es la siguiente: *"extensiones de marismas, pantanos, turberas o aguas, ya sean naturales o artificiales, permanentes o temporales, estancadas o corrientes, dulces, salobres o de sal, incluidas las extensiones de agua marina cuya*

² Ley n° 92-3 del 3 de Enero de 1992, art. 2

profundidad en marea baja no exceda seis metros "(Cizel, 2006).

Se utilizan generalmente **tres criterios para delimitar** los humedales (Cizel 2006):

- Criterio hidrológico: presencia de agua permanente o temporal;
- Criterio pedológico: terrenos anegados de agua;
- Criterio botánico: presencia de una vegetación adaptada a condiciones de humedad del suelo.

Estos criterios generales prácticos de demarcación deben coincidir ahora con los criterios definidos por la versión actual del Código de Medio Ambiente.

Ley del Desarrollo de los Territorios Rurales del 23 de febrero de 2005

Esta ley (LDTR)³ refuerza el interés de la preservación y gestión sostenible de los humedales, e insiste en la coherencia necesaria de las políticas públicas de gobiernos estatales y locales. Esta ley permite aclarar los criterios para la definición de los humedales que figuran en el código de medio ambiente. Además permite delimitar los humedales formalmente con respecto a estos criterios siguiendo una orden gubernativa. Con esta ley se puede identificar áreas donde medidas específicas pueden ser tomadas (humedales de importancia ecológica particular y humedales de importancia estratégica para la gestión del agua; exención del impuesto sobre tierras sin construcción para terrenos sometidos a un compromiso de gestión). La ley DTR da prioridad a dos "niveles" de humedales:

Las Zonas Húmedas de Especial Interés Natural (ZHIEP) son aquéllas cuyo mantenimiento o cuyo restablecimiento son de interés para la gestión integrada de cuencas hidrográficas. También pueden ser los que tienen un valor especial para el turismo, la ecología, el paisaje o la caza. En estos ZHIEP, la autoridad administrativa, en consulta con los interesados locales, debe preparar programas de acción para recuperarlas o protegerlas sosteniblemente así como para gestionarlas y desarrollarlas. Estos programas especifican prácticas en favor de los humedales. Algunas de estas prácticas pueden ser obligatorias y recibir financiación.

Las Zonas Húmedas para la Gestión Estratégica del Agua (ZHSGE): son las que contribuyen significativamente a la protección de los recursos de agua potable o que contribuyen a la realización de los objetivos de los SAGE para lograr el "Buen Estado"⁴.

La vía pública puede ser impuesta a petición de las autoridades estatales o locales. Una orden de la Prefectura podrá prohibir cualquier acto que pueda perjudicarlos humedales (incluyendo el drenaje, el relleno o la reversión de los pastizales). Las comunidades podrán imponer restricciones ambientales para el agricultor en su establecimiento o renovación de contratos de arrendamiento en las tierras que han comprado.

Diferentes tipos de humedales (Ichaoui et Roux, 2008)

Los humedales se encuentran en todos los niveles de una cuenca. Pueden representar una gran área de una cuenca hidrográfica y los tipos son muy variables. La definición de una tipología de los humedales es aún más compleja. En Francia, los inventarios nacionales de humedales toman como referencia de tipo la tipología "Corine Biotope". Se basa principalmente en la vegetación y consta de 7 categorías principales de entornos de humedales (Ximenès, 2004). La tipología del SDAGE para los humedales fue desarrollada en 1996 para aplicar la Ley de Aguas de 1992. Tras el análisis de la tipología de los SDAGE-SAGE, diez tipos de humedales se incluyeron en la orientación técnica de las Agencias del Agua (Agences de l'Eau, 2001).

En general, se destacan dos humedales más importantes. Entre **los humedales continentales**, se destacan: humedales de altitud (lagos, ciénagas y pantanos), humedales de cabecera de

3

⁴ SAGE

cuenca, canal de flujo bajo de los ríos, bosques aluviales de los ríos apéndices y bosque ribereño, pantanos del río y prados húmedos, humedales de tierras bajas (pantanos desconectados, turberas y brezales húmedos), estanques, pantanos y humedales a lo largo de los lagos y, finalmente, humedales artificiales. Entre los **humedales del litoral** se destacan: marismas y salinas, lagunas y marismas y pantanos salobres ordenados (Ichaoui et Roux 2008).

El siguiente esquema muestra una ubicación en una cuenca de los diferentes tipos de humedales más importantes.



Ubicación en una cuenca de los principales tipos de humedales

0 ACCIÓN NACIONAL E INTERNACIONAL

Europea e internacional

La Convención de Ramsar sobre los Humedales de Importancia Internacional fue firmada el 2 de febrero de 1971, y ratificada por Francia el 1 de octubre de 1986. Es específica a un tipo de entorno y su objeto principal es la conservación de los humedales y de las especies. Los humedales de Ramsar cumplen criterios establecidos, y la Convención de Ramsar defiende una utilización racional de estos espacios y de sus recursos.

La creación de reservas de biosfera en el marco del programa "Man and Biosphere" (MAB) de la UNESCO permite la adquisición de conocimientos básicos aplicados a la gestión y la conservación del medio ambiente, con el fin de apoyar el desarrollo sostenible en relación con las comunidades locales.

A nivel mundial, la UE firmó varios acuerdos importantes como la Convención de Ramsar en 1971, la Convención de Bonn sobre Especies Migratorias, la Convención para la Protección de las zonas

montañosas en 1991. Tres directivas europeas han sido aplicadas y afectan directamente a los humedales: la Directiva de Aves, Directiva de Hábitats-Fauna-Flora y la Directiva Marco del Agua. La Directiva "inundaciones", publicada en 2007, impone el establecimiento de planes de gestión del riesgo de inundación en los que el restablecimiento de llanuras aluviales y humedales puede ser una manera para limitar el riesgo.

Acciones nacionales

El Plan de Acción Nacional para los Humedales (PNAZH), aprobado por el Gobierno francés el 22 de marzo de 1995, marca la voluntad de actuar para detener la degradación de los humedales, garantizar una conservación sostenible, restaurar los humedales importantes y recuperar las zonas de interés nacional. Este plan es la consecuencia de una evaluación sobre la evolución de los humedales en Francia que se llevó a cabo bajo la autoridad del prefecto Bernard en 1994. Este plan se aplica en cuatro áreas:

- **inventario de los humedales** con la creación de un **Observatorio Nacional de los humedales** (ONZH) en 1997, creación de herramientas para el monitoreo y evaluación. Estas herramientas son utilizadas en un programa nacional de investigación sobre los humedales (PNRZH) que fue puesto en marcha en 1996 y renovado en 2002;
- **coherencia de las políticas** públicas;
- **restauración de calidad y cantidad de los** humedales;
- **información y sensibilización** de los gobiernos, los funcionarios electos y administradores.

El **Fondo Nacional de Solidaridad sobre el Agua** (1999) y el **Fondo de Gestión de los Ambientes Naturales** (2000) fueron creados por el Estado y contribuyen al mantenimiento y restauración de los humedales. Un axis "humedales" se incorpora en cada uno de los seis SDAGE. Por último, es necesario apoyar las iniciativas locales para la gestión sostenible de los humedales, manteniendo las medidas nacionales. Por ello fueron creados los "**Pôles relais Zones Humides**" en 2001 en consonancia con el plan nacional de humedales. Los cuatro trabajan en todas las áreas de los humedales: pantanos, lagunas, marismas de marea, estanques, lagos y valles de los ríos. Su creación responde a dos objetivos fundamentales: se trata, por una parte de crear una red para intercambiar entre los centros y con otras partes interesadas en la gestión de los humedales (agencias de agua, facilitadores de operadores de SAGE y Natura 2000, conservatorios, Conseils Généraux y Conseils Régionaux⁵, parques naturales regionales, etc.); Por otra parte, los "pôles relais" fueron creados para compartir conocimientos y mejores prácticas y difundirlos entre los actores para que actuaran con mayor eficacia en la conservación y restauración de estos ambientes. Los humedales se dividen en cuatro "pôles relais" en el territorio(, 2009):

- "**Pôle Relai**" **Pantanos del Mediterráneo** cuya estructura de soporte es la Tour du Valat Foundation, un centro de investigación para la conservación de los humedales mediterráneos, en colaboración con el Conservatoire des Espaces Naturels de Languedoc-Rosellón y la Oficina de Medio Ambiente de Córcega. Estas tres organizaciones trabajan en la investigación, gestión, apoyo técnico y sensibilización sobre los ambientes acuáticos y naturales mediterráneos.
- "**Pôle Relai**" **de turbas** cuya estructura de apoyo es la federación de los conservatorios, una asociación que incluye a los administradores de muchos humedales.
- "**Pôle Relai**" **de humedales continentales, pantanos, valles aluviales**, cuya estructura de apoyo es la federación de parques naturales regionales de Francia, una asociación que representa una red de 46 parques naturales regionales repartidos por toda la área metropolitana y de ultramar y que abarca el 13% del territorio.
- "**Pôle Relai**" **de pantanos litorales del Atlántico, la Mancha y el Mar del Norte** apoyado por el "Forum des Marais Atlantiques", un grupo de asociaciones conjuntas para promover

⁵ Conseil Régional es equivalente de la Junta en Castilla la Mancha por ejemplo

encuentros entre los actores y el intercambio de conocimientos en la gestión de los humedales costeros.

En 2004, algunas regiones tenían mucho retraso en su inventario que solo se ocupaba de los humedales de más de 1 ha. Humedales pequeños siguen disminuyendo considerablemente en Francia, principalmente a causa del drenaje agrícola.

La LDTR llega como un gran progreso. Primero, esta ley establece **la existencia política y jurídica de los humedales**. Una política de drenaje de estas áreas se transforma en una verdadera política de reconocimiento y preservación de los humedales. Es la primera vez que el interés por protegerlos está relacionado con sus funciones (Cizel 2006). Las funcionalidades de los humedales han sido reconocidas, por lo tanto, son protegidos no sólo como entornos o ambientes, ni por sus especies, sino por sus diversas funciones naturales.

El artículo 83 de la **Ley sobre el Agua y Ambientes Acuáticos del 30 de diciembre de 2006** especifica las orientaciones prioritarias de varios programas de intervención para las agencias de agua para los años 2007-2012. Una de estas orientaciones consiste en promover actividades de conservación, restauración, mantenimiento y mejora de la gestión de las especies acuáticas y humedales.

En 2008, el "**Grenelle de l'Environnement**" establece que el Estado puede adquirir (de 2009 a 2014) **20,000 hectáreas de humedales** a través de las agencias de agua y del Conservatoire du Littoral para la conservación del medio ambiente. En 2009, el proyecto de ley de Grenelle II dijo que sigue habiendo en Francia unos 1,5 millones de hectáreas de humedales que tienen una *"reserva de la biodiversidad, y un factor en la mejora de la calidad de zonas de agua de superficie, de amortiguación para reducir el riesgo de inundaciones durante las lluvias torrenciales y el almacenamiento de gran cantidad de carbono orgánico en el suelo "*, pero *"a menudo amenazados por la expansión urbana o el cambio de uso de la tierra "*.

De este modo, las acciones nacionales e internacionales en favor de los humedales son cada vez más conscientes de las funciones ecológicas que ofrecen. Están en el corazón de las cuestiones de desarrollo.

0 FUNCIONES DE LOS HUMEDALES Y CUESTIONES LOCALES

Funciones de los humedales (Ichaoui y Roux 2008; Agences de l'Eau 2001)

Los humedales son una reserva para almacenar el agua de escorrentía, las aguas subterráneas o ríos cercanos. De esta manera participan en la regulación del régimen hídrico. Asimismo aguas pluviales y de escorrentía pueden estar cargadas de nutrientes agrícolas y domésticos, metales pesados, hidrocarburos y plaguicidas. Gracias al poder de purificación de los humedales, estos compuestos pueden ser retenidos, transformados o eliminados por una serie de reacciones físicas, químicas y biológicas. Además, los humedales son áreas importantes para el almacenamiento de carbono, especialmente los pantanos y los humedales de bosque. Por último, los humedales se encuentran entre los ambientes naturales más ricos y por lo tanto constituyen una reserva de la biodiversidad a través de condiciones ecológicas específicas y heterogéneas, que permiten crecer a una fauna y flora características de crecer.

Proceso general	Funciones Características	Algunos ejemplos de los humedales
Regulación de los regímenes hidrológicos	Control de inundaciones	
	Recarga de las capas	Ciénagas y ambientes costeros, zonas costeras para la recarga de agua dulce
	Apoyo para el flujo bajo	Marismas, pantanos, prados húmedos
	Vuelta a llenar el sedimento de los ríos.	Los humedales a lo largo de los ríos
Mejora de la calidad de aguas	Deposición de sedimentos en suspensión y fertilización de las llanuras aluviales	
	Regulación de nitrógeno y fósforo	
	captura de micro contaminantes tóxicos	
Almacenamiento de carbono		Pantanos y bosques humedales
Reserva de biodiversidad		

Tabla 1: Funciones de los Humedales (Ichaoui et Roux, 2008; Agences de l'Eau, 2001)

Amenazas y destrucción de humedales

El "informe de Bernard" (1994, citado por Spyrtos, 2008) ha puesto de relieve la continua regresión de los humedales en Francia. Se estima que los humedales franceses han perdido dos terceras partes de su superficie durante el siglo vigésimo, que representa una pérdida de más de 2,5 millones de hectáreas de las cuales la mitad desapareció en 30 años. Dos grupos de procesos explican esta regresión: procesos de degradación y procesos de destrucción de los humedales.

Las diferentes causas que explican la pérdida de humedales han sido sintetizadas en muchos libros (Fustec et Lefeuvre, 2000). Consideran los procesos de degradación y los de destrucción de humedales. Estos últimos se han traducido en la destrucción de humedales, o eliminándolos o bien interrumpiendo sus operaciones drásticamente. Los procesos de degradación no causan la pérdida de los humedales, sin embargo pueden alterar más o menos su funcionamiento, y su superposición puede conducir a la destrucción de humedales.

<p>Procesos de destrucción</p>	<p>Intensificación agrícola (drenaje, recuperación de tierras, el cultivo) Desarrollo de la acuicultura en aguas marinas y salobres Gasoducto re calibración o curso de agua Infraestructuras lineales (carreteras, ferrocarriles), Urbanización Instalaciones turísticas y puertos Control de flujo de los ríos Hidroeléctrica Extracción de turba o de agregados</p>
<p>Procesos de degradación</p>	<p>Contaminación agrícola (pesticidas y fertilizantes) Contaminación industrial Intensificación de la cría de pescado , los umbrales y re calibración de los ríos Forestación (plantaciones de alancos) en los humedales de las praderas Plantaciones de resinosos en landas húmedas y turberas Ordenación de caza y pesca Toma de especies y de agua</p>

Cuadro 2: Procesos de degradación y destrucción de los humedales en Francia (según Fustec y Lefeuvre, 2000)

Sin embargo, según un informe sobre el desarrollo de los humedales entre 1990 y 2000, la situación parece haberse estabilizado en lo que respecta a los humedales importantes (Ximénez, Fouque, y Barnaud, 2007). En cuanto a los humedales ordinarios que son zonas desprotegidas del país, los resultados son bastante alarmantes (Mathieu, 2006).

Temas Actuales

La preservación de los humedales se encuentra en la intersección de los retos ambientales, agrícolas, suburbanos y turísticos.

Las cuestiones ambientales relacionadas con la protección de los humedales son numerosas. En particular, la preservación de la diversidad biológica se ve ahora como esencial. Por otra parte, los humedales, por sus muchas funciones, participan activamente en la protección de los recursos hídricos cualitativa y cuantitativamente.

La protección de los humedales, inevitablemente, integrará **las cuestiones agrícolas**, que están vinculadas. De hecho, la orientación preferencial otorgada a los humedales agrícolas (por ejemplo, tipo de cría en granjas) está directamente relacionada con su mantenimiento en el estado. De hecho, el mantenimiento del tipo de ganadería extensiva contribuye al mantenimiento de diversas áreas (pastizales) en favor de la diversidad biológica. Además, el mantenimiento de los animales limita las acciones de desarrollo y el drenaje de humedales para el cultivo de la tierra. El **Drenaje agrícola** es de hecho la causa de la desaparición de muchas de las zonas húmedas y es necesario controlarlo. Existen propuestas para "reconciliar" agricultura y humedales, como la creación **especiales indemnizaciones de humedales** que fomentan el mantenimiento de tierras húmedas. Por último, la **reforma de la PAC**, anunciada para 2013 pone el tema agrícola en el centro del debate futuro, y probablemente será una oportunidad para hacer frente a los humedales desde el punto de vista agrícola.

La protección de los humedales implica también importantes **retos urbanos y suburbanos**, especialmente a través de la gestión de la tierra, **la creciente urbanización** así como para **prevenir las inundaciones**. Los acuerdos de gestión relacionados con las áreas de inundación están cada vez más en la actualidad en las políticas de prevención de riesgos de inundación. El uso de la tierra puede ser regulado en función del riesgo de inundaciones (IRPF). Proyectos de **campos de expansión de inundaciones** en los valles de los ríos pueden desarrollarse río arriba.

de las ciudades.

La preservación de los humedales está también relacionada con **retos de turismo**, especialmente en determinadas zonas de Francia (Camarga, Mediterráneo y costa Atlántica, por ejemplo).

El compromiso con la preservación de los humedales realizado a nivel internacional mediante la firma de la Convención de Ramsar, en particular, plantea dos cuestiones fundamentales: la **sostenibilidad de los humedales en términos de superficie y en términos de calidad ambiental**.

Querer preservar los humedales y mantener la funcionalidad del sistema de agua implica, pues, tratar de minimizar las líneas, terraplenes y ajustes estructurales que no solo serían desfavorables para el mantenimiento de los intercambios verticales y laterales entre los ambientes dependientes (especialmente entre los ríos y llanuras aluviales) sino también entre los cuerpos de agua estancadas y sus anexos (Bourdin, 2009).

Esta postura de la planificación de la política debe ser aplicada en todos los ámbitos (urbano, desarrollo agrícola, turismo) y por lo tanto debe realizarse en conjunto con los actores locales y todas las políticas públicas medioambientales.

EL IMPUESTO PARA AREAS NATURALES Y SENSIBLES: UNA HERRAMIENTA DE PROTECCIÓN

La protección de humedales es un tema que afecta a todos los actores de los territorios, y, en particular, a los Conseils Généraux que tienen la competencia de la gestión de las zonas naturales sensibles. Existen muchos instrumentos para la protección de humedales, incluidos el Impuesto para las zonas naturales sensibles del Departamento. Los diagramas en el Anexo ⁶ presentan diversos instrumentos para la protección de los humedales (Cizel, 2006)

Existen varias categorías de medidas que pueden ayudar a conservar los humedales y mejorar la gestión:

- *Herramientas de planificación:* La planificación general y la gestión del agua (SAGE y SDAGE) integra la protección y mejora de los humedales, zonas de transición entre la tierra y el agua.
- *Instrumentos de protección:* Muchos instrumentos jurídicos para proteger el área natural están disponibles para asegurar la conservación de los humedales: reservas naturales, protección del hábitat de los humedales ⁷, reservas voluntarias de la naturaleza, zonas de protección especial, Natura 2000, reservas biológicas, reservas de caza, pesca ... Estos instrumentos son numerosos y, a veces se solapan, como es el caso de Camarga, que no siempre es la garantía de una mejor protección.
- *Adquisición de la tierra:* El "Conservatoire du Littoral et des rivages lacustre"s, el conservatorio de las áreas naturales regionales y el Fondo Nacional para la protección de hábitats de vida silvestre franceses se combinan para obtener una protección sostenible de las zonas de interés notable. Para hacerlo, utilizan el control de la tierra, del uso de la tierra o la gestión ambiental. Muchas autoridades locales, incluidos los Conseils Généraux o regiones, aportan igualmente asistencia.
- *Sellos internacionales:* Un humedal puede ser designado en virtud de la Convención de Ramsar, o dentro de la red Natura 2000.. Esto significa participar en la escena internacional, para conservar un humedal de particular interés y preservar su carácter ecológico.
- *Incentivos financieros:* Los Fondos Estructurales Europeos y el programa LIFE son herramientas esenciales para una mejor consideración de la preservación de estos espacios. Los contratos agroambientales y de agricultura sostenible (CAD), basados en voluntarios, ofrecen la posibilidad de adaptar la gestión de las tierras agrícolas a los problemas ambientales de dichos espacios. El fondo de gestión de los ambientes naturales,

las ayudas de las agencias de agua y el fondo nacional de solidaridad en el agua pueden contribuir a la gestión adaptativa de los humedales. La exención parcial del impuesto TFNB⁸ (de propiedad sobre terrenos sin urbanización) viene de la ley sobre el desarrollo de las zonas rurales. Este sistema permite que el **alcalde** establezca la **lista de las parcelas situadas en los humedales** donde se beneficien los terratenientes de la **exención del 50% de la parte municipal e intermunicipal del impuesto TFNB**. Esta exención es posible cuando hay un entorno de gestión y cuando se toma por cinco años renovables, lo que implica una técnica de cultivo y la preservación de la vida de las aves.

El Impuesto para zonas naturales sensibles del Departamento puede ser también movilizado por los Conseils Généraux. Muchos de estos fondos pueden ser combinados en un humedal único.

El Impuesto de las zonas naturales sensibles del Departamento es una herramienta (financiera) entre otras y contribuye a financiar las actividades del Conseil Général, en su política de zonas naturales sensibles.

0 HISTORIA Y LEGISLACIÓN

Zonas naturales y sensibles

Las zonas naturales departamentales fueron creadas por la ley del 18 de julio de 1985 (Morand-Deville, 2006). Para mantener la calidad de zonas, paisajes, hábitats naturales y zonas de expansión natural de inundaciones y garantizar su protección, el departamento es responsable del desarrollo y aplicación de una política de protección, gestión y apertura al público de las zonas naturales, forestales o no. Se trata de una competencia voluntaria de los conseils généraux. Si no hay una definición precisa del concepto de área natural sensible, el Código de Urbanismo se refiere a la calidad de los espacios, paisajes, hábitats naturales, campos, expansión natural de las inundaciones y conservación de los hábitats naturales. Otro artículo dice que pueden ser clasificados como zonas naturales sensibles "bosques, parques forestales y (...) cuya conservación es necesaria". Más reciente, el artículo L.143-1, resultante de la LDTR habla acerca de la protección y la mejora de la agricultura y zonas peri-urbanas naturales. Para aplicar su política de las zonas naturales, el departamento puede utilizar tres dispositivos: la creación de zonas de preferencia de compra, el establecimiento de un impuesto para las zonas naturales y la definición de un área protegida de tierras de cultivo y peri-urbanas.

Zonas de preferencia de compra¹²

El departamento podrá establecer zonas específicas de preferencia de compra sobre estos territorios. Este instrumento le permite al Departamento adquirir la tierra cuando salga a la venta, con preferencia a cualquier otro comprador, y debe ser informado previamente de la operación (Atelier Technique des Espaces Naturels, 2005). Las propiedades adquiridas deben estar abiertas al público y excepciones a esta regla deben ser justificadas por la fragilidad del medio ambiente. La existencia de un edificio no prejuzga el derecho de opción cuando la tierra es suficientemente grande para justificar su apertura al público. Cuando el edificio está conservado, se le asigna a utilizar para la asistencia pública y el conocimiento de los ambientes naturales.

En las comunidades con un punto de venta o PLU, estas áreas de anticipación se crean con el consentimiento de los representantes del Consejo de las organizaciones profesionales en la agricultura y en la silvicultura sobre sus límites. El departamento podrá **delegar** su derecho de preferencia de compra:

- Al **Conservatorio de las zonas costeras y orillas de los lagos**, donde tiene jurisdicción territorial;
- **A la institución pública** responsable de los parques nacionales, o de un parque regional para la totalidad o parte de la zona de anticipación que se encuentra en el territorio del parque o en reservas naturales, cuya gestión está a cargo su cargo;
- **Al Estado**;

- A una **autoridad local**;
- A una **institución pública de control de las tierras**;

Si el orden de clasificación de un parque regional no es renovado, las propiedades adquiridas por el ejercicio de este derecho de retracto se convierten en propiedades del Departamento.

En ausencia de un plan de desarrollo local, y si falta un acuerdo entre los municipios afectados, estas zonas pueden ser creadas por el Conseil Général con el acuerdo del funcionario estatal en el departamento.

Esta política debe ser coherente con las directivas de los regímenes de coherencia territorial, cartas de desarrollo intermunicipal y directivas de planificación y gestión de la tierra, cuando existan. El ejercicio de este derecho puede ser tratado de cierta manera a expropiación. Pero la transferencia de la propiedad se entiende sin perjuicio del propietario, ya que se ejerce este derecho sólo cuando el propietario decidió disponer de sus bienes. Se impide al comprador de devenir propietario (Ganez López, 2000).

El perímetro de protección de las zonas agrícolas y naturales (suburbano)

Para poner en práctica una política de protección de la agricultura periurbana y de los espacios naturales, el Departamento podrá designar áreas de intervención con el acuerdo de los municipios afectados y de las instituciones públicas.

Estos perímetros deben ser compatibles con el esquema de coherencia territorial, cuando exista. No pueden incluir las tierras en zonas urbanas o urbanizadas, delimitadas por un plan de desarrollo local. El departamento deberá desarrollar, de acuerdo con el o los municipios y establecimientos públicos de los organismos de cooperación intermunicipal, **un plan de acción. Debe especificar las disposiciones y direcciones de gestión destinadas a promover la agricultura**, y el manejo forestal, y también la **conservación y la mejora de los espacios y paisajes dentro del perímetro.**

Dentro de esta zona, los terrenos **pueden ser adquiridos por el departamento** después de la notificación a los municipios y a las instituciones públicas de la cooperación entre las comunidades involucradas. El Departamento puede usar su derecho de primera opción **cuando las tierras se encuentren en zonas naturales sensibles.** De lo contrario, la compra se realiza ya sea por acuerdo o por expropiación. Ciertos cambios pueden ser realizados por el Departamento en el perímetro de protección. Se puede cambiar también el programa de acciones con el acuerdo de las autoridades. Sin embargo, cualquier cambio en el perímetro que tiene por efecto la eliminación de uno o más lotes se podrá realizar sólo por decreto.

Las entidades públicas de compra de suelo pueden adquirir terrenos necesarios para la protección de espacios agrícolas y suburbanos naturales, y **si es necesario se solicita el nombre del departamento y de su derecho sobre zonas naturales sensibles.** Ninguna operación puede lograrse sin la opinión favorable del municipio en cuyo territorio este prevista la operación.

Impuesto para áreas naturales sensibles

Fue el año 1960 cuando el Departamento adquirió un derecho de primera opción en todas las tierras en las zonas establecidas por decreto. Era la institución de los "perímetros sensibles", y más tarde se convirtió en el canon de los espacios verdes en los departamentos. Un "impuesto verde" se creó. La Ley del 18 de julio de 1985 perpetúa el sistema de este impuesto que está recolada a fin de "preservar los ambientes naturales". **No es obligatorio pero es ampliamente practicado por los Conseils Généraux.** Esta taxa es recaudado en cada construcción, reconstrucción o ampliación de los edificios, así como las instalaciones y los diversos trabajos autorizados en virtud del Código de Urbanismo (artículo L142-1) (Seyrig, 2007).

Tomada por el Conseil Général, **hasta un máximo del 2% del valor de los bienes raíces**, o 1,70 euros por metro cuadrado para las instalaciones y obras diversas, esta taxa se utiliza para la adquisición o el mantenimiento de zonas naturales sensibles (Cizel, 2006). La taxa debe ser usada para los siguientes casos:

- **adquisición** por mutuo acuerdo, por expropiación o por derecho de preferencia de

comprade la tierra, y para el desarrollo y mantenimiento de todas las zonas naturales, forestales o que no pertenecen al departamento.

- **participación en la adquisición, desarrollo y gestión** de las tierras del Conservatorio de Litoral,
- **adquisición, gestión y mantenimiento de la red Natura 2000** y de los territorios clasificados como reserva natural
- **estudios e inventarios del patrimonio natural.**

Este producto también puede servir como la participación del Departamento en la adquisición de tierras por:

- Conservatorio de las zonas costeras y orillas de los lagos;
- municipio o un establecimiento público de cooperación intermunicipal;
- Agencia de espacios verdes en la región de Ile-de-France.

Cifras

En 2003, 71 Conseils Généraux cobraban el impuesto por un total de entre 100 y 120 millones de euros. **En 2005, 73 Conseils Généraux instituyeron la TDENS** (Atelier technique des espaces naturels et Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 2005) .

Un informe de la Inspección General de Medio Ambiente de marzo de 2003 muestra que los Conseils Généraux ganaron un promedio de 2.000 hectáreas por año durante el período 1900-2000. Hoy se supone que propietarios de 70 000 ha. Estas cifras ocultan contrastes: algunos departamentos como el de Bouches-du-Rhone (12 000 ha), Var (9000 ha) y Herault (8000 ha) han llevado a cabo una adquisición de un desafío particular. Sobre el producto fiscal, según el informe, este impuesto representa unos 73 millones de euros en 1997, 100 millones en 2000 y 130 millones en 2002. Trece departamentos eligieron por el valor máximo del 2%, 38 escogieron la tasa media del 1% , 21 han optado por una tasa inferior al 1%. En 2009, casi unos 90 departamentos introdujeron el impuesto departamental como una tasa variable.

El inventario francés de la fiscalidad ambiental ha descrito este impuesto como el instrumento más importante y más eficaz para la preservación del patrimonio natural. Existe una propuesta para hacerlo obligatorio en todos los Conseils Généraux, y esto se realizaría con una tasa mínima.

0 TDENS Y HUMEDALES

La TDENS es una herramienta que puede permitir a las comunidades proteger y mejorar los humedales en su territorio. Sin embargo, se trata de una herramienta entre otros, y los humedales son unas de las áreas naturales que pueden beneficiarse de los ingresos de este impuesto. Hay pocos estudios sobre la aplicación del producto de la TDENS específicamente a los humedales, y cada departamento asigna el producto de TDENS por su propia política para proteger las zonas naturales.

No obstante, los humedales parecen ser una parte importante de las Áreas Naturales Sensibles. En efecto, una base de datos disponible en el sitio de la Red de Áreas Naturales y la Red de Biodiversidad (Réseau Espaces Naturels et biodiversité, 2009) se llevó a cabo a partir de un estudio sobre conseils généraux. Según los resultados, los humedales cubren **156 sitios en los 424 sitios adquiridos o contratados, que** representan 7.300 ha en 28.200 ha (en total Los humedales son también **69 sitios en 120 áreas de anticipación** (o 2700 ha en 10.000 hectáreas en total).

Esta base de datos y estos resultados deben tomarse con precaución, ya que sólo 20 Conseils Généraux respondieron a la encuesta y no siempre por completo.

ALGUNOS EJEMPLOS DE ACCIONES DE LOS CONSEILS GENERAUX

Los departamentos presentados aquí son los que han sido contactados directamente en relación con la cuestión. Otros ejemplos han sido proporcionados por las agencias del agua (Loire Atlantique, Isère), aun no han sido contactados en respecto a este estudio. Esta investigación se basa en entrevistas telefónicas (y no en la revisión de la literatura).

0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL MEDITERRÁNEO (34) (Bremond, 2009)

Contexto

El Conseil Général de Hérault tiene una política histórica de gestión del agua que proviene tanto del contexto local y del clima como de la historia geográfica de su población. El departamento ha elegido ocuparse de la política de gestión del agua, aunque se trata de una habilidad que no es obligatoria. El Conseil Général promueve la gestión integrada del agua a escala de cuencas hidrográficas. Tiene un servicio de gestión patrimonial de agua, encargado del cuidado de varios ambientes acuáticos de la cuenca. En el Hérault existen muchas estructuras de gestión local del agua como los sindicatos mixtos (por el río Aude, Orb, Hérault, Lez, Etang de Thau, Estanques Palavasienne ...) que intervienen en la gestión de los recursos hídricos y los usos del agua. El Conseil Général 34 es suele ser un miembro permanente de estas estructuras, o bien un socio importante. En la mayoría de ellos, es responsable de su formación. Hace diez años que el CG 34 participa en los SAGE, Contratos de ríos, zonas Natura 2000, centrándose en el enfoque/ la gestión integrado/a de toda la cuenca.

El Conseil Général y los humedales

En cuanto a los humedales en particular, el Conseil Général estuvo muy involucrado en la creación del inventario de humedales, publicado en 2006 por el SDAGE RM&C. El objetivo es poseer un conocimiento constante en este tipo de ambientes en todo el territorio, utilizando y desarrollando esta información para la aplicación de la planificación regional y diseño urbano. Por último, la realización del inventario permite compartir el conocimiento en estos entornos.

Tipos de humedales en Hérault

- Lagunas costeras
- Orillas de los ríos
- Humedales artificiales (embalses)
- Humedales de tierras bajas
- Turberas

Este inventario está a disposición de los municipios y entidades locales para que sea tomado en cuenta en la planificación de los documentos. El Conseil Général 34 suele ser consultado sobre la revisión de la SCOT y PLU y puede informar de los humedales identificados en el inventario. El inventario de los humedales del territorio es también el punto de comienzo de los inventarios más precisos y finos en algunas áreas, como por ejemplo la cuenca del Lez.

Asociaciones

El Conseil Général 34 también tiene misiones en colaboración con los organismos de agua. Participa en grupos de trabajo sobre los humedales con el fin de conocer qué tipo de acciones pueden ser aplicadas. El CG 34 es un asociado del Conseil Régional y del Conservatoire du Littoral en apoyo de las acciones de gestión de las tierras adquiridas por el Conservatoire du Littoral. El Conseil Général, como otros asociados, contribuirá financieramente a la suma de 50 000 € al año. Existe también un acuerdo con la Oficina del Conservatorio de Espacios Naturales para la gestión de áreas naturales del Conseil Général.

Gestión y sensibilización en favor de humedales

En cuanto a los humedales, el Conseil Général desea mantener una visión global de la evolución de estos ambientes y no ser gerente de inversión directa de éstos ambientes. En contraste, el Conseil Général 34 lleva a cabo la sensibilización, incluida la participación en el Día Mundial de los Humedales de todos los años desde hace 3 años. La "casa de medio ambiente" del CG promueve acciones de sensibilización sobre los humedales.

0 CASO DE UN DEPARTAMENTO DEL ATLÁNTICO: Charente Maritime (17) (Lacoste, 2010)

Elementos de contexto

El Conseil Général de Charente-Maritime estableció la TDENS desde 1974 (al principio era un impuesto de Espacios Verdes). Históricamente, la introducción de este impuesto, se hizo por primera en las zonas costeras y se extendió a todo el departamento en 2003. La tasa actual del impuesto es del 1%.

Originalmente, el impuesto se introdujo para limitar la expansión urbana en las zonas costeras y el desarrollo de camping / caravaning en parcelas individuales costeras. El segundo objetivo principal de la política de espacios naturales sensibles del Conseil Général es la creación de senderos en todo el condado, incluyendo la aplicación del Plan de Espacios, sitios y rutas de los departamentos (PDESI). La TDENS permite la creación de senderos peatonales y ciclistas. Además, la TDENS se utiliza para las acciones específicas de protección de la dunas por ejemplo.

El Conseil Général y los humedales

Los humedales no son la prioridad del Conseil Général en principio, pero comienzan a ser tomados en cuenta en las negociaciones sobre la formación de reservas naturales. Por otra parte, la acción del Conservatoire du Littoral para la protección de los humedales es importante, **el Conseil Général se complementará**, en particular en cuanto a la creación de zonas de anticipación en los humedales. De este modo existe una "división del trabajo": **el Conservatoire du Littoral gestiona grandes humedales**, ya que cuenta con las aptitudes y la experiencia necesarias. El Conseil Général actúa de manera más selectiva en zonas pequeñas. La **TDENS es poco utilizada para los humedales**, aunque hay algunos sitios en los que el Conseil Général ha comprado la tierra y ha establecido los servicios para el turismo.

Tipos de humedales

La Charente-Maritime tiene 100 000 hectáreas (alrededor del 20% del territorio) de humedales, lo que coloca al departamento en la segunda posición en términos de superficie. Tipología de los humedales importantes en la Charente-Maritime:

- Marismas saladas o salobres
- Pantanos
- Orillas de los ríos

El Conseil Général tiene aproximadamente 35 000 ha en las zonas de preferencia de compra y la mitad son humedales. En términos de adquisición de zonas naturales sensibles, el Conseil Général tiene alrededor de 600 hectáreas de tierra lo que es relativamente bajo, pero debe ser visto como adquisiciones complementarias a las del Conservatoire du Littoral (alrededor de 3.000 hectáreas de las cuales 3/4 en los humedales) . El Conseil Général rara vez interviene en las zonas suburbanas de las ciudades, porque las ciudades ya protegen las zonas sensibles de estos lugares. El Conservatoire du Littoral también interviene para proteger zonas peri urbanas que son sensibles.

Gestión y sensibilización de los humedales

En términos de sensibilización, el Conseil Général 17 interviene poco en zonas naturales sensibles. Sin embargo, hay 15 "polos de la naturaleza" ¹⁶ de cuales 5 son propiedad del departamento. Entre estos 5 polos, 3 están asociados a los humedales (para una superficie total

de aproximadamente 135 hectáreas). Estos centros son lugares donde el equipo de animación es responsable de la educación del público. Esta promoción se realiza a escala, en sitio, pero el Conseil Général no participa directamente en acciones de sensibilización a propósito de los humedales. De hecho, el Forum des Marais Atlantiques (que lleva el " pôle relais Marais littoraux de l'Atlantique, de la Manche et de la Mer du Nord") es un actor importante en el departamento y el consejo es un miembro de la Unión. El Foro elaborará numerosas acciones para concienciar al público, y interviene en "el Día Mundial de los Humedales". Gracias a su apoyo, el Conseil Général indica su interés a favor de los humedales. En 2009, el Forum des Marais Atlantiques creó una red Partenarial de datos sobre los Humedales ¹⁷ con acceso a dichos datos a través de una interfaz cartográfica. Esta reciente red solicita un enriquecimiento en particular la aportación de datos de otros departamentos.

0 CASO DE LA GIRONDE (Barre, 2010)

Elementos de contexto

La Gironde es un departamento precursor en términos de política ambiental. Fue uno de los primeros en introducir la TDENS. Tomada sobre permisos de construcción, el TDENS representa un presupuesto anual medio de más de 3 millones de euros.

La Comunidad Urbana de Burdeos (CUB) adopta medidas para la protección de los humedales (de adquisición, acciones de conservación) y la promoción. La política del Conseil Général se centra en las zonas rurales y no incluye espacios periurbanos. La urbanización y las infraestructuras son las principales amenazas a los humedales en su territorio.

El Conseil Général y los humedales

El Conseil Général ha identificado áreas de retractor en las áreas naturales sensibles en el territorio, pero esto no afecta al departamento en su totalidad. Los humedales constituyen el 90% de las de las zonas naturales del departamento, a pesar de que no representan una parte muy importante del territorio. El tema de los humedales es transversal en los servicios del Conseil Général. Una persona se dedica exclusivamente a este tema, pero es abordado por otros servicios y en particular en grupos de trabajo. El Conseil Général no realiza el inventario de humedales del departamento, pero apoya y alienta a las organizaciones que deseen llevar a cabo inventarios a nivel local. Sin embargo, el departamento centraliza los datos sobre los humedales en el territorio, para la realización de un plan departamental de los humedales que se ultimaré próximamente. Desde 2008, el Departamento puso en marcha una política específica para los humedales. Esta política se llevará a cabo a partir del esquema departamental de los Humedales. Para realizar este plan, el Conseil Général ha contratado a una persona que se dedica a este plan (a tiempo completo). Este estudio se inició en 2009 y concluirá en febrero de 2010. Los objetivos del programa son:

- Establecer un inventario de los conocimientos de los humedales en el departamento (y cartografía de los humedales)
- Entender las especificaciones en términos de los humedales
- Establecer un plan de acción para orientar la política del departamento en relación con la adquisición, gestión o asistencia directa.

Tipos de humedales

Es difícil establecer una tipología general de los humedales desde el departamento de Gironde, el cual se caracteriza precisamente por la gran diversidad de sus humedales. En el plan departamental, se eligió una tipología que combina las tipologías de la Agencia del Agua, de Corine Biotopo, de Conservatorio Botánico y de Adour Garonne.

Asociaciones

En el departamento existen muchas organizaciones de voluntarios con proyectos sobre los humedales. El Conseil Général apoya sus esfuerzos, así como la del Conservatorio de Régional des Espaces Naturels (CREN) de Aquitania. El Conseil Général también da apoyo técnico (y a veces financiero) a los municipios y las comunidades con proyectos comunes e relación con la protección de humedales. El Conseil Général colabora con la Agencia del Agua Adour Garonne, que financia el 50% de la unidad de animación de "Mantenimiento de la Región de Ríos y Humedales (CATERZH)". Esta célula debe por una parte realizar el plan departamental, y por otra parte fomentar la creación de redes entre los interesados en los humedales y la revitalización de la comunidad en torno a ellos (Una persona para los humedales y otra para los ríos). En 2009, el Conseil Général de Gironde decidió apoyar hasta 20 000 € el Syndicat Mixte des Marais Atlantiques para el funcionamiento de sus tareas, es decir:

- apoyar las políticas públicas sobre la gestión de humedales;
- promover la coherencia en las zonas de humedales
- crear vínculos sociales entre los actores en los pantanos;
- educar a los actores locales para proteger, mejorar, mantener y restaurar los humedales.

El Conseil Général es miembro de la asociación conjunta y se ha beneficiado de ayuda del forum para el establecimiento del plan departamental. Además, el Forum participa en la organización de seminarios técnicos sobre los humedales para profesionales. El Conseil Général apoya la iniciativa de establecer la Red Partenarial sobre los Humedales.

Gestión y sensibilización sobre los humedales

El departamento tiene a cargo la gestión de las tierras adquiridas por el Conservatoire du Littoral (la tierra de las zonas costeras). 4376 hectáreas de zonas naturales sensibles son gestionadas por el departamento y 2526 son de su propiedad. Un equipo de 20 personas se dedica a la gestión de los "ENS". Los humedales constituyen el 90% de los espacios naturales sensibles del departamento. Como parte de la política que se realizará siguiendo el plan departamental, el Conseil Général tiene la intención de utilizar el dispositivo de PPEANP.

En términos de sensibilización, el Conseil Général de Gironde organiza eventos para el público en general, incluyendo el Día Mundial de los Humedales. También en las propiedades del departamento, guías naturalistas favorecen la toma de conciencia a favor de los humedales.

0 RESULTADOS

Estos pocos ejemplos ayudan a darse cuenta de la variedad de posiciones que puede adoptar el Conseil Général en cuanto a la política de protección de humedales. Sin embargo, es necesario estudiar otros departamentos, incluidos los departamentos más urbanizados para comprender mejor la diversidad de situaciones. Sin embargo, en estos ejemplos, se observan algunas tendencias:

- La implicación de los departamentos en el tema de los humedales está creciendo, y aunque no sea una prioridad, la promoción y el apoyo para su protección están en aumentación.
- El uso de TDENS para proteger un humedal depende de la historia de la política departamental de Planificación y de Medio Ambiente del Conseil Général. La presencia de humedales en grandes proporciones dentro de un territorio no implica necesariamente una fuerte política de protección.
- Todas las acciones de adquisición, gestión, educación y formación emprendidas por los Conseils Généraux podrán ser financiadas en el marco del TDENS, a menudo se completa con la financiación de las agencias de agua.

Así pues, para analizar la acción de los Conseils Généraux respecto a la protección de humedales, merece la pena prestar especial atención a:

- La historia de la política sobre los "ENS" del departamento y su preocupación por las cuestiones ambientales.
- Los Socios apoyados financiera y técnicamente por el Consejo General en sus acciones en favor de los humedales
- El posicionamiento del Consejo General en términos de gestión de los humedales
- El papel potencial del Consejo General en cuanto a la centralización de los datos sobre los humedales (inventarios, atlas ,...)
- La inversión del Consejo General en la creación de grupos, células o edificios específicos para los humedales, particularmente a cargo de la diversión y sensibilización del público
- La articulación entre los diferentes niveles de protección de los humedales y las herramientas utilizadas.
- Los vínculos entre Conseil Régional y Conseil Général en cuanto a la protección de los humedales, en particular en el marco de la reforma de las comunidades territoriales. Esta reforma podría ser una oportunidad para institucionalizar una competencia especial "humedales" en una escala local.

CONCLUSIÓN

Aunque la protección de los humedales se está convirtiendo en un problema ambiental importante sólo desde hace unos años en Francia , representa no obstante un desafío para todos los actores de la ordenación del territorio. De hecho, se plantea la cuestión de la coherencia de las políticas públicas, de la superposición de las medidas y de los actores y también de la eficacia de estas medidas. El papel de los Conseils Généraux como líderes de la gestión local de las zonas naturales sensibles es importante. De hecho la TDENS es una herramienta eficaz, aunque no específica para los humedales. La evaluación de las medidas en favor de los humedales resulta muy difícil. Si la intervención de los Consejos en relación con las zonas naturales puede ser importante, parece muy variable de un departamento a otro en función del contexto histórico y local institucional.

En 2009, Chantal Jouanno, Secretaria de Estado para la Ecología creó el **Grupo Nacional de Humedales**, basado en el modelo de gestión a cinco de la Grenelle del Medio Ambiente. Su objetivo es hacer **balance de las medidas para la gestión** sostenible de los ecosistemas **y ofrecer medidas** para la conservación y restauración de los humedales. Su trabajo debería llevar a poner fin a la **estrategia nacional de humedales para los 3 años próximos**. Estas medidas propuestas se articularán con las "trames vertes et bleues" proporcionadas por el Grenelle del medio ambiente. Los Conseils Généraux tienen un papel importante en la creación de estas zonas de continuidad ecológica. También podemos preguntarnos qué va a cambiar la reforma de las comunidades territoriales para la política de los Espacios Naturales Sensibles.

El tema del próximo **día Mundial de los humedales** (2 de febrero) es " *El cuidado de los humedales - las consecuencias del cambio climático sobre la biodiversidad* ". Los Conseils Généraux tendrán la oportunidad de informar y educar al público en este día el valor y la importancia de estos ecosistemas tan ricos.

BIBLIOGRAFÍA

Agences de l'eau. 2001. *Les zones humides et la ressource en eau- Guide technique.* Guide technique. Etudes sur l'eau. Agence de l'Eau Seine Normandie.

Atelier Techniques des Espace Naturels, 2005. *Outils juridiques pour la protection des espaces naturels.* Fiche n° 12. Espaces Naturels Sensibles des départements.

Barré, Elsa. 2010. Conseil Général de la Gironde. Entretien téléphonique, janvier.

Bourdin, Joël. 2009. *Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques concernant les zones humides.* Rapport d'information session ordinaire du Sénat 2008-2009. Sénat: Sénat, 16 juin 2009.

Brémond, Julie. 2009. Conseil Général de l'Hérault . Entretien téléphonique, 12 Novembre

Cizel, Olivier. 2006. *Protection et gestion des zones humides - Révision du SDAGE RM&C.* Tour du Valat: Pôle Relais Lagunes Méditerranéennes.

Fustec, E., et JC Lefeuvre. 2000. *Fonctions et valeurs des zones humides.* Dunod. Paris.

Ganez Lopez, Gilbert. 2000. Droit de préemption - Droit de préemption urbain, Zones d'aménagement différé, Espaces naturels sensibles des départements
<http://www.juripole.fr>.

Ichaoui, Sacha, et Lucie Roux. 2008. *Zones humides: quels services rendus? Quelles menaces? Quels outils pour les protéger?* Collection Etudes et Synthèses D4E. MEDAD.

IFEN, 2006. *L'environnement en France,* Synthèses de l'Ifen, édition 2006.
<http://www.stats.environnement.developpement-durable.gouv.fr>

Lacoste, Marie-Christine, 2010. Conseil Général de Charente Maritime, Entretien téléphonique. Janvier

Mathieu, Sonia. 2006. *Evaluation des zones humides ordinaires-arguments pour les valoriser auprès du public.* Synthèse technique ENGREF. Montpellier.

Morand-Deville, Jacqueline. 2006. II-Le droit de la protection de la nature- La protection des espaces naturels. Dans *Le droit de l'environnement*, 2334:45-69. septième édition. Que sais-je? Presses Universitaires de France.

Pôles Relais, 2009. Pôles relais zones humides: lagunes méditerranéennes (<http://www.pole-lagunes.org>); Marais atlantiques (<http://www.forum-marais-atl.com>); Tourbières (<http://www.pole-tourbieres.org>)

Réseau Espaces Naturels et biodiversité. 2009. Réseau Espaces Naturels et biodiversité.
<http://www.reseau-en.net>

Seyrig, Rodolphe. 2007. *Fiscalité et protection des zones humides.* Mémoire de fin d'études- Diplôme IEP. Lyon: Université Lyon 2- Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

Spyratos, Vassilis. 2008. *Caractérisation des besoins en eau des écosystèmes humides méditerranéens, analyse centrée sur les enjeux environnementaux.* Synthèse technique ENGREF.

Ximenès, Marie-Claud. 2004. Inventaire des zones humides - Tronc commun national. IFEN.

Ximenès, Marie-Claud, Carol Fouque, et Geneviève Barnaud. 2007. *Etat 2000 et évolution 1990-2000 des zones humides d'importance majeure.* Document technique. IFEN, ONCFS, MNHN,FNC.

ANEJO 1

Critères d'identification des zones humides d'importance internationale

<p>Groupe A des critères</p> <p>Sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques</p>		<p>Critère 1 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle contient un exemple représentatif, rare ou unique de type de zone humide naturelle ou quasi naturelle de la région biogéographique concernée.</p>
<p>Groupe B des critères</p> <p>Sites d'importance internationale pour la conservation de la diversité biologique</p>	<p>Critères tenant compte des espèces ou des communautés écologiques</p>	<p>Critère 2 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces vulnérables, menacées d'extinction* ou gravement menacées d'extinction* ou des communautés écologiques menacées.</p>
	<p>Critère 3 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des populations d'espèces animales et/ou végétales importantes pour le maintien de la diversité biologique d'une région biogéographique particulière.</p>	
	<p>Critère 4 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite des espèces végétales et/ou animales à un stade critique de leur cycle de vie ou si elle sert de refuge dans des conditions difficiles.</p>	
	<p>Critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau</p>	<p>Critère 5 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 20 000 oiseaux d'eau ou plus.</p>
	<p>Critère 6 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite, habituellement, 1% des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce d'oiseau d'eau.</p>	
	<p>Critères spécifiques tenant compte des poissons</p>	<p>Critère 7 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite une proportion importante de sous-espèces, espèces ou familles de poissons indigènes, d'individus à différents stades du cycle de vie, d'interactions interspécifiques et/ou de populations représentatives des avantages et/ou des valeurs des zones humides et contribue ainsi à la diversité biologique mondiale.</p>
	<p>Critère 8 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle sert de source d'alimentation importante pour les poissons, de frayère, de zone d'alevinage et/ou de voie de migration dont dépendent des stocks de poissons se trouvant dans la zone humide ou ailleurs.</p>	
	<p>Critères spécifiques tenant compte d'autres taxons</p>	<p>Critère 9 : Une zone humide devrait être considérée comme un site d'importance internationale si elle abrite régulièrement 1 % des individus d'une population d'une espèce ou sous-espèce animale dépendant des zones humides mais n'appartenant pas à l'avifaune.</p>

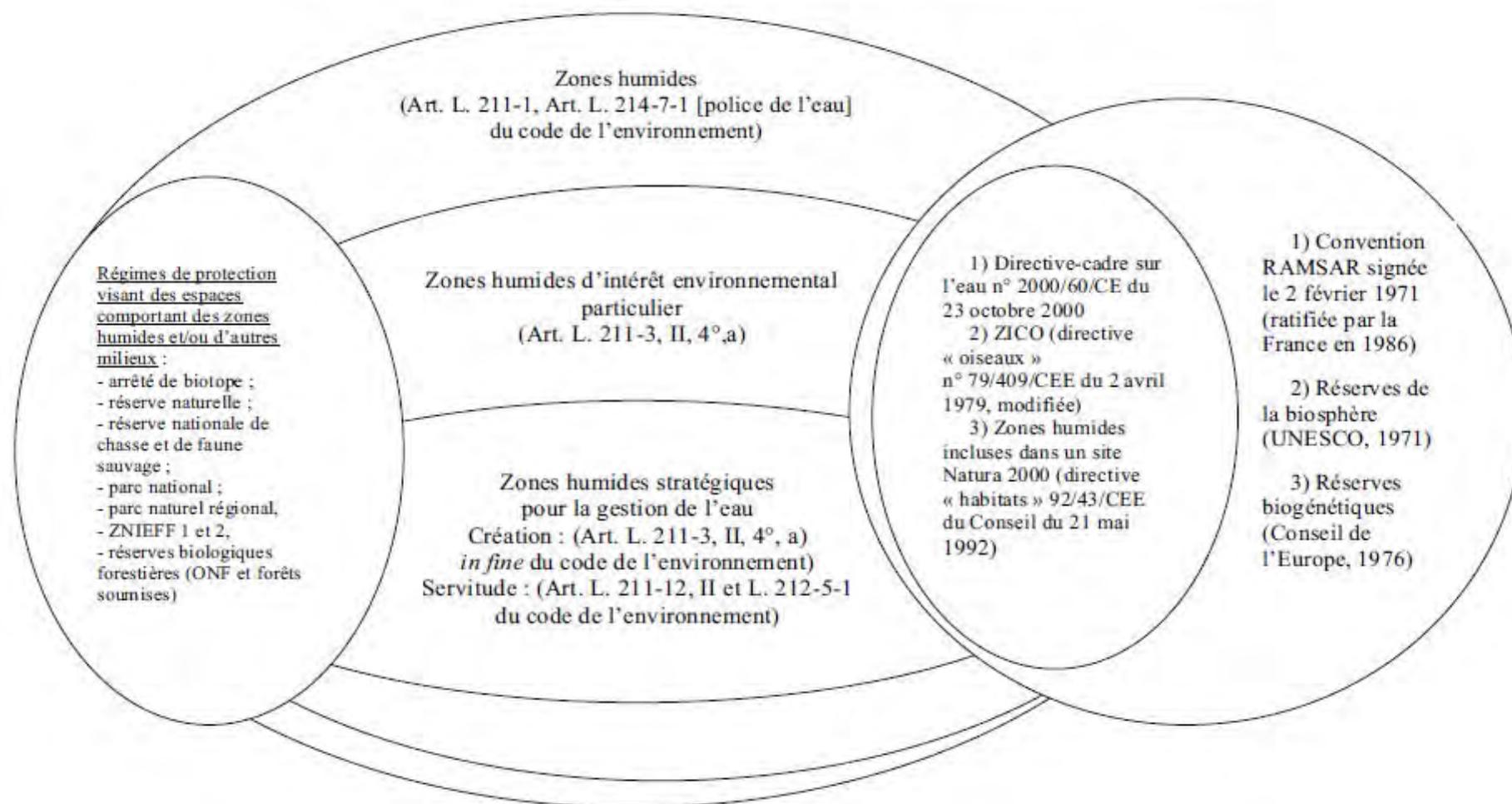
ANEJO 2

Milieux concernés	Protection ou/et gestion exigée	Catégories fiscales	Taux d'exonération	Durée de l'exonération
Zones humides	Engagement de gestion	2 - prés, prairies naturelles, herbages et pâturages	50 %	5 ans, renouvelable
Certaines zones humides protégées	Protection et engagement de gestion	6 - landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues (y compris les tourbières naturelles, c'est-à-dire non exploitées)	100 %	
Tous milieux naturels, dont zones humides, situés en zone Natura 2000	Protection et engagement de gestion	2 - (v. ci-dessus) 5 - les forêts alluviales et ripisylves ; 6 - (v. ci-dessus) 8 - les lacs, étangs, mares, marais salants et salines.	100 %	
Milieux naturels et agricoles y compris zones humides	Non	Idem que ci-dessus, (ainsi que : 1 - Terres ; 3 - Vergers ; 4 - Vignes ; 9 - Jardins)	20 % (cumulable avec l'exonération de 50 %)	
Milieux naturels situés dans les cœurs des parcs nationaux des DOM	Protection et engagement de gestion	1, 2, 3, 5, 6, 8	100 %	

Exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (Cizel, 2006)

ANEJO 3

Schéma relatif aux règles de droit interne, aux règles communautaires et au droit international applicables aux zones humides



Marco jurídico nacional e internacional sobre humedales

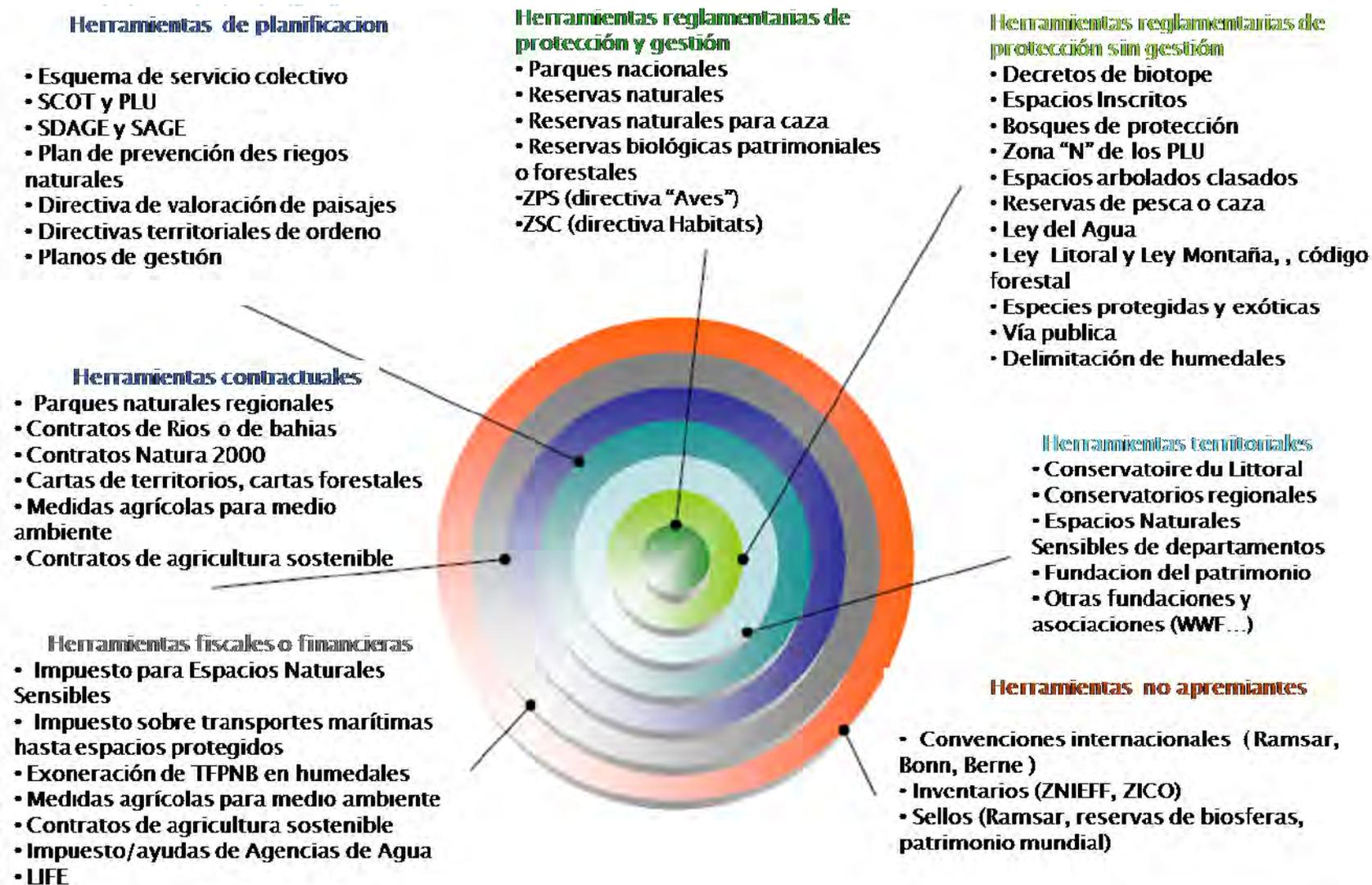
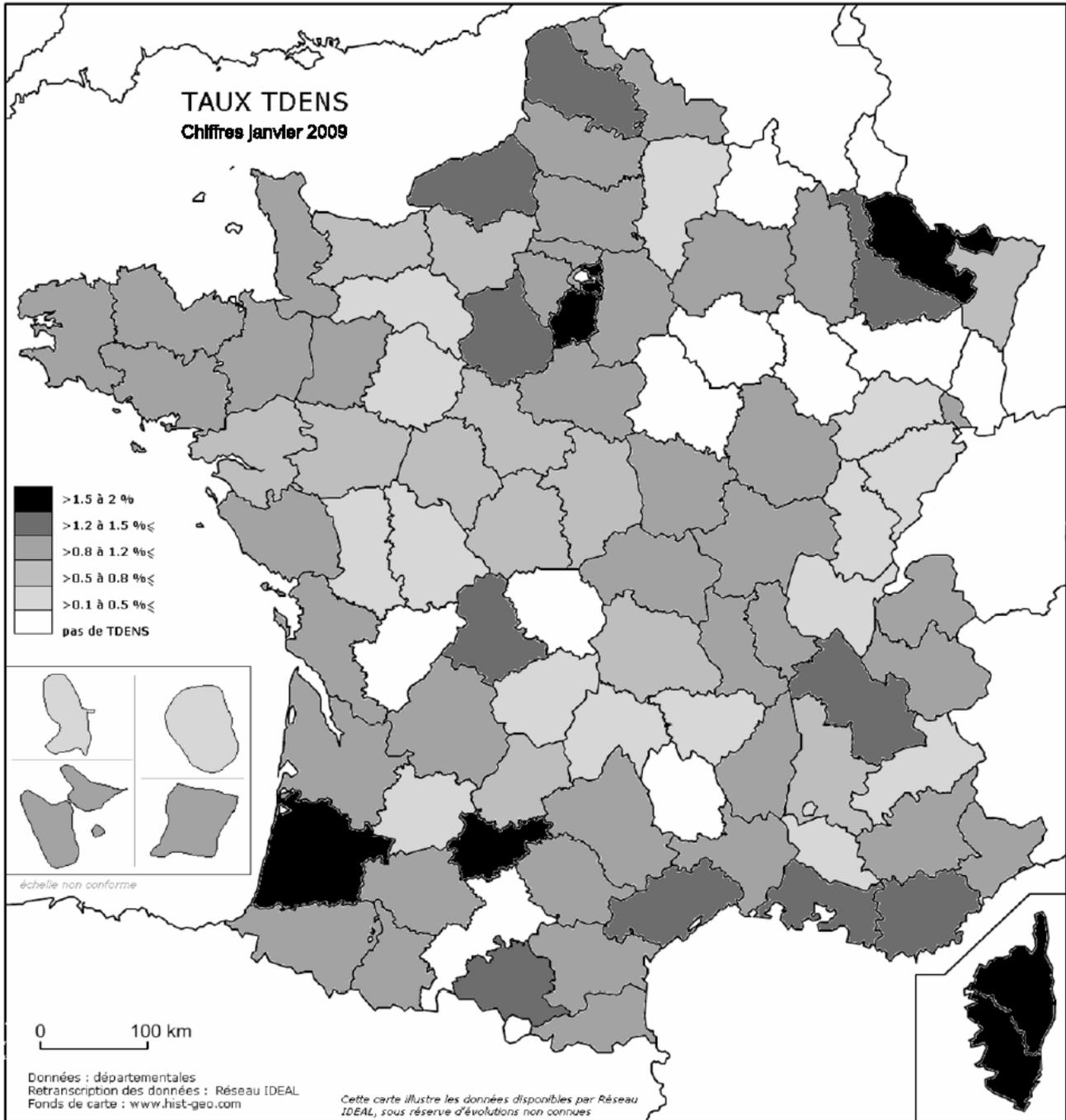


Ilustración 1: Herramientas de protección de humedales(traducido segun Cizel, 2006)



ANEJO 6

Ejemplo de una ficha départemental del Réseau Espaces Naturels

Identité Générale

Année du lancement de la politique ENS	1985	
Année Vote TDENS	1980	
Objectifs Prioritaires (réponse de 1 (très important) à 7 (peu important), ex aequo possible)		
Paysages exceptionnels	5	
Paysages fragilisés	4	
Milieux naturels	1	
Education au patrimoine nature	2	
Ouverture au public (accès)	3	
Champs expansion des crues	6	
Autre	7	
Nature dominante des sites (acquis, conventionnés et zones de préemption) dans la politique ENS		
	Nombre	Surface (Ha)
zones humides (marais, tourbières, étang, lacs, rivières...)	79	788
milieux ouverts de plaine (pelouses, prairies)	6	159
milieux ouverts d'altitude	3	512
forêt	1	918
sites géologiques et carrières	1	4

TDENS

Date de la dernière modification du taux de la TDENS	1990
Taux de la TDENS	1,5%
Montant des recettes de la TDENS 2006* (* compte administratif)	5523.0 k€
Appliquez vous une exonération de la taxe ?	Oui
Est-il appliqué une modularité de la taxe ?	Non
Montant des dépenses sur la TDENS 2006*	4324.0k€
Part en investissement	38.0%
dont acquisition	10.0%
dont aménagement	33.0%
Part en fonctionnement	62.0%
dont gestion des sites	25.0%
Montants des acquisitions de chemins inscrits au PDIPR	297.0k€
Montants des aménagements/gestion des chemins inscrits au PDIPR	215.0k€
Montant du report cumulé (fonds)*	12664.0k€

Les Sites

	Nombre	Surface
Schéma des ENS		Oui
dont Sites départementaux acquis	16	1597.0 Ha
dont Sites départementaux conventionnés	1	16.0 Ha
dont Sites départementaux ouverts au public (équipés)	9	1142.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) acquis	56	2004.0 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) conventionnés	19	218.7 Ha
dont Sites locaux (collectivités locales, AEV) ouverts au public	10	316.5 Ha
Zones de préemption actuelles sur lesquelles intervient :		
le Département	12	1621.0 Ha
déléguées aux communes	36	1097.0 Ha

Gestion

Nombre de sites départementaux ayant un plan de gestion	14
% par rapport au nombre de sites gérés	93.0%
Nombre de sites locaux ou privés ayant un plan de gestion	33
% par rapport au nombre de sites gérés	62.0 %
Nombre d'agent départementaux dédiés aux ENS	11
dont payés sur la TDENS	11
Nombre de sites acquis par le Département concernés par une gestion :	
En régie	7
Déléguée	9

Partenariats

Association hors CREN	technique / concertation	67.9 k€
Communes	concertation	
Conservatoire botanique	technique	50.0k€
Conservatoire des Espaces Naturels (régional ou départemental)	technique / concertation	145.0k€
EPCI	concertation	
Etablissement Public Foncier / SAFER	technique / concertation	5.0k€
Etat hors Reserves naturelles	concertation	
ONF	technique / concertation	
PNR	technique / concertation	12.0k€
Région	technique / concertation	
Reserves Naturelles / Etat	technique / concertation	120.4k€
Scientifiques / Universités	technique / concertation	80.0k€

ENGREF
Centre de Montpellier
648 rue Jean-François Breton – BP 7355
34086 MONTPELLIER CEDEX 4
Tél. : (33) 4 67 04 71 00
Fax : (33) 4 67 04 71 01
www.agroparistech.fr

 <p>ONEMA Office national de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>⁴ Onema Hall C – Le Nadar 5 square Félix Nadar 94300 Vincennes 01 45 14 36 00</p> <p>www.onema.fr</p>	 <p>LES AGENCES DE L'EAU ETABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE</p> <p>www.lesagencesdeleau.fr</p>	 <p><i>Office International de l'Eau</i> Office International de l'Eau CNIDE 15 rue Edouard Chamberland 87065 LIMOGES 05 55 11 47 80</p> <p>www.oieau.fr</p>
---	---	--